

PRÉSIDENTE

Le Président Tebboune préside la réunion de travail périodique au siège du MDN

P. 24

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le Président Tebboune appelle les Algériennes et les Algériens à poursuivre le combat contre la corruption

P. 24

SOMMET ARABO-CHINOIS POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT À RYADH

M. Benabderrahmane représente le Président Tebboune

P. 24

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Manifestations du 11 décembre 1960 : tournant décisif dans le cours de la Révolution

Les manifestations du 11 décembre 1960 ont constitué un tournant décisif dans le cours de la Guerre de libération nationale, en ce sens qu'elles ont exprimé le rejet, sans appel, par le peuple algérien de toute option autre que l'indépendance totale de l'Algérie, et contribué à l'internationalisation et à la médiatisation de la question algérienne. Le 11 décembre 1960, les Algériens par dizaines de milliers ont manifesté à Alger et dans d'autres villes du pays, en brandissant l'emblème national, pour signifier leur opposition irréductible à la politique coloniale visant à faire de l'Algérie une partie intégrante de la France.

P. 4



LOI DE FINANCES 2023

Poursuite de la dynamique d'impulsion du développement en préservant les acquis sociaux (Kassali)

P. 6

MÉDICAMENT

M. Aoun appelle les responsables de Saidal à lancer "vite" la production de l'insuline

P. 10

AMÉNAGEMENT D'OUED EL HARRACH

M^{me} Moualfi réitère son appel aux industriels pour adhérer aux efforts déployés

P. 8

SANTÉ

INFERTILITÉ FÉMININE

Comment ça se soigne ?

Pp 08 - 09

F O T B A L L

CHAN-2022 (PRÉPARATION)

Le Sénégal et la Mauritanie au programme de la sélection A'

P. 21



RÉGULATION DES RÉSEAUX SOCIAUX

L'ONU pour des règles communes

P. 16

BEJAIA
Forte affluence à l'ouverture de la fête de la figue sèche de Béni-Maouche

P. 2

AFFAIRES RELIGIEUSES

Salat El-Istisqa accomplie à travers les mosquées du pays



Salat El-Istisqa a été accomplie samedi à travers les mosquées de la République, en raison de la faible pluviométrie enregistrée dans le pays.

Accomplie dans la matinée de samedi, cette prière est une Sunna du Prophète Mohammed (QSSSL) qui s'effectue en deux unités de prières (Rak'ah) et un pèche à l'adresse des fidèles.

Les imams ont ainsi appelé les fidèles à remercier Allah pour ses bienfaits et à le vénérer, tout en les incitant à demander le pardon du Tout-Puissant et invoquer sa miséricorde pour qu'il fasse tomber de la pluie.

MÉTÉO

Pluies orageuses sur l'est du pays (BMS)



Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront plusieurs wilayas de l'est du pays à partir de vendredi soir, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie.

Placé au niveau de vigilance "Orange", le bulletin concerne les wilayas de M'Sila, Batna, Biskra, Oum El Bouaghi, Khenchela et Tébessa, et ce du vendredi à 18h00 au samedi à 06h00, où les quantités de pluies estimées oscilleront entre 20 et 40 mm, précise la même source, ajoutant que des rafales de vents sous orages sont également prévues durant la validité du bulletin.

GROUPE COSIDER

Hamid Khemliche nouveau PDG



Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a procédé, jeudi à Alger, à l'installation de M.

Hamid Khemliche dans ses fonctions de président directeur général (PDG) du Groupe Cosider.

La cérémonie d'installation s'est déroulée en marge de l'assemblée générale et la réunion du conseil d'administration du groupe public.

Cadre du Groupe Cosider, Hamid Khemliche a occupé plusieurs postes, le dernier en date étant P-dg de la filiale Cosider ouvrages d'art. Il succède, ainsi, au P-dg par intérim, Mustapha Saidani, qui a occupé le poste depuis septembre dernier.

BREVETS D'INVENTIONS
L'INAPI a reçu depuis début 2022 pas moins de 400 demandes (directeur)

L'Institut National Algérien de la Propriété Industrielle (INAPI), a reçu, depuis le début de l'année 2022, 400 demandes de brevets d'inventions, déposées par des inventeurs algériens, a indiqué jeudi, à Khenchela, le directeur de l'Institut.

M. Belmechdi a rappelé qu'en 2021, l'INAPI a reçu 360 demandes de brevets déposées par des chercheurs universitaires et des inventeurs algériens, il a considéré qu'ayant atteint le seuil de 400 demandes en 2022, l'Algérie peut prétendre à un classement mondial "excellent" en matière d'inventions.

PÉNÉTRANTE DJENDJEN-EL EULMA
Réception d'une tranche de 30 km "au cours de l'été 2023"

Le ministre des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base, Lakhdar Rekhroukh, a indiqué lundi à Jijel qu'une première tranche de 30 km du projet de la pénétrante autoroutière port Djendjen (Jijel)-El Eulma (Sétif) sera réceptionnée "au cours de l'été 2023".

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans cette wilaya en compagnie du ministre des Transports Kamel Beldjoud, M. Rekhroukh a précisé que 13 km de ce tronçon se trouvent dans la wilaya de Jijel et 17 km dans celle de Sétif, soulignant que toutes les conditions sont mises en places pour parachever les travaux incluant la libération du couloir et la résolution des problèmes administratifs.

Concernant le projet dans son intégralité portant sur une distance totale de 110 km dont 45 km dans la wilaya de Jijel, 15 km dans la wilaya de Mila et 50 dans la wilaya de Sétif, le ministre a affirmé qu'"il a été décidé de relancer ce projet dont les travaux étaient à l'arrêt pour diverses raisons avec le prolongement des délais de sa réception de 36 mois".

BEJAIA

Forte affluence à l'ouverture de la fête de la figue sèche de Béni-Maouche

Une forte affluence de visiteurs a marqué, jeudi, l'ouverture, dans une ambiance pour le moins festive, de la 21^e édition de la fête de la figue sèche de Béni-Maouche, à 75 km au sud-ouest de Bejaia, a-t-on constaté.

Organisée par l'association des producteurs de la figue de Béni-Maouche et abritée par le complexe sportif de proximité de la ville, la manifestation est animée par 70 exposants, dont la majorité sont des producteurs de figues sèches.

L'événement a drainé dès son ouverture, une grande foule, composée essentiellement des férus de ce fruit, venus rafler en premier les meilleurs spécimens qui, cette année, s'offrent dans un éventail fortement réduit en raison de la sécheresse et de la baisse conséquente de la production, a-t-on appris des organisateurs.

SÉTIF

Saisie de cocaïne et de psychotropes

Les éléments de la brigade anti-stupéfiants relevant du service de la Police judiciaire de la sûreté de wilaya de Sétif ont mis un terme dans deux opérations distinctes à l'activité de quatre trafiquants de drogue et saisi 16 grammes de cocaïne et 720 comprimés psychotropes, a-t-on appris jeudi auprès de cette instance sécuritaire.

Les deux (2) opérations ont été effectuées suite à l'exploita-

TRAFIC DE BIENS CULTURELS

Démantèlement d'un réseau de fouilles et récupération de pièces archéologiques à Sétif



Un réseau criminel composé de quatre personnes s'adonnant à des fouilles archéologiques sans autorisation a été démantelé par les éléments du groupement de la wilaya de Sétif de la Gendarmerie nationale, qui ont récupéré diverses pièces archéologiques, a-t-on appris jeudi auprès de ce groupement.

L'opération a été lancée suite à la constatation par les éléments de la brigade de Gendarmerie de la commune de Salah-Bey (Sud de Sétif) de traces récentes de fouilles au village Maafar au cours d'une patrouille sur le territoire de la compétence, a ajouté la même source qui a précisé que l'intensification des renseignements et des patrouilles a conduit ensuite à l'arrestation des éléments de ce réseau.

OUARGLA

Cinq membres d'une même famille meurent asphyxiés par le monoxyde de carbone

Cinq (5) membres d'une même famille sont morts par asphyxie au monoxyde de carbone, vendredi à Ouargla, indique un communiqué des services de la Protection civile. Les unités de la Protection civile de la wilaya de Ouargla sont intervenues vers 10h 43mn pour évacuer les victimes qui se trouvaient dans un état critique à la polyclinique d'El Mekhadma, vers l'hôpital de Ouargla où elles sont décédées, précise le communiqué.

Les victimes étaient âgées entre 3 et 60 ans, conclut la même source.

CONSTANTINE

Le centre de tri manuel des déchets d'Ain Smara opérationnel

Le ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualfi, a ordonné la mise en exploitation à partir de mercredi dernier du Centre de tri manuel de la station de transfert des déchets ménagers de la commune d'Ain Smara (Sud-Ouest de Constantine). S'exprimant lors d'une visite de travail et d'inspection mardi dans la wilaya, le ministre a précisé que la décision vise à faciliter le traitement industriel des déchets ménagers dans la wilaya.

Le travail de ce centre de tri se fera manuellement en attendant l'acquisition des équipements nécessaires, a déclaré le ministre lors de cette visite.

La capacité de traitement des déchets ménagers de ce centre, réalisé sur une superficie évaluée à 900 m², est estimée à 500 tonnes/jour, selon des explications fournies sur place.

d'informations faisant état de l'implication de deux individus dans le trafic de psychotropes, alors que deux autres sont spécialisés dans la commercialisation illicite de drogues dures au niveau du centre-ville de Sétif, a déclaré à l'APS le responsable de la cellule de communication et des relations publiques de la sûreté de wilaya, le commissaire de police Abdelouahab Aissani.

COMMUNAUTÉ NATIONALE ÉTABLIE À L'ÉTRANGER Engagements du Président Tebboune : des mesures visant à protéger la communauté nationale et à l'associer au processus de développement

L'Etat a accordé, au cours des trois dernières années, un intérêt particulier à la communauté nationale établie à l'étranger, en prenant des mesures importantes visant à renforcer ses liens avec la patrie et à l'associer, en tant que force d'influence et de proposition, au processus de développement engagé par l'Algérie, en concrétisation des engagements du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Ces engagements visent à protéger la communauté nationale à l'étranger et la diaspora, et à promouvoir leur participation au nouveau national. Pour ce faire, plusieurs initiatives ont été lancées en direction de la communauté nationale à l'étranger, pour établir des ponts de communication avec ses membres, et leur assurer les conditions leur permettant de s'adapter aux mutations politiques et économiques que connaît l'Algérie, et de contribuer à l'élaboration des différentes politiques nationales. Dans le cadre de cette vision, le Président Tebboune a souligné, à maintes occasions, l'intérêt particulier qu'il accordait à la prise en charge des préoccupations de la communauté algérienne à l'étranger et à la protection de ses intérêts, tout en saluant les positions nationales "honorables" de ses membres durant les épreuves difficiles. Le président de la République tient, dans ce sillage, à rencontrer les membres de la communauté pour écouter leurs préoccupations et connaître leurs aspirations et attentes, une tradition instaurée dans ses visites officielles dans différents pays. Les représentants de la communauté ont exprimé, lors de ces rencontres directes avec le président de la République, leur disposition à adhérer aux initiatives lancées, saluant cette démarche parmi d'autres qui les placent sur un pied d'égalité avec leurs compatriotes en Algérie. De son côté, M. Tebboune s'est félicité

de "la volonté forte" des membres de la communauté à contribuer et à apporter un plus aux efforts collectifs consentis par l'Algérie dans le processus de développement global, d'où "la nécessité de mettre en place les mécanismes adéquats nécessaires à cette opération", soulignant qu'"il refuse d'anéantir les espoirs des jeunes désirant construire l'avenir de leur pays". Dans le prolongement de cet intérêt particulier accordé aux Algériens établis à l'étranger, et soucieux de maintenir un contact permanent avec eux, le président de la République a procédé à la création du poste d'envoyé spécial chargé de la communauté nationale à l'étranger, dans une démarche qui "cadre avec des axes importants reflétant les intérêts et priorités de l'Etat".

Il a aussi exhorté le corps diplomatique à "concevoir des méthodes et des approches garantissant la concrétisation réelle et pratique de l'intérêt particulier qu'il accorde personnellement à la communauté nationale à l'étranger", soulignant qu'il s'agit "non seulement de s'intéresser aux préoccupations de notre communauté et de répondre à ses besoins mais de renforcer, également, ses liens avec le pays et d'associer ses membres au processus du développement global et aux efforts visant à renforcer la place et le rôle de l'Algérie sur la scène internationale". Dans ce sillage, le Président Tebboune a appelé



les représentations diplomatiques à l'étranger à communiquer en permanence avec les membres de la communauté, en mettant à leur disposition des numéros verts et des canaux de communication directs ou électroniques, pour une prise en charge optimale de leurs préoccupations et la protection de leurs intérêts.

Les Algériens établis à l'étranger, une partie intégrante de la Nation

L'Algérie a adopté, depuis trois années, une approche renouvelée qui s'inscrit dans une vision globale et à long terme et vise à conforter la place et le rôle des citoyens établis à l'étranger, étant une partie intégrante de la Nation.

La première mesure a été de rajouter la dimension de la communauté nationale à l'appellation officielle du département ministériel des Affaires étrangères. Parmi les princi-

pales mesures prises récemment dans le cadre de cette approche, figure l'élargissement du système national de retraite aux ressortissants algériens résidant à l'étranger, salariés et non-salariés (chefs d'entreprises), et ce en vertu d'un décret présidentiel relatif à leur affiliation volontaire à ce système. Le président de la République s'est engagé, lors de ses visites officielles à l'étranger, à satisfaire cette demande exprimée à maintes reprises par les membres de la communauté nationale à l'étranger. Le Gouvernement a prévu dans son plan d'action une série de mesures visant à répondre aux préoccupations de la communauté nationale à l'étranger, dans les volets politique et associatif, en élaborant des mécanismes permettant d'associer ses membres notamment l'élite, au renforcement de l'unité nationale, de l'Etat de droit et de la démocratie, à la lutte contre les formes d'extré-

misme dont ils seraient victimes, à la promotion et à l'organisation du mouvement associatif en fonction des pays, sur la base d'un programme commun". Sur les plans économique et scientifique, le Gouvernement œuvre à faire participer cette catégorie au processus de développement économique national, en incitant à investir dans des projets économiques et à adhérer à la stratégie de promotion des exportations hors hydrocarbures, et en drainant son épargne à travers l'ouverture de banques et de succursales à l'étranger, tout en encourageant les compétences, les chercheurs, les enseignants et les experts de haut niveau à contribuer par leur savoir-faire à la formation. Le Gouvernement poursuit l'opération de modernisation et de simplification de la gestion consulaire, à l'instar de la facilitation des mesures d'inscription et de remise des documents de voyage ou du visa, et autres documents administratifs qui intéressent les membres de la communauté. Il convient de rappeler à ce titre que vers la fin de l'année écoulée, une Conférence des chefs des missions diplomatiques et consulaires algériennes a été organisée. La Conférence a été sanctionnée par plus d'une centaine de recommandations qui ont été soumises au président de la République qui a le pouvoir constitutionnel d'arrêter et de conduire la politique extérieure de la nation.

SOMMET ARABO-CHINOIS POUR LA COOPÉRATION ET LE DÉVELOPPEMENT À RYADH M. Benabderrahmane représente le Président Tebboune

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, est arrivé jeudi soir à Ryadh (Arabie saoudite) pour participer au Sommet arabo-chinois pour la coopération et le développement, prévu vendredi, en qualité de représentant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, indique un communiqué des services du Premier ministre. "En qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane,

est arrivé, ce jeudi soir 08 décembre 2022, à Ryadh, capitale du Royaume d'Arabie saoudite, pour participer au Sommet arabo-chinois pour la coopération et le développement, prévu vendredi 09 décembre 2022", a précisé le communiqué.

Le Premier ministre est accompagné du ministre de l'Industrie, M. Ahmed Zeghdar, et du ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, M. Kamel Rezig, selon la même source.

M. Benabderrahmane reçu à Riyad par le président chinois

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a été reçu, vendredi, par le président de la République populaire de Chine, M. Xi Jinping, en marge des travaux du Sommet sino-arabe de coopération et de développement, qui se tient dans la capitale saoudienne Ryadh, a indiqué un communiqué des services du Premier ministre. "Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane a été reçu, vendredi, par le président de la République populaire de Chine, M. Xi Jinping, en marge du Sommet sino-arabe de coopération et de développement, dont les travaux ont pris fin, aujourd'hui à Ryadh", et auxquels il avait pris part en qualité de représentant du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a précisé le communiqué. A l'entame de la rencontre, le président chinois "a hautement salué les relations historiques de solidarité et de coopération entre les deux pays, se félicitant du niveau atteint par la coopération bilatérale dans le cadre du partenariat stratégique algéro-chinois", signé par les deux parties en 2014", a ajouté la même source. Il a

également affirmé "la pleine volonté de son pays d'approfondir et de diversifier ce partenariat pour y inclure de nouveaux domaines, outre l'importante coopération existante dans les secteurs des infrastructures, de l'énergie, des mines, de l'exploitation minière et d'autres formes de coopération fructueuse auxquelles les deux parties sont attachées". A cette occasion, le président chinois a également salué "le rôle de l'Algérie dans la région et réaffirmé le soutien de la Chine à ses démarches visant à instaurer la stabilité et à promouvoir le développement" sur la base de sa conviction de la clairvoyance algérienne et de la convergence des vues des deux pays. M. Xi Jinping a chargé le Premier ministre de transmettre, ses salutations sincères au Président Tebboune, ainsi que ses félicitations pour la réussite du Sommet arabe et d'avoir présidé avec brio le Conseil de la Ligue arabe au niveau du Sommet", outre "sa volonté de le rencontrer en Chine, en vue de poursuivre le renforcement du partenariat stratégique entre les deux pays", selon le communiqué. M. Benabderrahmane

a, de son côté, transmis "les salutations du Président Tebboune au président chinois, ainsi que ses sincères félicitations pour sa réélection à la tête du Parti communiste chinois (PCC) pour un troisième mandat", ce qui dénote du succès de ses politiques et le soutien dont elles jouissent, en sus du succès du Sommet sino-arabe et sa détermination personnelle à hisser les relations algéro-chinoises aux plus hauts niveaux". "L'Algérie partage avec la Chine une histoire commune riche en positions de solidarité, ce qui constitue une base solide à même de concrétiser la volonté des dirigeants des deux pays d'approfondir le partenariat stratégique et servir les objectifs du développement socioéconomique dans les deux pays" a-t-il affirmé. Lors de cette rencontre, les deux parties ont salué le Sommet sino-arabe, exprimant leur détermination à employer cet espace de coopération au service des intérêts des deux parties, en sus d'échanger le soutien concernant les questions importantes pour les deux parties, a conclu le communiqué.

NEUVIÈME CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE

Clôture des travaux à Oran

La neuvième conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, tenue sous le thème "Appui aux nouveaux membres africains du Conseil de sécurité des Nations unies pour se préparer à aborder les questions de paix et de sécurité sur le continent africain", a pris fin jeudi soir à Oran. Dans son allocution de clôture, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a transmis aux participants "les félicitations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à l'occasion du succès de la neuvième édition du processus d'Oran", et exprimé en son nom "sa gratitude pour la participation active et l'engagement positif de mes collègues ministres et hauts fonctionnaires lors des importantes discussions qui ont porté sur les principaux défis à la paix et à la sécurité en Afrique, ainsi que sur les perspectives prometteuses d'une meilleure coordination pour faire entendre une voix africaine forte au sein du Conseil de sécurité des Nations unies". "Nous avons collectivement souligné, une fois de plus, que cette vision idéaliste n'est pas seulement un slogan, mais un travail continu que nous nous engageons tous à faire avancer pour le bien de nos pays et de nos peuples", a ajouté le ministre. La cérémonie de clôture de la Conférence a été marquée par l'intervention du ministre des Affaires étrangères du Nigéria, Président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour le mois de décembre, Geoffrey Onyeama, du ministre des Affaires étrangères du Kenya, Coordonnateur du Groupe des membres africains non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU "A3", le Dr Alfred Mutua, et le Commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, l'ambassadeur Bankole Adeoye. A cette occasion, une synthèse des travaux des deux jours a également été lue et les participants à cette conférence ont été honorés. A l'issue de la cérémonie de clôture, une conférence de presse a été animée par MM. Lamamra et Onyeama.

TOURISME

M. Hamadi pour la facilitation de l'accès des investisseurs au foncier touristique

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, a affirmé jeudi à Alger que son secteur aspirait à accorder des facilités aux investisseurs pour l'obtention du foncier touristique destiné à la réalisation des projets.

Répondant aux questions orales des membres de l'APN, lors d'une séance plénière, sur la garantie du foncier touristique dans la wilaya de Chlef et la prise en charge des stations thermales dans les wilayas de Ouargla, Mascara et Sétif, l'activation du circuit historique relatif à l'épopée de l'Emir Abdelkader et la préservation des atouts touristiques de la wilaya d'El Bayadh, le ministre a souligné que le foncier touristique "constitue la base de la promotion des activités touristiques et du développement et de la concrétisation des projets répondant aux normes internationales dans le domaine touristique".

M. Hamadi a estimé "à 247 le nombre des zones d'extension touristique (ZET) en Algérie, dont 160 situées dans les régions côtières, la wilaya de Chlef disposant à elle seule de 10 ZET, pour une superficie globale de 1600 hectares".

Il a rappelé, en outre, les études réalisées en matière d'aménagement touristique des ZET dans la wilaya de Chlef en prévision de la réalisation des projets, précisant que "cinq plans d'aménagement touristique ont été adoptés à ce jour en faveur des ZET de la wilaya".

"La garantie du foncier dans la wilaya de Chlef profitera à la réalisation de 49 projets touristiques susceptibles d'assurer 12 000 lits et de contribuer à la création de 20 000 postes d'emploi", a-t-il fait savoir.

Évoquant la nécessité de relancer le circuit touristique et historique sur l'Emir Abdelkader dans la wilaya de Mascara, le ministre a rappelé le portail électronique, créé en juin dernier regroupant tous les sites et circuits touristiques pour concourir à leur promotion.

Dans ce sillage, le ministre a mis l'accent sur "l'importance de la relance du circuit historique et touristique de l'Emir Abdelkader", relevant "l'inclusion de tous les sites historiques et religieux par lesquels étaient passés l'Emir Abdelkader dans ce circuit".

Il a mis l'accent sur la nécessité de prendre en charge toutes les stations thermales dont disposent la wilaya à travers l'appui à l'investissement dans ce domaine "très convoité par les touristes durant toute l'année".

Répondant à une question sur l'importance de réaménagement d'une station thermale à Ouargla, M. Hamadi a rappelé que cette wilaya disposait de "20 sites thermales qui ont besoin d'investissement pour la réalisation des projets", ajoutant que le bain traditionnel (Hammam) "nécessite l'aménagement et la modernisation vu son importance historique et touristique".

Par ailleurs, M. Hamadi a souligné l'importance de promouvoir le tourisme à Sétif par "l'activation des programmes qui s'inscrivent dans la zone d'expansion touristique et de valoriser d'autres atouts touristiques en assurant un climat favorable à l'investissement dans le tourisme".

Évoquant les principaux atouts du tourisme à la wilaya d'El-Bayadh, le ministre a insisté sur "l'impératif de les protéger et préserver", relevant que cette région "demeure une destination de prise par les touristes".

El-Bayadh a accueilli durant l'année dernière plus de 15 000 touristes dont 800 étrangers", a-t-il dit. La région recèle "69 circuits touristiques" a rappelé le ministre révélant qu'une "charte de déontologie sera bientôt promulguée en vue de moraliser le tourisme et préserver les atouts touristiques qui nécessitent la conjugaison des efforts".

JUSTICE

Tribunal de Dar El Beida : le chef du mouvement terroriste "MAK" condamné à perpétuité

Le tribunal criminel de première instance de Dar El Beida (Alger) a condamné, vendredi, le chef du mouvement terroriste "MAK", Ferhat M'henni à perpétuité et confirmé le mandat d'arrêt international émis à son encontre pour plusieurs chefs d'accusation, notamment "atteinte à l'unité nationale et à la stabilité des institutions de l'Etat en créant un climat d'insécurité". Le tri-

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Manifestations du 11 décembre 1960: tournant décisif dans le cours de la Révolution

Les manifestations du 11 décembre 1960 ont constitué un tournant décisif dans le cours de la Guerre de libération nationale, en ce sens qu'elles ont exprimé le rejet, sans appel, par le peuple algérien de toute option autre que l'indépendance totale de l'Algérie, et contribué à l'internationalisation et à la médiatisation de la question algérienne.

Le 11 décembre 1960, les Algériens par dizaines de milliers ont manifesté à Alger et dans d'autres villes du pays, en brandissant l'emblème national, pour signifier leur opposition irréductible à la politique coloniale visant à faire de l'Algérie une partie intégrante de la France.

A travers ces manifestations, qui ont démarré dans les quartiers populaires de la capitale, à l'instar de Belouizad (ex-Belcourt), El Madania (ex-Salember) et Bab El Oued, le peuple algérien entendait exprimer son adhésion à la Révolution et son soutien et attachement indéfectibles au Front de libération national (FLN) et à l'Armée de libération nationale (ALN).

Les Algériens sont sortis ce jour-là manifester pacifiquement pour réaffirmer le principe du droit à l'autodétermination, alors que le général Charles de Gaulle effectuait une visite en Algérie, dans une vaine tentative de sauver la thèse de "l'Algérie française", à travers son plan dit de "troisième voie", en somme une indépendance factice dans le cadre de laquelle l'Algérie resterait sous domination française.

Ces manifestations massives ont été, du point de vue organisationnel, une preuve édifiante de la force de la Révolution et un indice de la fin inéluctable du colonialisme.

Sur le plan diplomatique et médiatique,

ces manifestations, de par leur retentissement international, ont conforté les positions du Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA), en tant que représentant légitime du peuple algérien dans les négociations pour l'indépendance qui se profilaient. Elles ont été assimilées par des observateurs à un "référendum" en faveur de l'indépendance, qui a eu des conséquences immédiates sur la Révolution au plan international et isolé la France sur la scène internationale.

En effet, à l'occasion de la 15^{ème} session de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU), une résolution reconnaissant le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple algérien et la nécessité de négociations algéro-françaises, pour trouver une solution pacifique sur la base de l'intégrité territoriale de l'Algérie, a été adoptée le 20 décembre 1960.

Dans un message à l'occasion de la célébration du 68^{ème} anniversaire du déclenchement de la glorieuse Révolution de libération du 1^{er} novembre 1954, le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a affirmé, qu'"en dépit de la machine de répression et de persécution mobilisée par la France coloniale et la folie de la destruction massive à travers la politique de la terre brûlée, les révolutionnaires algériens libres

ont résisté, pendant plus de sept ans d'une guerre implacable et disproportionnée, contredisant ainsi les pronostics qui misaient sur l'essoufflement de la glorieuse Révolution de libération".

Cette Révolution est "devenue, grâce à une résistance épique et la détermination à arracher la victoire éclatante (...), un exemple de dévouement et de sacrifice au service des valeurs de liberté et de dignité", a-t-il souligné.

Le Président Tebboune a affirmé que "l'Algérie de la prospérité et de la croissance, pour la liberté, l'indépendance et l'unité, pour laquelle les Chouhada et les Moudjahidines se sont sacrifiés, n'est pas une simple aspiration" et représente, présentement, "notre objectif stratégique, autour duquel nous nous mobilisons tous, dans la nouvelle Algérie, avec une foi inébranlable dans les capacités et les énormes potentialités de la nation".

Le président de la République a réaffirmé sa détermination à engager l'Algérie "sur la voie de la relance économique et du développement durable" à travers tout le territoire national pour lui permettre de "retrouver sa place dans les fora régionaux et internationaux et, partant, d'accomplir le rôle pivot qui est le sien dans la région et à travers le monde".

DÉFIS DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le ministre de l'Agriculture présente l'expérience algérienne à Abidjan

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a présenté, jeudi à Abidjan (Côte d'Ivoire), l'expérience algérienne face aux nouveaux défis alimentaires, se félicitant du classement de l'Algérie parmi les pays développés par l'Indicateur mondial de la sécurité alimentaire, selon un communiqué du ministère.

Le ministre de l'Agriculture a pris part aux travaux d'une réunion de haut niveau dans le cadre de l'année africaine de l'alimentation tenue en présence de chefs de gouvernements, de ministres et d'organismes onusiens, ajoute le communiqué. Dans une allocution prononcée lors de la réunion placée sous le thème "Renforcement de la résilience dans le domaine de l'alimentation et la sécurité alimentaire en Afrique", M. Henni a rappelé les indicateurs de son secteur, un secteur économique et social par excellence, et qui contribue aujourd'hui à hauteur de plus de 14,4% au PIB du pays et emploie plus du 1/4 de la main d'œuvre active soit 2,7 millions de travailleurs, a précisé le communiqué.

Le secteur de l'Agriculture couvre 75% des besoins alimentaires nationales, affirme le ministre, soulignant que

"l'Algérie a réalisé l'autosuffisance dans plusieurs filières agricoles". Dans le même sillage, le ministre a mis en avant le classement par l'Indice mondial de la sécurité alimentaire au rang des pays développés de par la disponibilité, la qualité, l'hygiène alimentaire, les ressources naturelles et la résilience, ajoute le ministère dans son document. Il a également mis en exergue le rôle pivot joué par le secteur pendant la pandémie Covid-19, grâce à la résilience de l'ensemble des acteurs (producteurs, éleveurs, industriels et les femmes rurales) en offrant un véritable accompagnement de l'administration (organisation, appui technique et financier). Et de poursuivre: "ces facteurs avaient permis d'assurer la disponibilité de tous les produits essentiels dont (les céréales, le lait, les légumes et les viandes rouges et blanches) pendant le confinement en dépit des restrictions imposées à l'échelle mondiale (fermeture des frontières terrestres, aériennes et maritimes)".

Évoquant les nouveaux défis qui se posent dans le volet alimentaire et l'attachement à assurer la disponibilité des produits de première nécessité sur les marchés, le ministre a passé en revue l'expérience de

l'Algérie dans ce domaine, citant l'opération favorisant l'accès des professionnels à leurs exploitations, l'acquisition des intrants nécessaires pour l'accomplissement de leurs activités agricoles, aussi bien les semences que produits stratégiques et tous les produits de large consommation, de même que les engrais et les médicaments à des prix raisonnables et subventionnés par les autorités publiques.

D'autre part, M. Henni a rappelé les grandes réalisations accomplies par l'Algérie, grâce à la politique judicieuse supervisée directement par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune en matière de développement durable et d'indicateurs de développement humain, notamment dans les domaines de la santé, de l'enseignement, de l'emploi et de raccordement aux réseaux, d'eau, de gaz et d'électricité, selon le communiqué. Le ministre a mis en exergue les grandes réalisations accomplies par l'Algérie dans le domaine des infrastructures de base, à travers le réseau des routes et autoroutes, le réseau de transport ferroviaire, les ports, les aéroports et l'habitat, entre autres domaines ayant permis à l'Algérie de réaliser les objectifs du développement

durable fixés par l'Onu dans les délais impartis, ajoute le document. M. Henni a également passé en revue l'expérience pionnière de l'Algérie face aux grands défis liés aux changements climatiques et à la pandémie du nouveau coronavirus, "une réalité reconnue par tous les présents", souligne le ministre. Concernant la lutte contre l'impact des changements climatiques sur la sécurité alimentaire en général et la production agricole en particulier, l'Algérie a pris une série de décisions stratégiques pour s'adapter à ces changements et réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Parmi ces décisions, le ministre a rappelé le développement des énergies renouvelables, le renforcement de leur utilisation dans plusieurs domaines, dont l'agriculture (l'irrigation et le raccordement des exploitations agricoles à l'énergie alternative). Organisée par la Côte d'Ivoire, l'Union africaine (UA) et d'autres partenaires, cette rencontre importante vise à assurer le suivi de l'appel à l'engagement politique et financier par les pays africains à mettre en œuvre la feuille de route des activités inhérentes à ce sujet en 2022 dans le cadre de la crise alimentaire mondiale à laquelle l'Afrique fait face.

bunal de Dar El Beida a condamné à la même peine, onze (11) autres accusés en fuite.

Des verdicts, allant de l'acquiescement à 4 ans de prison ferme, ont été également prononcés contre 5 accusés arrêtés.

Le chef du mouvement "MAK" et ses coaccusés ont été poursuivis dans la même affaire pour "création et appartenance à une organisation terroriste", "diffusion des idées d'une

organisation terroriste, incitation à la haine et à la violence", "atteinte au prophète Mohammed (QSSSL) et profanation du Saint Coran". Le tribunal criminel de première instance de Dar El Beida avait condamné le 14 novembre dernier par contumace, le chef de file du mouvement séparatiste et terroriste "MAK", Ferhat M'henni, à perpétuité pour création d'une organisation terroriste et atteinte à

l'intégrité territoriale et à l'unité nationale. Le 24 novembre dernier, le même tribunal a condamné Ferhat M'henni à perpétuité et confirmé le mandat d'arrêt international émis à son encontre pour des chefs d'accusation liés au meurtre de Djamel Bensmail, assassiné en août 2021 à Larbaâ Nath Irathen, dans la wilaya de Tizi Ouzou.

LYCÉE "DAR EL HIRFI" DE DELLYS (BOUMERDES) Un monument de la formation vieux de 140 ans

Le vieux lycée technique "Larbi Ben Mhidi" de Dellys (Est de Boumerdes), connu sous le nom "Dar El-Hirfi" (maison de l'artisan), est un haut lieu historique de la formation, distingué par son architecture singulière et sa situation donnant vue sur mer, et comptant parmi les plus vieux établissements d'enseignement encore exploités en Algérie, après 140 ans d'existence, a constaté l'APS, sur place.

Le lycée "Larbi Ben Mhidi" est intimement lié à l'histoire de la vieille ville de Dellys, notamment son antique Casbah (dans la partie basse de la ville), où il occupe une place de choix, jouxtant la RN24 et facilement repérable, même de loin, par les marins et les patrons pêcheurs, et constitue une sorte de phare les guidant en toute sécurité vers le vieux port de Dellys.

Selon des documents disponibles à la bibliothèque de la wilaya, ce monument a été érigé en 1880, sous le nom de l'Ecole industrielle des colons. Ce nom fut transformé en Ecole professionnelle des colons, le 22 décembre 1905, avant de changer encore, en 1912, pour s'appeler l'Ecole des arts et de l'industrie, puis Ecole des arts et des métiers en 1949.

L'établissement changea ensuite de nom, en 1955, pour s'appeler Ecole professionnelle nationale, puis en lycée de préparation du diplôme de technicien en 1961. Il fut baptisé du nom de "Larbi Ben Mhidi" le 10 mai 1976.

A l'époque, cet établissement d'excellence assura une formation résidentielle en langue anglaise (langue officielle de l'établissement) à des milliers d'étudiants nationaux, mais aussi étran-



gers, dans différentes spécialités scientifiques et techniques (mathématiques techniques, industrie mécanique, électricité technique, froid). Il fut transformé en lycée ordinaire, en 2005.

Classement au secteur protégé de la vieille Casbah de Dellys

Ce monument historique a été introduit en 2016 dans le Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur du secteur protégé de la vieille Casbah de Dellys, en vue de la valorisation de son potentiel et de mise en valeur de ses dimensions esthétique, civilisationnelle et historique, a indiqué la directrice locale de la culture et des arts, Bendou

Sabrina. Elle a estimé que ce Plan de sauvegarde est de nature à "préserver les biens immobiliers historiques de la vieille Casbah, dont ce lycée, parallèlement à la réhabilitation de la vieille ville en tant que destination touristique, dans son cadre historique traditionnel et urbain, grâce à la mise en œuvre des orientations techniques et des normes architecturales englobées par le Plan", a-t-elle indiqué.

Confiée à deux entreprises spécialisées, avec un accompagnement assuré par un bureau d'études, l'opération de restauration et de réhabilitation de ce lycée a été lancée en 2019, selon le directeur par intérim de l'urbanisme, de l'architecture et de la construc-

tion, Mohamed Abbou. Il a souligné l'achèvement de la première tranche des travaux et leur entrée en exploitation récemment, dans l'attente du lancement de la 2ème tranche "prochainement".

Le projet de réhabilitation de cette belle bâtisse, fortement dégradée en raison notamment des facteurs humain et du temps, conjugués aux séquences du séisme du 21 mai 2003, a été affecté d'une enveloppe de plus de 140 millions de DA.

La première tranche de cette opération de restauration a notamment porté sur le confortement des piliers des différentes structures et commodités du bâtiment et de sa façade, outre la réhabilitation et le réaménagement du bloc administratif et de ses ateliers et la réalisation d'un mur de protection et de travaux pour mettre fin aux glissements de terrain menaçant la structure.

Parallèlement à ces travaux, les ouvriers du projet ont bénéficié, sur place, d'une formation visant à reproduire les arabesques et pièces d'art d'ornement (dessins, gravure sur bois et plâtre, fenêtres, portes), nécessitant l'usage d'anciennes techniques pour leur mise en œuvre, conformément aux modèles d'origine.

AÏN TEMOUCHENT Commémoration du 62^e anniversaire des manifestations du 9 décembre 1960

La wilaya d'Aïn Temouchent a commémoré, vendredi, le 62e anniversaire des manifestations du 9 décembre 1960, au cours desquelles la population a exprimé dans la rue son refus de la visite du général Charles de Gaulle, affirmant son adhésion totale à l'indépendance de l'Algérie.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, le secrétaire de wilaya de l'Organisation nationale des moudjahidine, Mokhtar Bencherat, a rappelé que ces manifestations avaient donné l'étincelle aux manifestations du 11 décembre 1960, qui se sont répandues au reste du pays en affrontements directs avec les forces coloniales françaises.

Le même intervenant a évoqué l'importance de ces manifestations qui se sont déroulées dans la ville d'Aïn Temouchent pour "avoir confirmé au général de Gaulle que le peuple algérien restait attaché à l'Algérie arabe et musulmane et à sa glorieuse révolution, et la revendication d'indépendance était irréversible". Au siège de l'APC d'Aïn Temouchent, attentant à la place du 9 décembre 1960, qui a vu la première étincelle de ces manifestations historiques, le wali d'Aïn Temouchent, Mohamed Moumene, a honoré, en présence de la famille révolutionnaire, nombre de moudjahidine qui ont vécu ces manifestations. Les autorités de la wilaya ont également supervisé le lancement de la campagne "Aïn Temouchent sans sachets en plastique", organisée par le secteur de l'environnement et des énergies renouvelables, avec la participation de cinq associations. L'objectif de cette campagne est de nettoyer plusieurs quartiers de la ville. La même place a également vu la présentation de chants patriotiques par des chorales ainsi que des exhibitions de karaté-do et de kung-fu par des enfants.

Partenariat entre le ministère des Moudjahidine et l'Université Belhadj Bouchaïb

Une convention de partenariat et de coopération a été signée jeudi à Aïn Temouchent entre la direction des moudjahidine et l'Université Belhadj Bouchaïb visant à préserver la Mémoire et à conférer un cadre académique aux recherches scientifiques liées à la Glorieuse guerre de libération nationale.

La signature de cette convention s'inscrit dans le cadre de la commémoration du 62ème anniversaire des manifestations du 9 décembre 1960 dans la ville d'Aïn Temouchent et vise à pérenniser la coopération entre les deux secteurs en vue d'une coordination dans la tenue de colloques liés à l'étude de la Mémoire nationale et à l'histoire de la Guerre de libération.

Cet accord assure également la promotion des efforts relatifs à la collecte du plus grand nombre de témoignages liés à cette période, en plus de l'organisation de sorties au profit des étudiants au musée du Moudjahid à Beni Saf, a souligné la directrice des moudjahidine et ayants droit, Souad Kadaoui.

Le document ambitionne également de renforcer la coopération avec le secteur des moudjahidine et ayants droit, notamment en ce qui concerne l'accompagnement des thèses de fin d'études des étudiants du département d'histoire, a-t-on noté. Par ailleurs, un documentaire sur les manifestations du 9 décembre 1960 a été projeté en marge de cette cérémonie. Les autorités de wilaya ont honoré, en présence de la famille révolutionnaire et des représentants de la société civile, le moudjahid Abdelkader Boudiab, qui a rejoint les rangs de l'OCFLN en 1957 en qualité de fidèle.

Il a été l'un des acteurs et témoin des manifestations du 9 décembre 1960. A l'occasion de la commémoration de cet événement historique, le wali de Aïn Temouchent, M'hamed Amoumen, s'est enquis du projet de réalisation d'un Musée de la préhistoire et de l'antiquité, qui enregistre un taux d'avancement de 85%.

Sa réception est prévue au cours du premier semestre 2023.

BECHAR Commémoration du 94^e anniversaire de la bataille de Mekssem Hallaba

La commémoration du 94e anniversaire de la bataille de Mekssem Hallaba qui a eu lieu le 8 décembre 1928 a été marquée par l'organisation de plusieurs festivités commémoratives à Bechar.

Ces festivités ont été initiées, jeudi, au lieu même de cette bataille au cours de laquelle le général Clavery et son état-major ont été éliminés lors d'une embuscade tendue par des résistants de la région à la colonne de ce chef militaire coloniale de retour à Bechar venant de Taghit.

Cette bataille qui a lieu à Mekssem Hallaba, située à proximité de la route

reliant la commune de Taghit à celle de Bechar, et qui est le fait d'une vingtaine de résistants issus de différentes tribus de la région, est venue confirmer aux colonialistes la poursuite de la lutte du peuple algérien contre les hordes militaires coloniales, ont indiqué des historiens présents à l'occasion de la commémoration du 94e anniversaire de cette glorieuse bataille.

Cette commémoration, qui s'est déroulée en présence des autorités de la wilaya, a été marquée par une forte participation de citoyens, d'invités et des représentants du mouvement associatif local, et ce, pour se souvenir de ce

grand fait d'arme de la résistance populaire.

A cette occasion, une stèle immortalisant cette bataille a été inaugurée par les autorités locales.

De même que des activités notamment la remise de prix aux lauréats de concours culturels initiés en marge de cette commémoration ont marqué ces festivités, en sus d'une exposition de documents, particulièrement des articles de la presse coloniale, traitant de cette bataille qui constitue un pan de l'histoire de la résistance populaire contre le colonialisme français dans le Sud-ouest du pays.

GHARDAÏA Ouverture d'un Salon dédié à la promotion du tourisme saharien

Un Salon dédié à la promotion et au développement du tourisme saharien s'est ouvert, vendredi à Ghardaïa, avec la participation d'une soixantaine de tour-opérateurs et expositants représentant les différentes wilayas du pays.

Organisé par le ministère du Tourisme et de l'Artisanat en collaboration avec la wilaya de Ghardaïa, le coup d'envoi de cet événement qui s'inscrit dans le cadre de la relance du Festival international du tourisme saharien qui a connu un répit suite à la crise sanitaire mondiale, a été donné à l'hôtel El Djanoub par le ministre de Tourisme et de l'Artisanat, Yacine Hamadi, en présence de la ministre de la Culture et des Arts, Soraya Mouloudji, du wali de Ghardaïa, Abdellah Abinouar, de représentants du président de l'Assemblée populaire nationale, de députés et d'élus locaux.

En visitant les différents stands du Salon,

M. Hamadi a insisté sur la promotion des potentialités touristiques du pays ainsi que le patrimoine immatériel et matériel national, appelant à faire des secteurs du tourisme, de l'artisanat et de la culture des "leviers de croissance économique" de premier ordre, notamment dans le Sud.

"Ce salon se veut un espace qui offre visibilité et environnement propice à la créativité et à la professionnalisation du secteur touristique et artisanal", a-t-il fait savoir, devant des responsables de tour-opérateurs du tourisme. Pour M. Hamadi, plusieurs facteurs concourent à faire du sud algérien un "espace dynamique et une destination touristique incontournable dont plusieurs sites sont classés patrimoine universel de l'humanité, particulièrement Ghardaïa, véritable école d'architecture".

Dans l'optique d'améliorer l'environnement touristique, de nombreux opérateurs

du tourisme approchés par l'APS ont souligné la nécessité de développer significativement le transport aérien entre les pays émetteurs de touristes et le sud algérien.

Pour l'expert international du tourisme, Said Boukhefifa, le secteur doit prendre en compte les souhaits des touristes étrangers et les accompagner.

"Il s'agit également de la formation des accompagnateurs et guides des touristes étrangers dans notre pays en prenant en compte les intérêts et préférences de ces touristes", a-t-il ajouté.

De son côté, le responsable de l'agence touristique "Visa Travel" d'Ouargla, Kamel Chaib, a souligné l'importance de la promotion de la destination Algérie, tandis que son confrère de l'Agence Akar Akar de Tamanrasset, Mohamed Zounga, a appelé à redoubler d'efforts pour "s'adapter aux nouveaux modes de commercialisation offerts

par les nouvelles technologies, notamment le e-marketing, et adhérer aux exigences des touristes étrangers en préservant notre patrimoine touristique".

Ce salon qui regroupe les tour-opérateurs du tourisme contribue, selon les organisateurs, aux efforts visant à surmonter les effets négatifs de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), à développer les secteurs du tourisme et de l'artisanat en tant que levier de développement local, et à consolider l'attractivité économique et touristique du sud algérien. C'est une opportunité pour les différents partenaires du tourisme de se rencontrer et d'établir des échanges d'expériences afin de relancer cette activité.

Ce salon a débuté en marge du coup d'envoi de la 5ème édition du Festival international du tourisme saharien (9-11 décembre 2022) prévu dans la soirée, signalé-t-on.

LOI DE FINANCES 2023

Poursuite de la dynamique d'impulsion du développement en préservant les acquis sociaux (Kassali)

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, jeudi à Alger, que les dispositions prévues par la loi de finances 2023 permettraient de poursuivre la dynamique d'impulsion du développement, précisant que cette loi visait également à renforcer les acquis sociaux.

Intervenant suite à l'adoption à l'unanimité du texte de loi de finances 2023 par les membres du Conseil de la nation lors d'une séance plénière présidée par Salah Goudjil, le président du Conseil, M. Kassali a rappelé que l'élaboration de la loi de finances 2023 s'est faite selon une nouvelle approche, axée sur une nouvelle formule du budget de l'Etat basée sur des programmes et des objectifs, ajoutant que "cette loi aura, sans doute aucun, un impact positif sur le programme d'investissement public et sur la rationalisation des dépenses publiques".

Les dispositions inscrites dans la nouvelle loi de finances "permettront de poursuivre une dynamique d'impulsion du développe-

ment dans notre pays, mais aussi de parachèver les réformes financières et économiques visant à établir une économie forte à même de faire face aux instabilités économiques négatives et les défis imposés par la conjoncture économique mondiale actuelle". Pour ce faire, il faudra selon le ministre "encourager et stimuler l'investissement privé, améliorer le climat des affaires, diversifier les sources de financement de l'économie nationale et gouverner les finances publiques". Par ailleurs, M. Kassali a souligné que la loi visait à "renforcer les acquis sociaux à travers les procédures d'amélioration du pouvoir d'achat et du niveau de vie des citoyens, en sus de maintenir les subventions sur les produits de

large consommation et revoir à la hausse les salaires, en évitant d'introduire de nouvelles taxes".

De son côté, la commission des affaires économiques et financières au Conseil de la nation, a mis en avant, dans son rapport complémentaire, les dispositions et les mesures contenues dans la loi de finances 2023, soulignant qu'elle s'inscrit dans le cadre du "lancement du processus de réforme de la Gouvernance financière publique en adoptant l'approche de remise des affectations budgétaires sur la base des résultats et des programmes au lieu de l'approche des moyens adoptés précédemment". La commission a également salué les incitations contenues dans le texte en vue de la redynamisation et



de la diversification de l'économie, notamment à travers la promotion de l'investissement public, privé et étranger, en sus d'assurer une sortie graduelle de la dépendance économique à la rente pétrolière à travers la diversification des importations, de préserver les équilibres budgétaires internes et externes et

d'éviter le recours à l'endettement extérieur. Elle a insisté, en outre, sur l'impératif d'exploiter la volonté politique exprimée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, afin d'améliorer la performance de l'économie nationale tout en préservant le caractère social de l'Etat.

INDUSTRIE

Poursuite des efforts pour relancer les entreprises à l'arrêt (Zaghdar)

Le ministre de l'Industrie, Ahmed Zaghdar a affirmé, jeudi à Alger, la poursuite des efforts visant à relancer les établissements économiques à l'arrêt temporairement, aussi bien les entreprises publiques en difficulté que celles dont les patrons sont poursuivis en justice pour corruption.

Lors d'une plénière à l'Assemblée nationale populaire (ANP) consacrée aux questions orales, M. Zaghdar a indiqué que son secteur accordait "une extrême importance à la relance des entreprises à l'arrêt, notamment les entreprises publiques ainsi que celles confisquées en vertu de verdicts définitifs de la justice pour implication de leurs patrons dans des affaires de corruption".

Répondant à une question du député du parti du Front de libération nationale (FLN), Ahmed Bassine, le ministre a précisé que son département ministériel comptait 51 entreprises publiques économiques à l'arrêt dont 10 ont été relancées et 19 autres seront bientôt remises en service avant la fin de 2022, les autres entreprises étant programmées pour 2023.

Concernant les entreprises confisquées dont les propriétaires sont poursuivis en justice pour corruption, il a assuré qu'un travail était en cours pour relancer graduellement ses entreprises une fois le verdict définitif prononcé par la justice, expliquant que la relance de ces entreprises requiert des procédures administratives particulières et un constat technique.

S'agissant de la relance de la cimenterie de Ain El-Bel (Djelfa), M. Zaghdar a affirmé que son secteur avait relancé le projet de cet "édifice industriel" en vue de le mettre en service dans les "plus brefs délais", et ce, après la prononciation des verdicts définitifs par la justice portant confiscation des parts de l'opérateur privé qui détenait 51% de ce projet". Répondant à la question du député Toufik Ferrache du Front et Moustaqbal au sujet des entreprises publiques à l'arrêt, notamment l'Entreprise nationale des produits d'entretien et des détergents (Enad) de Sour El Ghazlane et les moulins Hamza de Bouira, le ministre a souligné que des efforts sont en cours pour "lever les entraves" rencontrées par ces entreprises, précisant que le ministère de l'Industrie a procédé en coordination avec les groupes industriels et les holdings publics à un examen minutieux de la situation de chaque entreprise et unité industrielle.

À la question du député Mohamed Mir (Indépendants) sur la relance des usines fermées à Sidi Bel Abbes, M. Zaghdar a indiqué que ces dernières ont bénéficié, dans le cadre de la relance, d'aides financières, de matériel et équipements en plus de l'accompagnement. Pour ce qui est de l'industrie automobile, le ministre a affirmé que le pays "aura un tissu industriel complémentaire dans ce domaine". Il a souligné, en outre, que les équipements automobiles seront fabriqués localement grâce aux entreprises nationales de sous-traitance, rappelant que l'Algérie qui compte actuellement près de 360 entreprises de sous-traitance, aspire à atteindre 1 million d'entreprises.

Et d'ajouter que la politique de transition énergétique adoptée par le pays exige l'orientation future vers les automobiles hybrides et électriques, soulignant "l'interdiction de l'importation de véhicules diesel à l'avenir".

À la question du député Benslimane Khelifa (Front et Moustaqbal), sur le foncier industriel et la relance, voire l'aménagement des zones d'activités industrielles dans la wilaya de Laghouat, le ministre a affirmé que les autorités publiques ont procédé à l'élaboration de programmes de réhabilitation de ces zones et leur raccordement aux réseaux, d'eau, de gaz et d'électricité.

PÊCHE DU THON ROUGE

Le quota de l'Algérie sera porté à 2.023 tonnes l'année prochaine (Salaouatchi)

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Hicham Sofiane Salaouatchi a affirmé, jeudi à Alger que le quota de pêche de l'Algérie du thon rouge, passera à 2.023 tonnes pour la campagne de l'année prochaine, contre 1.650 tonnes cette année.

Lors d'une séance plénière de l'Assemblée nationale populaire (ANP) consacrée aux questions orales, M. Salaouatchi a expliqué que cette décision a été prise lors de la dernière réunion de la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'Atlantique "ICCAT", organisée au Portugal en novembre dernier.

Le ministre a estimé que la décision constitue un "succès" pour l'Algérie grâce aux concertations menées par la délégation algérienne lors de cette réunion. La flotte algérienne qui a participé à la campagne de pêche pour cette année (2022) comptait 29 navires, dont deux navires fabriqués localement avec des capacités nationales, a également indiqué le ministre, soulignant que d'ici à la fin 2023, trois (3) nouveaux navires de grande taille seront réceptionnés, qui sont actuellement en construction dans des ateliers algériens.

Concernant les prix élevés du poisson, le ministre a affirmé que son secteur œuvrait à la mise en place d'un mécanisme de régulation du marché et de levée du

monopole sur certains produits de la pêche, à travers la création de coopératives de pêche et le renforcement du rôle des chambres de la pêche. M. Salaouatchi a également évoqué, dans ce cadre, l'initiative lancée, jeudi, à la Place des Martyrs (Alger), relative à la vente de la dorade royale à 990 DA et du tilapia rouge à 550 DA, afin de permettre au citoyen de les acheter à des prix raisonnables. Répondant à une question sur les délais de la classification de l'activité de la pêche parmi les métiers pénibles, M. Salaouatchi a révélé que l'avant-projet de la loi d'orientation relative à la pêche et à l'aquaculture, actuellement à l'étude au niveau du Secrétariat général du Gouvernement, a consacré un chapitre pour la protection des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, considéré parmi les "principaux chapitres" qui œuvrent à une meilleure prise en charge de la catégorie des pêcheurs, à travers l'introduction de dispositions particulières aux statuts des professionnels de la pêche, la consécration des acquis socioprofessionnels, et la création de nouveaux mécanismes d'encadrement des professionnels.

Il a également ajouté que son département ministériel travaillait en coordination avec le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale pour préparer une feuille de route visant la promotion du système de sécurité

sociale pour la catégorie des pêcheurs, l'amélioration des procédures administratives que les pêcheurs subissent et la prise en charge du caractère épuisant des métiers de la pêche. Répondant à une question sur les procédures prises pour lever le gel d'un projet de réalisation d'une ferme aquacole en eaux douces au niveau de la station de Hriza (wilaya de Ain Defla) affiliée au Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture (CNRDPA), le ministre a indiqué que "le projet n'est pas concerné par les procédures de gel", soulignant que "le secteur cherche actuellement les meilleures voies pour relancer le projet". Dans une autre réponse au sujet des mesures relatives à la stratégie de l'aquaculture et de la pêche sur le plan local, le ministre a rappelé les axes principaux desquels dépendait son secteur et relatifs à l'investissement dans l'aquaculture, en plus de la mise à jour de la flotte de pêche en haute mer, l'encouragement des industries manufacturières des produits halieutiques, l'augmentation de la production halieutique, la création de coopératives, la prise en charge des préoccupations des pêcheurs et le renforcement de leurs droits professionnels et sociaux. Dans ce contexte, il a indiqué que la production halieutique en Algérie a connu une croissance à 19% durant l'année en cours.

ALGÉRIE-ETATS UNIS

Partenariat pour la production de câbles électriques économiseurs d'énergie et respectueux de l'environnement

Une convention a été signée, jeudi à Alger, entre l'Entreprise nationale des industries du câble (ENICAB Biskra) et la société américaine "CTC Global" pour la production de câbles électriques économiseurs de l'énergie et respectueux de l'environnement.

Cette convention a été signée par le président directeur général de l'Entreprise "ENICAB", Abdelhakim Louahem et le vice président de la société "CTC Global", Steve Jackman en présence de l'ambassadrice des Etats-Unis en Algérie, Mme Elizabeth Moore Aubin.

M. Louahem a précisé que ce partenariat permettra à l'entreprise ENICAB d'industrialiser en Algérie des câbles de la technologie "ACCC" de grande capacité et économiseurs de l'énergie en vue d'aider à étendre le réseau de l'électricité en Algérie, à réduire les émissions à effet de serre et à préserver les ressources en eau de l'Algérie. Il a fait savoir que la production de cette nouvelle technologie sera destinée à court terme

au marché national, puis exportée, à moyen et long terme, aux marchés africains. Pour sa part, le vice président de la société "CTC Global" a mis en avant le rôle de ce partenariat dans le développement du marché des câbles haute performance et grande capacité.

La diplomate américaine a indiqué, de son côté, que ce partenariat était le fruit des efforts de coopération entre les gouvernements algérien et américain pour renforcer les opportunités commerciales. La société "CTC Global" a décidé de concrétiser une base d'industrialisation en Algérie après sa participation à une visioconférence en mai 2021 sur les opportunités offertes dans le secteur de l'énergie en Algérie, a-t-elle rappelé.

Selon l'ambassadrice, la société américaine contribuera non seulement à l'extension du réseau de l'énergie électrique en Algérie mais également à l'élimination du carbone.

PÉTROLE

Légère hausse de Brent à 76,44 dollars

Les cours du pétrole étaient en petite hausse vendredi, profitant de perturbations de l'offre aux Etats-Unis après l'arrêt d'un oléoduc et en mer Noire, mais aussi du sentiment plus optimiste des investisseurs avec l'assouplissement de la politique sanitaire chinoise.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en février prenait 0,38%, à 76,44 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) américain, pour livraison en janvier, gagnait 0,71%, à 71,97 dollars. Mercredi, les autorités sanitaires chinoises ont annoncé un assouplissement général des restrictions sanitaires dans l'espoir de relan-

cer la deuxième économie de la planète et avec elle, sa demande en pétrole.

L'attention des investisseurs en énergie se portait aussi sur l'offre, avec l'annonce jeudi de la fermeture de l'oléoduc Keystone après une fuite dans l'Etat américain du Kansas qui a brièvement dopé les cours. L'oléoduc permet le transport d'hydrocarbures depuis



la province de l'Alberta, dans l'ouest du Canada, vers plusieurs destinations aux Etats-Unis. Le pétrole devrait toutefois enregistrer une perte hebdomadaire conséquente, le Brent ayant dévié de plus de 10% sur la semaine, et le WTI de plus de 9%.

Les deux références mondiales du brut ont toutes deux touché jeudi leur plus bas prix de l'année 2022, à 75,74 dollars le baril de Brent et 71,12 dollars celui de WTI.

PLAFOND DU PRIX DU GAZ
La BCE s'alarme des risques pour la stabilité financière de la zone euro

Le mécanisme proposé par Bruxelles pour plafonner les cours du gaz dans l'UE, objet de vives divergences entre les Vingt-Sept, pourrait intensifier la volatilité des marchés et même "compromettre la stabilité financière de la zone euro", a alerté la Banque centrale européenne (BCE). La Commission européenne a proposé le 22 novembre un dispositif visant à plafonner sur un an les prix de certains contrats à terme sur le marché gazier de référence TTF pour contrer toute nouvelle flambée des cours énergétiques, mais les Etats membres se déchirent depuis sur les conditions permettant de déclencher ce plafonnement.

Dans une note publiée jeudi, la BCE reconnaît que ce mécanisme visant à modérer les prix extrêmes sur le marché de gros "peut en principe, atténuer un certain nombre de risques pour la stabilité financière", mais met vigoureusement en garde contre des effets indésirables.

"La conception actuelle du mécanisme proposé peut, dans certaines circonstances, compromettre la stabilité financière dans la zone euro", avertit cette note signée par la présidente de l'institution de Francfort, Christine Lagarde. Il peut également "accroître la volatilité", faire s'envoler "les appels de marge" — montants que les opérateurs de marchés doivent bloquer pour garantir leurs transactions, au risque qu'ils n'aient plus les liquidités suffisantes —, et "remettre en cause la capacité des contreparties centrales (sur les marchés régulés) à gérer les risques financiers". Surtout, imposer un plafonnement sur le seul marché néerlandais TTF pourrait inciter les acteurs du secteur énergétique à migrer vers des transactions de gré à gré, en dehors des marchés réglementés et sans chambre de compensation pour garantir la concrétisation des échanges, s'alarme-t-elle.

MARCHÉS DES CHANGES

Veillée d'armes sur le marché des changes, avant une séquence décisive

Le dollar se repliait légèrement par rapport à plusieurs devises majeures jeudi, à la veille d'une séquence riche en indicateurs et décisions de banques centrales qui devrait déterminer l'humeur des marchés jusqu'en fin d'année.

Vers 20H50 GMT, le billet vert rendait 0,46% à la monnaie unique, à 1,0555 dollar pour un euro. Plus tôt, la devise commune à 19 pays européens s'était approchée de son plus haut niveau en cinq mois, atteint lundi (1,0595 dollar).

"Le greenback+ et ses grands pairs ont à peine bougé jeudi, beaucoup préférant rester en retrait avant des indica-

teurs clé et un trio de réunions de banques centrales", a expliqué, dans une note, Joe Manimbo, de Convera.

Les cambistes attendent la publication, vendredi, de l'indice des prix à la production (PPI) pour novembre aux Etats-Unis, puis de l'indice des prix à la consommation (CPI) pour le même mois, mardi, avant l'annonce des décisions de politique monétaire de la banque centrale américaine (Fed), mercredi, puis de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque d'Angleterre (BoE), jeudi. Côté BCE, les cambistes voient le taux directeur à

2,80% d'ici juin, contre 2% actuellement, ce qui resterait très inférieur au taux de la Fed. Quant à la BoE, la prévision moyenne est de 5,75% en juin prochain, contre 3% aujourd'hui.

	Cours de jeudi	Cours de mercredi
EUR/USD	1,0555	1,0506
EUR/JPY	144,25	143,54
EUR/CHF	0,9885	0,9884
EUR/GBP	0,8625	0,8609
USD/JPY	136,67	136,62
USD/CHF	0,9365	0,9408
GBP/USD	1,2238	1,2203

CHINE

L'inflation tombe sous les 2% en novembre

L'inflation en Chine a encore nettement décéléré en novembre, passant sous la barre des 2% sur un an, soit nettement moins que la plupart des pays développés, selon des chiffres officiels publiés vendredi. De leur côté, les prix à la sortie des usines ont poursuivi leur chute, signe d'une faible demande et de marges réduites pour les entreprises. Ces indicateurs peu encourageants pour l'économie s'expliquent par les foyers de Covid-19 ces dernières semaines en Chine et par les restrictions sanitaires ayant nui à l'activité et à la consommation. L'indice des prix à la consommation (CPI), principale jauge de l'inflation, s'est inscrit en hausse de seulement 1,6% sur un an en novembre, contre 2,1% un mois plus tôt, selon le Bureau national des statistiques (BNS). A titre de comparaison, l'inflation était en France de +6,2% en novembre sur un an. En octobre, elle était de +7,7% aux Etats-Unis. Les prix de l'alimentaire en Chine ont grimpé de façon modérée en novembre (+3,7% sur un an), mais une baisse des légumes frais (-21,2%). L'essence a quant à elle connu une hausse sensible (+11,4% sur un an). "En novembre, sous l'action conjuguée des foyers épidémiques en Chine, de facteurs saisonniers et d'une base de comparaison plus élevée à la même période de l'an dernier (...) l'augmentation du CPI s'est tassée", a indiqué Dong Lijuan, une statisticienne du BNS.

FRANCE

L'économie française devrait résister fin 2022, selon la Banque de France

L'économie française fait de la résistance: l'activité mesurée par l'évolution du PIB devrait croître très légèrement, de 0,4%, au quatrième trimestre dans un contexte de grande incertitude liée notamment à la crise énergétique, a indiqué jeudi la Banque de France. Cette "bonne nouvelle", selon l'institution, s'appuie sur la résilience des entreprises alors que la France subit de plein fouet la flambée des prix de l'énergie depuis le début du conflit en Ukraine et une inflation soutenue qui entame le pouvoir d'achat. En novembre, "il y a une hausse de l'activité" dans l'industrie, les services marchands et le bâtiment, plus forte qu'anticipé le mois précédent, a déclaré Olivier Garnier, directeur général des Statistiques, études et international au sein de la Banque de France, en présentant l'enquête mensuelle de conjoncture de l'institution. Pour l'ensemble de l'année 2022, la Banque de France a confirmé sa prévision d'une croissance de 2,6%, identique à celle de l'Insee qui s'attend pour sa part à une stagnation du PIB au dernier trimestre. Le gouvernement, qui a déployé une batterie d'aides pour soutenir les entreprises et les ménages, table lui sur une hausse de 2,7% du PIB cette année, avant un net ralentissement à 1% en 2023, un scénario jugé trop optimiste par de nombreux instituts économiques.

BOURSE

Tokyo en hausse sur le sillage Wall Street

La Bourse de Tokyo progressait vendredi matin dans la foulée du rebond technique la veille à Wall Street, où les investisseurs attendent dans les prochains jours une série de données cruciales pour jauger l'état de l'économie. Après deux séances de repli, l'indice vedette Nikkei rega-

gnait 1,23% à 27.912,73 points vers 01H00 GMT et l'indice élargi Topix reprenait 1,19% à 1.964,67 points. Le yen était stable par rapport au dollar, qui s'échangeait pour 136,64 yens vers 01H00 GMT contre 136,67 yens jeudi à 21H00 GMT. La devise japonaise n'évoluait guère non plus face à

l'euro, qui valait 144,31 yens contre 144,27 yens la veille. Et la monnaie européenne cotait à 1,0560 dollar contre 1,0556 dollar jeudi à 21H00 GMT. Sur le marché du pétrole, le baril de WTI américain gagnait 0,83% à 72,05 dollars vers 00H50 GMT.

SUISSE

La fortune des milliardaires chinois s'étirole selon UBS

Les milliardaires chinois ont vu leur fortune s'étioler "après une décennie de croissance significative", selon une étude d'UBS publiée jeudi. Leur fortune estimée a décliné de 19,9% à 2.000 milliards de dollars entre fin mars 2021 et fin mars 2022, selon la banque suisse. Le nombre de milliardaires chinois a également diminué, avec 86 milliardaires en moins, pour un total de 540 milliardaires. "La politique +zéro Covid-19 de la Chine a ralenti la croissance après plusieurs années" de forte croissance, souligne l'étude. Le patrimoine des milliardaires en Europe de l'Est a lui dégringolé de 34,7% entre fin mars 2021 et fin mars 2022, à 455 milliards de dollars (431 milliards d'euros), selon cette étude. Les milliardaires russes ont eux vu leur fortune fondre de plus 43,5%, selon la banque, qui estime leurs avoirs cumulés à 326,9 milliards de dollars sur la même

période. Le nombre de milliardaires dans le pays a également nettement diminué. La Russie ne comptait plus que 83 milliardaires fin mars 2022, selon le décompte de la banque, soit 34 de moins que fin mars 2021. L'Inde en revanche, qui s'est hissé au rang de cinquième puissance mondiale, a vu émerger 26 nouveaux milliardaires, portant leur nombre à 166 avec une fortune totale évaluée à 749,8 milliards de dollars, en hausse de 25,7% entre fin mars 2021 et fin mars 2022. Aux Etats-Unis, où se concentrent un tiers des milliardaires dans le monde, leur fortune cumulée s'est accrue de 6,9% à 4.700 milliards de dollars tandis qu'elle a stagné en Europe de l'Ouest à 2.300 milliards de dollars sur la même période. Au total, l'étude dénombrait 2.668 milliardaires dans le monde fin mars 2022, soit 87 de moins qu'un an auparavant.

ESPAGNE

Léger recul de la production industrielle en octobre

La production industrielle espagnole a encore légèrement reculé en octobre, en raison notamment d'une baisse d'activité dans les secteurs du bois, des boissons et du raffinage pétrolier, selon des chiffres publiés vendredi par l'Institut national de la statistique (INE).

D'après les données corrigées des variations saisonnières et calendaires de l'INE, la production a baissé de 0,4% sur un mois, après un repli finalement estimé à 0,1% en septembre et plusieurs mois en dents de scie. Comparé au mois

d'octobre 2021, encore affecté par les conséquences de la pandémie de Covid-19, la production industrielle s'affiche néanmoins en nette hausse de 2,5%. Selon l'INE, la production a notamment été pénalisée par une chute de l'activité dans la production de boissons (-7,2% sur un mois), dans le raffinage du pétrole et la production de coke pour la sidérurgie (-7,1%) et dans l'industrie du bois (-6,3%).

L'activité a en revanche progressé dans l'extraction de l'anthracite, de la houille et du lignite (+11,6%) et dans les arts graphiques

et supports imprimés (+6,8%). Cette dynamique survient alors que l'Espagne est confrontée, comme de nombreux pays, à des tensions sur les chaînes d'approvisionnement et à une hausse des coûts de production liée à la flambée des prix de l'énergie. Cela a poussé le gouvernement espagnol à abaisser fortement sa prévision de croissance pour 2023, à 2,1% au lieu des 3,5% initialement prévus. Un objectif qui reste optimiste aux yeux de la Banque d'Espagne, qui prévoit pour sa part 1,4%.

LUTTE CONTRE LA SPÉCULATION ILLICITE Près de 86.000 interventions entre janvier et novembre 2022 (Rezig)

Les services de contrôle et de répression de la fraude relevant du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations ont effectué près de 86.000 interventions dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite durant les 11 premiers mois de 2022, a révélé jeudi le ministre du secteur, Kamel Rezig.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a fait savoir que les agents de contrôle ont effectué durant la période allant de janvier à novembre 2022, 85.875 interventions dans le cadre de la lutte contre la spéculation illicite, donnant lieu à 179 infractions et l'établissement de 156 PV de poursuite judiciaire.

Ces interventions ont permis de prendre des mesures administratives conservatoires, à savoir la saisie de 4962 tonnes de marchandises et 358.946 litres d'huile de table subventionnée, d'une valeur globale de 320 millions DA.

Le secteur a adressé, dans ce cadre, des instructions "fermes" à l'effet de renforcer le contrôle des chambres froides et de déstocker les produits qui seraient destinés à la spéculation, a souligné le ministre en réponse au député Mohamed El-Amine Mebrouki (Mouvement de la société pour la paix).

A une question du député Mohamed Menouar Ben Chérif (Front El Moustakbal) sur la contrôle des prix, le ministre a indiqué que son secteur avait initié une révision de l'ordonnance 03-03 relative à la concurrence, actuellement au niveau du secrétariat général du gouvernement.

Durant les 10 premiers mois de l'année en cours, 557964 interventions des agents de contrôle ont été enregistrées dans le cadre de la lutte contre l'application de tarifications illicites sur les prix des produits subventionnés de large consommation, selon le ministre.

Il s'agit de 196.313 interventions relatives à l'huile et au sucre, donnant lieu au constat de 9.978 infractions, à l'établissement de 9.546 PV de poursuites judiciaires, la saisie de marchandises d'une valeur de plus de 272 millions DA. La découverte d'un montant total s'élevant à 9,03 milliards DA, et la proposition de fermeture administrative de 133 commerces, détaille le ministre.

Des cellules de contrôle de l'évolution des prix ont été installées, a-t-il dit, précisant qu'elles sont chargées de transmettre, deux fois par jour, l'état des prix enregistrés au ministère et la notification des institutions concernées pour déterminer les causes, indique le ministre.

Répondant à une question du député Mohamed Sakras (Mouvement El-Bina), sur la flambée des prix de la banane, le ministre a rappelé les conditions internationales ayant conduit à la hausse des prix de ce produit sur les marchés, affirmant que son département ministériel avait lancé une enquête "approfondie" pour déterminer les raisons.

Dans le cadre des opérations de contrôle, un total de 897 tonnes de bananes ont été saisies durant les 11 premiers mois de 2022.

Suite à l'instruction du Premier ministre N87 du 5 janvier 2022, une commission intersectorielle entre les secteurs du Commerce et de l'Agriculture a été créée pour fixer les quotas des fruits, notamment les bananes, autorisés à l'importation, et qui examine également les dossiers conformément à des critères préétablis.

Le quota autorisé à l'importation en 2022 était de 159.000 tonnes, selon les autorisations accordées à 181 importateurs, a précisé le ministre. Concernant le troc, M. Rezig a précisé que ce type d'échanges était destiné aux wilayas frontalières.

Toutefois, il n'est pas interdit de ramener des marchandises d'autres wilayas pour le troc, à condition que le commerçant en question soit titulaire d'un registre de commerce spécifique au troc.

Il a rappelé, dans ce sens, que le mois de ramadhan dernier avait connu l'entrée de 64.000 têtes ovines dans le cadre du commerce de troc qui ont été abattues sous contrôle et vendues dans les wilayas du nord. Concernant les dattes, le secteur vise à promouvoir les exportations vers 150 pays d'un montant global de 250 millions Usd, tandis que le volume des exportations a atteint 54.000 tonnes d'un montant de 49 millions Usd durant les 9 premiers mois de 2022 exportées vers 64 pays.

Selon les chiffres avancés par M. Rezig, un total de 57.000 tonnes de dattes d'un montant de 63 millions Usd ont été exportées en 2019 et 69.000 tonnes d'un montant de 72 millions Usd en 2020.

En 2021, un total de 76.000 tonnes de dattes d'un montant de 78 millions Usd ont été exportées.

PROTECTION CIVILE

Une délégation de l'UA visite l'Unité nationale d'instruction et d'intervention d'El-Hamiz

Les chefs de la Protection civile et de la gestion des risques de catastrophes de l'Union africaine (UA) ont visité, vendredi, l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de la Protection civile d'El-Hamiz (Alger).

Accompagnée des cadres de la Direction générale de la Protection civile, à leur tête son directeur général, le Colonel Boualem Boughlaf, la délégation de l'UA a écouté un exposé sur l'organisation administrative et opérationnelle de cette unité et reçu des explications sur ses différentes missions et interventions lors des catastrophes naturelles à l'instar des séismes, des incendies et des inondations ainsi que dans les opérations de sauvetage des personnes en danger.

Dans le même sillage, la délégation a pris connaissance des équipements et des moyens dont dispose l'Unité avant la remise de cadeaux et présents symboliques. La délégation a mis en avant les capacités humaines et logistiques de la Protection civile en matière de gestion des crises qui érigent l'Algérie, au vu de son expérience avérée dans ce domaine, en modèle pour les pays africains afin de tirer profit de ses expertises.

La visite intervient en marge des travaux de la réunion des chefs de la Protection civile et de la gestion des risques de catastrophes de l'UA consacrée à la création d'une "capacité civile continentale de préparation et de réponse aux catastrophes" en Afrique dont l'ouverture a été présidée, jeudi à Alger, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad. Au terme de la réunion, les participants devront aboutir à des recommandations sur les cadres jur-



mentale de préparation et de réponse aux catastrophes" en Afrique dont l'ouverture a été présidée, jeudi à Alger, par le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Brahim Merad. Au terme de la réunion, les participants devront aboutir à des recommandations sur les cadres jur-

gique et organisationnel à adopter pour concrétiser le mécanisme de "la capacité civile continentale de préparation et de réponse aux catastrophes", proposé par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune lors de la 40e session du Conseil exécutif de l'UA tenue février dernier.

ALGER

Aménagement d'Oued El Harrach: Mme Moualfi réitère son appel aux industriels pour adhérer aux efforts déployés

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Samia Moualfi, a réitéré jeudi à Alger, son appel aux industriels opérant sur les rives d'Oued El Harrach pour adhérer aux efforts de dépollution de ce Oued, saluant à l'occasion, les actions entreprises par certaines unités industrielles dans la mise en place de dispositif de traitement des rejets industriels.

"La concrétisation du projet d'aménagement d'Oued El Harrach requiert la prise de conscience des industriels quant à l'importance de se conformer aux normes environnementales exigées en procédant à l'installation des dispositifs requis pour protéger l'environnement, tout en poursuivant leurs activités économiques", a souligné Mme Moualfi.

Elle s'exprimait, dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite effectuée à des unités industrielles dans les zones industrielles de Oued Semar et El Harrach. Mme Moualfi a, dans ce sens, indiqué que six (6) unités

industrielles, implantées sur les rives de Oued El Harrach, dont trois à Blida ont procédé à la réalisation de stations d'épuration des eaux usées (STEP), relevant qu'un travail "minutieux" est effectué en collaboration avec plusieurs ministères pour recenser les unités industrielles concernées par l'installation de dispositifs de protection de l'environnement. Dans ce sillage, la ministre qui était accompagnée par le secrétaire général du ministère de l'Industrie, Salah Eddine Belbrik, ainsi qu'un représentant du ministère de l'Industrie pharmaceutique, a mis en avant l'apport de la sensibilisation et l'accompagnement des industriels dans la mise en place de dispositifs et installations pour préserver l'environnement. De son côté, M. Belbrik a indiqué que huit (8) autres unités industrielles devront se doter "bientôt" d'installations pour le traitement des eaux usées, assurant que le travail sur le terrain du département de l'Industrie se poursuit pour atteindre l'objectif visé.

Lors de sa visite, Mme

Moualfi s'était rendue à l'unité de production de médicament Biopharm, dans la zone industrielle de Oued Semar où elle s'est enquis des projets entamés et ceux en cours dans le cadre des dispositifs de protection de l'environnement.

In situ, la ministre a salué l'engagement de cette unité industrielle, dont les installations de protection de l'environnement sont certifiées ISO 14 (l'outil de référence pour prendre en compte les enjeux environnementaux dans une unité industrielle).

Elle s'est également rendue à l'unité industrielle "Taiba" de production de boissons fruités et gazeuses pour s'enquérir de l'avancement du projet de réalisation d'une STEP.

Sur les lieux, la ministre a assuré de la disponibilité de son département, ainsi que le ministère de l'Industrie et d'autres départements ministériels à accompagner l'unité dans le parachèvement du projet de la STEP.

Le projet d'assainissement et d'aménagement de Oued El

Harrach, relancé en novembre 2021, englobe des opérations d'aménagement hydraulique, qui s'articulent principalement autour des opérations de dragage et de protection des talus et de réalisation de murs de soutènement, des aménagements paysagers, ainsi que la dépollution du bassin d'Oued El Harrach qui traverse quatre wilayas du centre du pays et compte sur ses abords, cinq (5) zones industrielles, dix (10) zones d'activité et un tissu urbain.

Les ministères de l'Environnement et des Energies renouvelables, ceux de l'Industrie, de l'Industrie pharmaceutique, de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, ainsi que celui des Travaux publics, de l'Hydraulique et des Infrastructures de base sont concernés par la concrétisation du projet d'assainissement et d'aménagement de Oued El Harrach qui s'inscrit également dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie des citoyens et de la lutte contre la pollution.

BECHAR

Bientôt une station de traitement des eaux usées par lagunage naturel à Lahmar

Une station de traitement des eaux usées (STEP) par lagunage naturel d'une capacité de traitement de 528 m3/jour sera prochainement mise en service au profit de la commune frontalière de Lahmar (35 km au nord-ouest de Bechar), a-t-on appris des responsables de la direction du secteur de l'hydraulique.

La concrétisation de ce projet hydraulique vise à exploiter le pouvoir auto-épurateur de l'eau lorsque les eaux usées ne sont pas contaminées par des rejets industriels, de même que ce genre d'infrastructures est économique en énergie et assure une meilleure protection et préservation de l'environnement, a précisé à l'APS le premier responsable du secteur,

Allal Khedim Cette station permettra le traitement et l'épuration des eaux usées de cette localité, qui seront déversées dans un cours d'eau situé à proximité, a-t-il expliqué, annonçant qu'il est prévu également le lancement des travaux de réalisation de deux (2) stations similaires au profit aussi des communes frontalières de Boukais et Béni-Ounif, et ce, pour mettre un terme aux rejets des eaux usées de ces collectivités dans la nature et leur réutilisation pour les besoins de l'irrigation agricole.

"Des projets similaires ont été retenus à travers plusieurs autres communes de la wilaya, dépourvues de ce genre d'infrastructures hydrauliques", a encore fait

savoir M.Khedim. Ce genre de stations de traitement biologique des eaux usées permettra de préserver le patrimoine naturel de la région, comme est le cas de la localité de Taghit, qui dispose d'une structure de traitement d'une capacité de 1.538 m3/jour, ce qui a permis depuis sa mise en exploitation il y a deux ans de sauver sa palmeraie plus que millénaire du déversement en son sein des eaux usées.

Cet espace naturel qui s'étend sur plus de 18 km avec plus de 600.000 palmiers dattiers a pu être protégée et sauvegardée, grâce à la réalisation de cette station de lagunage, se sont félicités des techniciens du secteur de l'hydraulique.

INDONÉSIE

Dix morts dans une explosion dans une mine

Dix ouvriers ont été tués en Indonésie au cours d'une explosion survenue dans une mine de charbon dans l'Est du pays, a déclaré vendredi un responsable des services de secours.

Les mineurs se trouvaient dans une mine de charbon exploitée légalement, dans la province de Sumatra occidentale.

L'explosion aurait été provoquée par du méthane, selon un communiqué des services de secours, précisant que les corps de dix mineurs avaient été retrouvés, et que quatre personnes avaient été secourues.

Les accidents miniers sont fréquents dans cet archipel d'Asie du Sud-Est riche en minéraux.

En septembre, au moins sept personnes



Sept personnes sont mortes dans une mine frappée par un glissement de terrain sur l'île de Bornéo.

En avril, douze mineurs d'une mine d'or exploitée illégalement dans la province de Sumatra avaient été tués dans un glissement de terrain.

CRISE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE
L'ONU réclame des mesures urgentes

Les Nations unies ont appelé, jeudi, à des mesures urgentes face à une crise alimentaire sans précédent en Afrique de l'Ouest et du Centre qui devrait affecter plusieurs millions de personnes l'année prochaine.

Selon l'ONU, plus de 35 millions de personnes (dont 6,7 millions d'enfants) dans la région - soit environ 8% de la population évaluée - sont actuellement incapables de

satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base.

La situation est particulièrement alarmante dans les zones de conflit du bassin du lac Tchad et la région du Liptako-Gourma (Burkina Faso, Mali et Niger), où 25.500 personnes connaissent une situation de faim catastrophique pendant la période de soudure (juin-août 2023). Il s'agit de la période de l'année où les stocks de nourri-

ture de la récolte précédente sont épuisés, et les familles peinent à satisfaire leurs besoins alimentaires de base.

Dans une déclaration commune lors de la réunion annuelle du Réseau pour la prévention des crises alimentaires en Afrique de l'Ouest à Lomé, trois agences onusiennes, ont exhorté les gouvernements de la région à "accroître leurs soutiens et investissements dans les

programmes de sécurité alimentaire et de nutrition".

"Les perspectives de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour 2023 sont extrêmement inquiétantes et cela devrait être le dernier avertissement aux gouvernements de la région ainsi que leurs partenaires", a déclaré Chris Nikiö, directeur régional du Programme alimentaire mondial (PAM) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

RUSSIE

Incendie près de Moscou: un mort, le feu quasi maîtrisé

Les services d'urgence russes ont annoncé vendredi avoir maîtrisé un vaste incendie qui a ravagé pendant la nuit un centre commercial de la banlieue de Moscou, faisant un mort.

"Le feu à ciel ouvert a été maîtrisé", a indiqué le ministère des Situations d'urgence dans un communiqué, précisant que 130 pompiers étaient déployés dans "des conditions de hautes températures et de fumées denses" pour finir d'éteindre l'incendie sous les décombres.

Pour sa part, le Comité d'enquête russe a

indiqué qu'un vigile était mort dans l'incendie, confirmant des informations de la presse russe.

Le feu a été déclenché, selon les premiers éléments de l'enquête, par "des travaux de soudage n'ayant pas respecté les règles de sécurité".

Plus tôt, des médias russes avaient évoqué la possibilité d'un acte criminel, avant que cette piste ne soit écartée.

"La piste d'une mise à feu (volontaire) est la moins probable", a déclaré à la presse russe un représentant du parquet.

L'incendie s'est produit dans le centre commercial Mega Khimki, dans la banlieue de Khimki, au nord de la capitale russe, à sept kilomètres de l'aéroport international de Chermetievo.

"En raison de l'effondrement du toit, le feu s'est répandu instantanément à une vaste zone", avaient précisé plus tôt vendredi les secours sur Instagram, évoquant la difficulté des pompiers à travailler sur place.

Selon le Comité d'enquête, le feu a touché 7.000 m², alors que le centre commercial fait 17.000 m².

ETATS UNIS

65 ans après, la police américaine met un nom sur un petit garçon retrouvé mort

Plus de 65 ans après, la police américaine a annoncé jeudi avoir, grâce à de nouvelles recherches ADN et généalogiques, identifié un petit garçon qui avait été découvert mort dans un carton à Philadelphie à la fin des années 50, et dont le tueur n'a jamais été retrouvé.

Le 25 février 1957, le corps sans vie du garçonnet avait été découvert, portant les marques de nombreux coups, enveloppé dans une couverture à l'intérieur d'un carton, dans une

zone boisée de la ville du nord-est américain.

En plus des coups, "le garçon semblait souffrir de malnutrition (...)" il était évident qu'au cours de sa très courte vie, cet enfant avait vécu des horreurs que personne, personne ne devrait jamais subir", a déclaré lors d'une conférence de presse la cheffe de la police de Philadelphie, Danielle Outlaw.

Une autopsie avait conclu que la victime avait entre quatre et six ans, mais personne ne

s'était jamais manifesté pour réclamer son corps et l'enquête sur "le petit garçon dans la boîte" n'avait jamais permis de l'identifier, malgré de précédents tests ADN.

En 2019, la police avait de nouveau exhumé ses restes, enterrés à côté d'une pierre tombale portant la mention "Enfant inconnu d'Amérique", après le développement de nouvelles techniques médico-légales, a expliqué le capitaine de police Jason Smith. Les résultats

des tests ont été téléchargés dans des bases de données ADN, puis analysés par des généalogistes, permettant de remonter jusqu'à la mère biologique de l'enfant. Les enquêteurs ont ensuite retrouvé un acte de naissance pour un de ses enfants né en 1953.

De nouvelles analyses ont ensuite permis d'identifier le père et le jour de naissance de l'enfant, identifié comme Joseph Augustus Zarelli et né le 13 janvier 1953.

MIGRATIONS

Une quinzaine d'enfants migrants secourus sur une plage du nord de la France

Une quinzaine d'enfants migrants âgés de 1 à 16 ans, qui tentaient la traversée vers l'Angleterre avec des adultes, ont été secourus dans la nuit de jeudi à vendredi sur une plage du nord de la France, une fillette de 5 ans ayant même dû être ranimée, selon la préfecture.

"Ces 15 enfants, en état d'hypothermie, ont été pris en charge par les sapeurs-pompiers et transportés à l'hôpital, est-il précisé dans le communiqué.

"Leur pronostic vital n'est pas engagé".

Une fillette de 5 ans a cependant "été sor-

tie de l'eau puis ranimée par un gendarme sur la plage", souligne la préfecture du Pas-de-Calais.

"Une centaine de migrants" a tenté de prendre la mer au départ de cette plage durant la nuit, précise la préfecture.

Parmi eux, 37 ont été mis à l'abri dans une salle de Camiers où ils "ont bénéficié de vêtements secs".

La route maritime entre la France et l'Angleterre est l'une des plus empruntées au monde, "avec plus de 400 navires de commerce qui y transitent par jour et les

conditions météorologiques y sont souvent difficiles", selon la préfecture maritime de la Manche et de la mer du Nord (P remar).

Pourtant, toujours plus d'exilés tentent la traversée.

Plus de 40.000 migrants sont arrivés au Royaume-Uni après avoir traversé la Manche à bord de petites embarcations en 2022, un record.

Le 24 novembre 2021, 27 migrants avaient trouvé la mort dans le naufrage de leur bateau au large de Calais, le pire drame enregistré dans la Manche.

CLIMAT

Protéger la haute mer "n'a que trop tardé", déplore le chef de l'ONU



Le traité pour protéger la haute mer n'a "que trop tardé", a déploré jeudi le secrétaire général de l'ONU, alors qu'une nouvelle session de négociations pour accoucher de cet accord crucial pour les océans est désormais prévue début 2023.

Lors d'une session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU pour célébrer le 40e anniversaire de l'adoption de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer, Antonio Guterres a souligné la "situation désastreuse" des océans.

"De nos jours, 35% des pêches sont surexploitées dans le monde. Le niveau de la mer augmente. L'océan s'acidifie et étouffe à cause de la pollution.

Les récifs de corail, indispensables à la vie, sont en train de blanchir et de mourir", a-t-il énuméré, appelant à être "plus ambitieux" pour protéger les océans et tous ceux qui en dépendent. Parmi les outils de protection, le traité sur "la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale", en discussion depuis quinze ans.

Le texte vise à protéger la haute mer, là où s'arrêtent les zones économiques exclusives (ZEE) des Etats, à maximum 200 milles nautiques des côtes.

Une vaste zone longtemps ignorée mais qui représente 60% des océans et recèle des trésors de biodiversité

BULGARIE

Un réacteur nucléaire mis à l'arrêt en raison d'une fuite

Un des deux réacteurs de la centrale nucléaire bulgare de Kozlodouï sera mis à l'arrêt samedi après la détection d'une fuite d'eau qui n'a pas entraîné de hausse de la radioactivité, a annoncé vendredi l'exploitant.

"L'unité 6 sera stoppée pour colmater une fuite avant que le débit maximum autorisé par la réglementation ne soit atteint", a-t-il indiqué dans un communiqué. "Aucun changement des niveaux de radiation n'a été observé dans les locaux de travail et sur le site", selon la même source. Le problème a été constaté fin novembre au niveau du tube d'un générateur de vapeur, composant essentiel permettant de transformer l'eau chaude en provenance du cœur du réacteur en vapeur alimentant les turbines pour la production d'électricité.

Située dans le nord-ouest du pays à proximité du Danube, la centrale a déjà connu cette année deux incidents provoqués par une défaillance des générateurs, qui avaient provoqué l'arrêt du réacteur 5 en juin puis de l'unité 6 en octobre.

Kozlodouï, unique site nucléaire bulgare, fournit un tiers de l'énergie du pays.

Deux réacteurs à eau pressurisée dotés d'une capacité de 1.000 mégawatts chacun sont en fonctionnement, alimentés pour l'instant avec du combustible russe.

Les unités 1 à 4, jugées obsolètes, avaient été fermées en 1998 et 2006 sur demande de Bruxelles, qui en avait fait une des conditions de l'adhésion de la Bulgarie à l'UE.

UNIVERSITÉ - PHARMACIE Signature d'une convention cadre entre les ministères de l'Enseignement supérieur et de l'Industrie pharmaceutique



Une convention cadre a été signée jeudi à Constantine entre les ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Industrie pharmaceutique portant sur la production locale de médicaments, en présence des ministres des deux secteurs, respectivement Kamel Baddari et Ali Aoun.

Signée dans le cadre de la visite de travail effectuée par les deux ministres dans cette wilaya, la convention prévoit "le travail commun des deux ministères dans le domaine de la production et de la fabrication de médicaments au travers de la transformation du Centre de recherche en biotechnologie (sis à Constantine) relevant du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique en unité de recherche et de développement travaillant pour le compte du groupe Soidal relevant du ministère de l'Industrie pharmaceutique".

En vertu de cette convention "des travaux de recherche, de développement et d'innovation seront lancés conjointement par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et le ministère de l'Industrie pharmaceutique pour notamment la fabrication de certains produits pharmaceutiques nécessaires au pays dans le but d'alléger la facturation d'importation et de créer de la richesse dans le domaine pharmaceutique".

Dans son allocution en marge de la cérémonie de signature au Centre de recherche en biotechnologie de la circonscription administrative de Ali Mendjeli, en présence des autorités locales et d'universitaires, M. Baddari a affirmé que le Centre "placera toutes ses ressources humaines et matérielles au service du ministère de l'Industrie pharmaceutique et des entreprises de fabrication de médicaments du pays", ajoutant que ce centre fera du secteur de l'enseignement supérieur "une locomotive du développement et apportera une valeur ajoutée à l'économie locale et nationale".

Baddari a ajouté que cette convention "consacre aussi les trois missions que sont l'enseignement, la recherche scientifique et la création de la richesse et encourage la création de startups dans le secteur pharmaceutique et leur accompagnement de sorte à concrétiser l'engagement 41 du programme du président de la République, M Abdelmadjid Tebboune de faire de l'université algérienne une locomotive ouverte qui encadre les besoins de la société et apporte de la valeur ajoutée au développement socioéconomique".

De son côté, le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun, a mis l'accent sur "la nécessaire conjugaison des efforts pour s'engager fermement dans le domaine de la fabrication du médicament qui repose sur des produits thérapeutiques naturelles d'origine végétale, d'un côté, et sur l'exploitation économique, de l'autre côté", encourageant les centres de recherche à s'engager résolument dans cette direction.

M. Aoun a appelé également à "intensifier les recherches pour exploiter comme matière première dans la fabrication de médicaments les plantes médicinales et aromatiques disponibles avec abondance à travers les Hauts plateaux et le Sahara", évoquant également la question de leur cueillette et de leur culture sous serre.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 6 nouveaux cas et aucun décès

Six (6) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 2 guérisons ont été enregistrés, alors qu'aucun décès n'a été déploré ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué hier le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'établit ainsi à 271146 cas, celui des décès reste inchangé (6881), alors que le nombre total des patients guéris passe à 182596 cas.

Par ailleurs, un (1) patient est actuellement en soins intensifs, note la même source.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène, la distanciation physique et le port du masque.

MÉDICAMENT

M. Aoun appelle les responsables de Soidal à lancer "vite" la production de l'insuline

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ali Aoun a appelé jeudi soir à Constantine, les responsables de Soidal à lancer "vite" la production de l'insuline dans l'unité de production de cette wilaya, soulignant que "l'évaluation" de Soidal à l'avenir est liée à la fabrication de ce médicament.

S'exprimant à l'issue d'une visite de travail effectuée à Constantine en compagnie du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari, M. Aoun a appelé les responsables de Soidal à lancer "vite" la production de l'insuline dans l'unité de production de cette wilaya, affirmant que "l'évaluation de Soidal à l'avenir, est liée à la fabrication de l'insuline".

Réitérant l'engagement de l'Algérie à couvrir dans le courant du premier semestre de l'année prochaine (2023) 50% des besoins nationaux en insuline, en production locale, le ministre a rappelé la détermination de l'Etat à mettre fin au monopole exercé en matière d'approvisionnement de l'insuline.

La couverture de 50% des besoins nationaux en insuline, en production locale permettrait à l'Etat de gagner jusqu'à 200 millions d'euros (la facture d'importation de l'insuline oscille entre 400 à 420 millions d'euros), a souligné le ministre qui a appelé les responsables de l'unité de production de Soidal Constantine à penser d'ores et déjà à la production de l'insuline en stylo.

Affirmant que la matière première de l'insuline en cristaux était disponible en quantité au niveau international, M. Aoun qui a indiqué que l'appareil de remplissage de l'insuline était fin prêt, a instruit les responsables concernés à faire vite à ce sujet, ajoutant "qu'il n'y a pas d'argument



pour que la production de l'insuline se retarde". Evoquant la convention cadre signée jeudi matin à Constantine entre les ministères de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche scientifique et de l'Industrie pharmaceutique, M. Aoun, a indiqué que le "développement à venir de Soidal du point de vue médicament doit s'inscrire dans cette convention".

Les centres de recherche dont dispose Constantine dans le domaine pharmaceutique et biotechnologique notamment sont "impressionnants", a considéré le ministre qui a insisté sur l'importance de développer tous les types de médicaments (bio similaire notamment) en étroite collaboration avec ces centres de recherche dotés de moyens humains (chercheurs) et logistiques de "haut niveau".

Il a dans ce cadre donné des instructions pour "se rapprocher" de ces centres de recherche, car, a-t-il ajouté l'Algérie a

besoin de développer les médicaments, notamment les nouvelles formes.

A ce titre, le ministre a insisté sur l'urgence de diversifier la production de médicaments, précisant qu'il était temps pour que les producteurs de médicaments investissent dans la production de médicaments pour les maladies lourdes (cancer et diabète entre autres).

Le ministre a indiqué que l'Algérie ne souffre d'aucune pénurie en matière de médicaments mais plutôt d'une "pression sur certaines catégories de médicaments", appelant dans ce contexte à la conjugaison des efforts de tous, la presse notamment pour lutter contre les fleaux dont souffre ce secteur.

Au cours de sa visite à Constantine, le ministre s'est rendu dans des centres de recherche relevant du secteur de l'enseignement supérieur et a également visité des unités de production de médicaments.

MALADIES RESPIRATOIRES

Près de 50% des cas souffrent d'asthme (spécialistes)

Les participants à la 10ème Journée nationale des maladies pulmonaires organisée jeudi par l'hôpital Brahim-Tirichine de Blida, ont souligné que près de 50% des cas admis au niveau des services des maladies respiratoires souffrent d'asthme.

"Les examens médicaux réalisés sur les malades admis au service des maladies respiratoires de l'hôpital Brahim-Tirichine de Blida, confirment que près de 50% des cas sont atteints d'asthme, première pathologie du système respiratoire", a indiqué le professeur Sofiane Ali Halassa, chef du service des maladies respiratoires de cet établissement hospitalier.

Le même spécialiste a ajouté que cette maladie chronique, la plus répandue des maladies respiratoires, affecte principalement les jeunes et les enfants.

Il a appelé toute personne présentant des symptômes d'essoufflement, douleur à la poitrine, sifflement lors de la respiration ou toux fréquente, à se rapprocher des services compétents pour se faire ausculter et recevoir un traitement



adapté. Outre l'asthme, le même service a également enregistré ces dernières années, une hausse du taux des fibroses pulmonaires, selon le même responsable, qui a évoqué, par ailleurs, les répercussions du retard du diagnostic du cancer du poumon sur la prise en charge de la maladie et les chances de guérison.

Le professeur Halassa a déploré l'absence de statistiques précises sur le nombre de personnes atteintes par cette maladie à travers le pays, dont les causes sont liées, notamment, à des facteurs héréditaires ou à l'environne-

ment du malade. L'absence de statistiques s'explique par le fait que le système sanitaire algérien s'est concentré, depuis l'indépendance, au recensement, via un système informatique, des cas des maladies infectieuses uniquement, a-t-il dit, soulignant la nécessité de développer un système similaire pour les maladies chroniques, en vue d'en assurer une prise en charge idoine.

Même constat au service des maladies respiratoires de l'hôpital de Rouiba (Alger), dont l'un des spécialistes, Abdelbasset Ketfi, a confirmé que près de la moitié des

malades admis sont asthmatiques.

En dépit du fait que l'incidence de cette maladie soit très élevée chez les jeunes et les enfants, l'asthme aigu est plus répandu chez les personnes âgées comparativement aux autres catégories d'âge", a-t-il ajouté, mettant en cause la négligence de certains à se faire soigner, la persistance d'autres à continuer à fumer en dépit des mises en garde des médecins, outre le tabagisme passif.

Abritée par le Club régional de l'armée à Chiffa, cette rencontre scientifique a constitué une opportunité pour les pneumologues présents, issues de différentes wilayas du pays, pour s'informer sur les dernières études relatives aux maladies affectant le système respiratoire, tout en bénéficiant de la longue expérience de leurs confrères dans le domaine.

Des ateliers de formation au profit des médecins participants ont été organisés en marge de ces journées nationales, relancées après un arrêt d'une dizaine d'années.

PANDEMIE DE COVID-19

La Chine signale 3.588 nouveaux cas transmis localement

La Chine a enregistré jeudi 3.588 cas confirmés de Covid-19 transmis localement, a déclaré vendredi la Commission nationale de la santé.

Un total de 13.004 porteurs asymptomatiques locaux ont été nouvellement identifiés.

En tout, 3.743 patients atteints de la Covid-19 sont sortis de l'hôpital après leur guérison, a indiqué la commission dans son rapport quotidien.

Jeudi, aucun nouveau décès lié à la Covid-19 n'a été enregistré, le bilan total s'établissant à 5.235 décès.



Danemark: le Covid désormais une maladie presque comme les autres

Au Danemark, l'isolement n'est plus recommandé après un test positif au Covid-19, grâce à la forte couverture vaccinale des plus vulnérables, ont indiqué jeudi les autorités sanitaires.

"À l'avenir, il n'y a pas de recommandations spécifiques demandant de rester isolé après un test positif au Covid-19", a indiqué l'Agence nationale de la Santé, Sundhedsstyrelse, dans un communiqué.

En février, le pays scandinave avait été l'un des premiers en Europe à lever les restrictions pour contenir la pandémie mais

recommandait la quarantaine en cas de test positif. Le nombre de personnes hospitalisées avec le Covid-19 est resté stable au cours de l'automne, a indiqué l'agence qui n'attend qu'une "légère augmentation" pour la période à venir grâce au taux élevé de participation à la campagne de rappel pour les plus de 50 ans et de l'immunité élevée dans l'ensemble de la population.

Dans le pays de 5,9 millions d'habitants, près de 3,4 millions de cas ont été recensés depuis le début de la pandémie. Le dépistage n'y est désormais recommandé que

pour les personnes qui présentent des symptômes et pour lesquelles un tel diagnostic doit être établi pour déterminer le traitement. En cas de maladie quelle qu'elle soit, les autorités sanitaires conseillent toutefois de rester chez soi.

"Vous devez rester à la maison si vous êtes malade - que vous pensez qu'il s'agit du Covid-19, de la grippe ou d'une autre infection respiratoire", a souligné une responsable de Sundhedsstyrelse, Line Raahauge Hvass, citée dans le communiqué.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Les cas de paludisme et les décès sont restés stables en 2021

Les cas de paludisme ont augmenté entre 2020 et 2021 à un rythme plus lent qu'entre 2019 et 2020, en dépit de l'impact de la pandémie de Covid-19, a indiqué jeudi l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Les nouvelles données de l'OMS montrent que les pays du monde entier ont largement résisté à de nouveaux reculs des services de prévention, de dépistage et de traitement du paludisme en 2021.

Le décompte mondial des

cas de paludisme a atteint 247 millions en 2021, contre 245 millions en 2020 et 232 millions en 2019.

Selon le rapport mondial sur le paludisme de cette année, il y a eu 619.000 décès dus au paludisme dans le monde en 2021, contre 625.000 la première année de la pandémie.

En 2019, avant que la pandémie ne frappe, le nombre de décès s'élevait à 568.000.

"Après une augmentation marquée des cas de paludisme

et des décès au cours de la première année de la pandémie de Covid-19, les pays touchés par le paludisme ont redoublé d'efforts et ont pu atténuer les pires effets des perturbations des services de lutte contre le paludisme liées au Covid", a déclaré Tedros Adhanom Ghebreyesus, directeur général de l'OMS.

Les moustiquaires imprégnées d'insecticide (MI) sont le principal outil de lutte vectorielle utilisé dans la plupart des pays où le paludisme

est endémique et, en 2020, les pays en ont distribué plus que pour n'importe quelle année enregistrée.

En 2021, sur les 171 millions de moustiquaires prévues pour la distribution, 128 millions (75%) ont été distribués.

L'autre explication de ces chiffres encourageants, c'est la chimio-prévention du paludisme saisonnier (SMC) chez les enfants vivant dans des zones de transmission hautement saisonnière du paludisme en Afrique.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Flambée de choléra dans les camps de déplacés de guerre (MSF)

Le nombre de cas de choléra "a augmenté de façon inquiétante" au cours des dix derniers jours dans les camps de déplacés de guerre dans l'Est de la République démocratique du Congo, s'alarme Médecins sans frontières dans un communiqué publié jeudi.

"Entre le 26 novembre et le 7 décembre, 256 patients ont été admis" dans un centre de traitement du choléra géré par l'organisation médicale à Munigi, entre Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu de plus d'un million d'habitants et, juste en bordure nord de la ville, les camps de déplacés

en territoire de Nyiragongo. Selon la coordination humanitaire des Nations unies, plus de 177.000 personnes y ont trouvé refuge après avoir fui ces dernières semaines l'avancée de la rébellion du M23.

Alors que de fortes averses dues à la saison des pluies s'abattent quotidiennement sur Goma, les déplacés vivent entassés dans des huttes faites de branches et de morceaux de bâches.

"Nous n'avons ni douches, ni toilettes", a témoigné auprès de MSF Nyira Safari, mère d'une fille de huit ans, hospitalisée pour des symptômes de choléra. Comme

cette famille de déplacés, des dizaines de milliers d'autres n'ont pas accès à des sanitaires et vivent dans des conditions d'hygiène déplorables et une très grande promiscuité. "Tous les ingrédients sont réunis pour une catastrophe sanitaire", alerte Simplicie Ngar-One, le responsable de la réponse choléra de MSF à Goma.

L'organisation appelle à la mobilisation des acteurs humanitaires et s'indigne d'un "manque criant d'assistance" alors que les déplacés se trouvent à seulement quelques kilomètres de Goma, un hub humanitaire de l'Est de la RDC.

HAÏTI

L'ONU inquiète de la propagation de l'épidémie de choléra

L'épidémie de choléra a désormais fait 283 morts en Haïti et s'étend sur le territoire, s'est alarmée jeudi l'ONU, soulignant de manière générale l'ampleur inquiétante des besoins humanitaires dans ce pays pauvre des Caraïbes.

"L'épidémie de choléra continue d'être une inquiétude pour le pays et pour nous. Le nombre de cas continue d'augmenter, avec 283 morts et près de 12.000 hospitalisations depuis la résurgence de la maladie début octobre", a déclaré la coordinatrice humanitaire de l'ONU pour Haïti Ulrika Richardson lors d'une conférence

de presse. Mi-novembre, le bilan était de 161 morts et plus de 7.500 hospitalisations. Autre "tendance inquiétante", "ce que nous voyons n'est pas seulement une augmentation continue du nombre de cas de choléra mais aussi une propagation dans les régions, avec 8 départements sur 10 comptant des cas confirmés", a-t-elle ajouté. Mi-novembre, l'ONU avait lancé un appel à lever 145,6 millions de dollars pour faire face à l'épidémie.

A ce jour, "seulement 16%", soit 23,5 millions, ont été promis, a noté Ulrika Richardson.

UNION EUROPÉENNE

Le vaccin contre la dengue de Takeda autorisé dans l'UE

Le vaccin contre la dengue Qdenga, développé par le japonais Takeda, a reçu le feu vert pour être commercialisé dans l'Union européenne, devenant le deuxième vaccin approuvé face à cette maladie touchant des centaines de millions de personnes chaque année.

La Commission européenne a approuvé la mise sur le marché européen du vaccin Qdenga (TAK-003) chez les individus âgés de quatre ans ou plus pour prévenir cette infection virale transmise à l'être humain par la piqûre de moustiques.

Le vaccin peut protéger contre les quatre différents sérotypes de ce virus.

L'autorisation européenne "marque un tournant pour Qdenga, car nous nous rapprochons de la réalisation de notre aspiration à contribuer à réduire le fardeau mondial de la dengue", a commenté Gary Dubin, président de l'unité commerciale mondiale vaccins de Takeda, cité dans un communiqué publié jeudi.

"Il devient de plus en plus facile de voyager, et notre monde autrefois vaste est devenu beaucoup plus petit, ce qui augmente le risque de maladie de la dengue pour ceux qui vivent dans les zones endémiques de la dengue et pour ceux qui voyagent dans ces régions", a-t-il ajouté.

La dengue est un virus très répandu dans les pays chauds, causant 100 à 400 millions d'infections chaque année, selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Qdenga, déjà approuvé en Indonésie depuis août dernier, est le deuxième vaccin contre la dengue approuvé dans le monde, après Dengvaxia, développé par le laboratoire français Sanofi et approuvé à partir de fin 2015.

L'utilisation de celui-ci avait cependant été encadrée après que Sanofi se fut aperçu en 2017 que Dengvaxia pouvait causer des symptômes similaires à une infection de dengue chez des enfants qui n'avaient jamais contracté ce virus auparavant.

Dengvaxia a continué à être approuvé par la suite, mais uniquement pour des enfants ayant déjà contracté le virus par le passé, rendant impossible des campagnes de vaccination massives.

EBOLA

L'Ouganda reçoit 1.200 doses de vaccin expérimental

L'Ouganda a reçu jeudi 1.200 doses de vaccin expérimental contre Ebola, qui seront administrées dans le cadre d'un essai clinique visant à lutter contre la souche Soudan du virus Ebola, qui a frappé le pays en septembre.

La ministre ougandaise de la Santé, Jane Ruth Aceng, a reçu les doses de vaccin de la part de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) lors d'un événement organisé au siège de l'organisation sanitaire publique National Medical Stores, à 40 km au sud de la capitale Kampala.

Selon la ministre, même si le vaccin arrive au moment où l'épidémie d'Ebola est en recul, la recherche se poursuivra pour assurer que le pays soit prêt en cas de résurgence du virus.

Charles Njuguna, directeur en charge des incidents du Bureau national de l'OMS en Ouganda qui a remis les vaccins, a déclaré qu'ils avaient été testés lors d'études préliminaires afin de déterminer leur efficacité et leur innocuité.

"Ils seront administrés à ceux qui sont le plus à risque, les contacts immédiats d'une personne qui a été diagnostiquée avec la maladie due à la souche Soudan", a précisé M. Njuguna, ajoutant que la participation à l'essai clinique serait volontaire et gratuite. Il a assuré que l'arrivée du vaccin expérimental n'interférerait pas avec les autres mesures mises en place par le pays pour contenir l'épidémie.

Selon les chiffres de l'OMS, depuis que l'Ouganda a déclaré l'épidémie d'Ebola le 20 septembre, 142 cas confirmés et 55 décès ont été enregistrés.

A ce jour, neuf districts ont été touchés mais trois d'entre eux ont déjà dépassé les 42 jours sans nouveaux cas, période au terme de laquelle une zone peut être déclarée exempte d'Ebola si aucun cas n'est signalé.

PROCRÉATION MÉDICALEMENT ASSISTÉE QUELLES AVANCÉES EN 2022 ?

Révolution du début des années 80 pour les couples souffrant d'infertilité, la procréation médicalement assistée (PMA) n'a fait que progresser depuis. Insémination artificielle avec donneur, fécondation in vitro, injection intracytoplasmique de spermatozoïdes, don d'ovocytes : zoom sur les dernières évolutions.

L'âge officiel où l'on peut recourir à une PMA n'a pas changé, sauf que... L'Assurance maladie arrêtée de prendre en charge la fécondation in vitro pour les femmes de plus de 43 ans. Au-delà, toutes les études montrent qu'en l'absence de dons d'ovocytes, les résultats sont catastrophiques.

Entre 40 et 42 ans, les femmes ont une chance sur trois d'avoir un enfant. Entre 43 et 45 ans, les chances sont inférieures à 10 %. "Je n'ai jamais vu une femme renoncer, même si on lui dit que, vu son âge et le contexte, les chances de succès sont presque nulles", affirme le Pr René Frydman, père du premier bébé-éprouvettien France. Un nombre croissant de femmes de plus de 43 ans partent d'ailleurs à l'étranger afin de pouvoir bénéficier d'une fécondation in vitro avec don d'ovocytes.

Les chances de succès sont mieux évaluées

La réussite des traitements dépend très largement de la réserve ovarienne, c'est-à-dire de la capacité des ovaires à produire des ovocytes de bonne qualité, en quantité suffisante.

Des tests simples permettent d'évaluer la réserve ovarienne. "Lorsque le taux de FSH (hormone folliculo-stimulante, secrétée par l'hypophyse), dosé au troisième jour du cycle, est bas, c'est de bon augure, explique le Pr François Olivennes, médecin de la reproduction à la clinique Pierre Chérest (Neuilly-sur-

Seine), tout comme le taux élevé d'AMH (hormone anti-müllérienne). Au cours de l'échographie au troisième jour du cycle, la présence de nombreux follicules est un signe favorable." Ce bilan permet déjà de savoir si le recours à la PMA offrira, ou non, des chances de grossesse non négligeables.

La stimulation des ovaires s'est simplifiée

La stimulation des ovaires se fait en général avec des hormones par voie injectable.

Les femmes sont alors surveillées par échographie pour détecter le moment, dix à quinze jours plus tard, où les follicules seront assez matures pour être ponctionnés.

Ces hormones sont désormais délivrées via des stylos injecteurs à utiliser soi-même.

Il existe aussi des formes retard qui permettent de réduire le nombre d'injections. Une fois les follicules arrivés à maturation, la femme s'injecte elle-même l'hormone et déclenche l'ovulation. La ponction des ovocytes peut avoir lieu deux jours plus tard.

De nouvelles techniques de congélation des embryons

Peu de temps après la fécondation, les embryons frais permettraient d'obtenir des meilleurs résultats lors de la fécondation in vitro que ceux qui étaient congelés. "Grâce à de nouvelles techniques de congélation, 95 % des embryons résistent



à la décongélation, contre 70 % autrefois, assure le Pr Olivennes. Les chances de grossesse sont désormais similaires, que les embryons soient congelés ou non. Cette congélation se fait par vitrification, un procédé qui fait passer très vite l'embryon à une température de -196 °C."

Le nombre d'embryons à réimplanter est mieux défini

Pour réduire le risque de grossesse multiple, le consensus est désormais clair : pour une femme

jeune, un seul embryon est réimplanté ; après 35 ans, 2 le sont éventuellement et exceptionnellement, 3 après 40 ans. De plus, les embryons sont réimplantés au cinquième jour de leur développement et non plus au troisième. "Cela permet de sélectionner les embryons qui ont le plus de chances de se développer", explique le Pr Michael Grynberg, chef du service de gynécologie-obstétrique de l'Hôpital Antine Bécélère, à Clamart. Ceux qui ne sont pas normaux ne parviennent pas à ce stade."

Le recueil des ovocytes s'est amélioré

Les appareils d'échographie, de plus en plus performants, offrent des images d'une grande précision, qui permettent de ponctionner tous les ovocytes matures très rapidement. "La ponction est toujours effectuée par voie vaginale, sous anesthésie locale ou générale de courte durée, décrit le Pr Michael Grynberg. En moyenne, 12 ovocytes sont prélevés."

L'analyse génétique accroît les taux de réussite

Grâce à l'analyse génétique, il est possible de ne réimplanter que les embryons sans anomalie chromosomique, qui ont donc davantage de chances de se développer. Cette technique consiste à prélever une ou deux cellules sur les embryons avant leur réimplantation, pour examiner leurs chromosomes, afin de ne conserver que ceux qui sont normaux. Ainsi, le risque de fausse couche diminue et les chances de réussite augmentent. "A partir d'un certain âge, l'échec de la FIV s'explique par le nombre élevé d'embryons anormaux, précise le Pr Grynberg. Cette analyse génétique des embryons est interdite en France pour l'instant."

Mais elle peut être réalisée à l'étranger. C'est différent du diagnostic pré-implantatoire, qui est autorisé pour le diagnostic de maladies génétiques graves dans certaines familles à risque."

INFERTILITÉ FÉMININE : COMMENT ÇA SE SOIGNE ?

Actuellement, 10 à 15 % des couples consultent pour des problèmes de fertilité. Dès que la ou les causes d'infertilité sont connues, un traitement peut être envisagé. Du simple traitement médicamenteux à l'implantation d'embryon, panorama des traitements de l'infertilité chez la femme.

ON COMMENCE PAR DÉTERMINER L'ORIGINE DE LA STÉRILITÉ

Les causes de l'infertilité chez la femme peuvent être variées. Le médecin va donc prescrire divers examens afin de mieux cerner la ou les causes avant d'envisager un traitement. Mais il n'est pas rare de conclure à une fertilité inexpliquée.

Dans son premier interrogatoire, le médecin va vous poser des questions sur vos antécédents gynécologiques : régularité des règles, saignements anormaux, fausses couches ou infections pelviennes antérieures... Cet examen initial comprend également un frottis et des dosages hormonaux afin d'évaluer la réserve ovarienne, la qualité de l'ovulation et voir si les ovaires produisent une quantité suffisante de progestérone.

Enfin, une échographie pelvienne peut être prescrite en début de cycle afin de véri-

fier qu'il n'y a pas de fibrome ou de kyste et de voir le nombre de follicules présents au niveau des ovaires (c'est rassurant quand il y en a entre 5 et 10 par ovaire).

En fonction des résultats, le médecin peut rechercher d'éventuelles anomalies des trompes ou de la cavité utérine en prescrivant une hystérosalpingographie (le radiologue injecte un produit de contraste dans l'utérus puis prend plusieurs clichés) ou une hystérocopie (on visualise l'intérieur de la cavité utérine à l'aide d'une fibre optique).

Enfin, il est parfois nécessaire d'avoir recours à une coelioscopie, un examen réalisé sous anesthésie générale qui consiste à regarder l'intérieur de la cavité abdominale à l'aide d'une petite caméra. La coelioscopie permet parfois de traiter immédiatement le problème rencontré (désobstruction des trompes, traitement des lésions de l'endomètre ou des kystes ovariens...).

ON STIMULE L'OVULATION AVEC UN TRAITEMENT MÉDICAMENTEUX

Les médicaments les plus couramment utilisés contre l'infertilité sont ceux qui aident à stimuler l'ovulation.

Les anti-ostrogènes pris par voie orale

(Clomid ou Pergotim) poussent le corps à fabriquer les hormones qui aideront les œufs à arriver à maturation. Ils augmentent le taux de grossesse multiple de 10%.

Les gonadotrophines administrées en injections quotidiennes (Gonal, Puregon, Luveris...) stimulent directement la croissance des œufs dans les ovaires. Ils sont souvent prescrits quand les anti-ostrogènes n'ont pas eu d'effet. Ils augmentent le risque de grossesse multiple de 30%.

La bromocriptine ou la cabergoline (Parlodel, Dostinex...), pris par voie orale, sont prescrits aux femmes qui souffrent d'hyperprolactinémie (un taux trop élevé de prolactine qui empêche l'ovulation).

LE TRAITEMENT CHIRURGICAL DE L'INFERTILITÉ

Il est réservé aux rares cas (5 % d'intolérance aux médicaments. Mais aussi aux femmes :

qui souffrent d'endométriose qui ont un fibrome

dont les trompes de Fallope sont bouchées. Mais le taux de réussite de ce type de chirurgie reste faible et augmente ensuite le risque de grossesse extra-utérine.

L'ASSISTANCE MÉDICALE À LA PROCRÉATION (AMP)

Les protocoles et les traitements d'AMP sont choisis entre le couple et l'équipe médicale en fonction des traitements antérieurs et des causes d'infertilité. Les principales techniques sont :

L'insémination avec sperme du conjoint (IAC) en cas d'infertilité inexpliquée, d'échec des médicaments d'induction d'ovulation ou de problème du col de l'utérus.

La fécondation in vitro (Fiv) avec injection intracytoplasmique de spermatozoïdes (ICSI) en cas d'infertilité inexpliquée, d'échec de l'insémination, d'infertilité mixte, d'un âge maternel avancé, de troubles de la spermatogenèse.

La fécondation in vitro sans micromanipulation en cas d'endométriose, d'infertilité ovulatoire ou tubaire.

La congélation d'ovocytes avant une chimiothérapie, une radiothérapie ou d'autres traitements stérilisants. Ou dans le cas d'un protocole de don d'ovocytes.

La congélation d'embryons en cas d'échec de transfert d'embryons "frais" ou avant un traitement stérilisant chez une femme vivant en couple.

FIV : 8 millions de naissances

Plus de 8 millions de bébés sont nés de FIV depuis la première naissance réalisée par ce procédé en 1978.

Quarante ans après la naissance de Louise Brown, le premier bébé éprouvete au monde en 1978, le nombre global de bébés nés de FIV et d'autres traitements avancés de fertilité est de 8 millions à travers le monde, selon les nouvelles publications présentées au 34^e Congrès annuel de l'European Society of Human Reproduction and Embryology (ESHRE).

Le chiffre, calculé à partir des données recueillies auprès des registres régionaux de 1991 à 2014, représente une augmentation importante de l'utilisation de la FIV dans le traitement de l'infertilité. Selon les estimations, plus d'un demi-million de bébés nés chaque année de la FIV et de l'ICSI (injection intracytoplasmique de spermatozoïde est une technique de fécondation in vitro (FIV) dans laquelle le spermatozoïde est injecté dans l'ovocyte) sur plus de 2 millions de cycles de traitement.

DES GROSSESSES STABILISÉES

En Europe, l'Espagne reste le pays le plus actif en matière de reproduction assistée où 115 975 cycles de traitement ont été réalisés, devant la Russie (110 723 cycles), l'Allemagne (96 512) et la France (93 918).

L'étude révèle aussi que :
- les taux de grossesse semblent stabilisés en Europe à environ 36 % pour la FIV et l'ICSI ;
- les taux de grossesse sont plus élevés avec les embryons de 5 jours (blastocystes) qu'avec les embryons de 3 jours ;
- les taux de grossesse avec don d'ovules progressent (maintenant à environ 50 %) ;

- les taux de grossesse gémeaire continue de diminuer en Europe, en 2015 à environ 14 % ;
- le taux de transferts d'embryons uniques continue de progresser, passant de 11 % en 1997 à 38 % en 2015.

"La disponibilité du traitement de procréation assistée reste très inégale en Europe, avec le Danemark et la Belgique offrant chacun plus de 2500 cycles de traitement par million de population, tandis que d'autres (comme l'Australie et l'Italie) offrent beaucoup moins. Une étude a calculé que le besoin mondial de traitements avancés de fertilité était d'environ 1500 cycles par million de population par an. Seule une minorité de pays ont répondu à ce besoin", a déclaré le docteur De Geyter.

LA MALBOUFFE, ENNEMIE DE LA FERTILITÉ MASCULINE

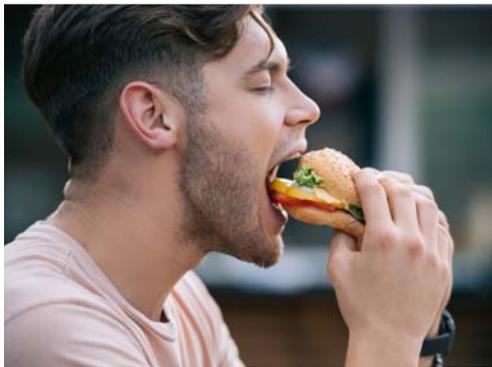
Une étude suggère que les hommes dont l'alimentation est composée de produits industriels ont un nombre de spermatozoïdes plus faible que ceux qui mangent des aliments plus frais. Et cela pourrait être irréversible.

Les études menées sur le sujet font état d'une baisse globale de la fertilité inquiétante. Les dernières en date montraient que le nombre de spermatozoïdes a progressivement diminué chez les hommes durant ces dix dernières années. À travers leurs nouvelles recherches, des chercheurs américains et danois dirigés par l'Université de Harvard (États-Unis) pensent avoir identifié l'un des facteurs qui expliquerait cette crise croissante de la fécondité : la malbouffe. Leurs résultats ont été présentés lors de la conférence annuelle de la Société européenne de reproduction humaine et d'embryologie (ESHRE) qui se tenait du 22 au 26 juin à Vienne (Autriche), et relayés par The Independent.

25,6 MILLIONS DE SPERMATOZOÏDES

Les scientifiques ont analysé les échantillons de sperme d'environ 3 000 hommes âgés de 19 ans en moyenne. Ils ont tous subi un examen médical de routine, avant de rejoindre les forces armées danoises pour leur service national. Ils ont également répondu à un questionnaire sur leur régime alimentaire, permettant aux chercheurs de les regrouper en quatre catégories : ceux ayant une alimentation équilibrée (abondance de poissons, viandes maigres, fruits et légumes), les végétariens, les adeptes du régime scandinave (viandes, céréales complètes, poisson froid et produits laitiers) et enfin les consommateurs de viandes rouges, plats cuisinés et fast-foods - soit le régime dit "occidental".

Au final, les échantillons du dernier groupe avaient le nombre de spermatozoïdes moyen le plus faible, avec 25,6 millions par éjaculat. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), un échantillon fertile en contient au moins 39 millions. En dessous, un homme peut avoir du mal à concevoir naturellement. "Il est presque certain que cela revient à dire que ceux qui ont une meilleure alimentation consomment plus d'antioxy-



dants, a expliqué au journal britannique le professeur Allan Pacey, expert en fertilité à l'Université de Sheffield (Royaume-Uni). Avec les pizzas, les chips et la viande rouge, nous savons que le stress oxydant augmente, ce qui est mauvais pour le sperme."

UN CHANGEMENT DÉFINITIF ?

Les spermatozoïdes ont une durée de vie d'environ trois mois. Un changement d'alimentation pourrait donc permettre rapidement à la production de sperme de se rétablir. Toutefois, l'étude a également révélé que les hommes adeptes du régime occidental présentent aussi des concentrations plus faibles d'une hormone, appelée inhibine-B. Cela pourrait indiquer une altération des cellules de Sertoli, dont la fonction est de pro-

duire les gamètes. "Nous craignons qu'une mauvaise alimentation plus jeune dans la vie apporte un changement durable", a développé l'expert.

D'après les chercheurs, ces conclusions devraient être un avertissement pour les jeunes hommes. "Vous seriez surpris de voir à quel point les jeunes hommes sont sensibles aux facteurs susceptibles d'affecter le nombre de spermatozoïdes, car ils sont perçus comme une mesure de la masculinité", a assuré Jorge Chavaro, auteur principal de l'étude interrogé par The Telegraph. "La plupart des hommes pensent qu'ils sont invincibles jusqu'à ce que leur premier grand événement de santé se produise, et c'est souvent... l'infertilité", a complété Roy Farquharson, président de l'ESHRE.

FIV : QU'EST-CE QU'UN DIAGNOSTIC PRÉIMPLANTATOIRE ?

Pour les couples qui risquent de transmettre une maladie génétique à leur descendance, le recours à la fécondation in vitro (FIV) est recommandé. Afin d'implanter un embryon sain dans l'utérus, un diagnostic préimplantatoire est effectué. En quoi consiste-t-il et quelles sont les conditions pour y avoir recours ?

Le Diagnostic préimplantatoire (DPI) est le seul cas légal en France pour lequel le recours à la fécondation in vitro (FIV) n'est pas dû à une infertilité. Il est en effet proposé aux couples qui risquent de transmettre à leur enfant une maladie génétique grave. Dans l'Hexagone, cette technique est autorisée depuis 1999, et est encadrée par une loi de bioéthique stricte.

Avant l'autorisation du DPI, les couples porteurs de maladies génétiques devaient recourir au Diagnostic prénatal : une ponction ou une amniocentèse une fois que l'embryon était implanté dans l'utérus. Dans le cas où le fœtus était atteint de la maladie génétique tant réduite, le couple avait alors la possibilité de demander une Interruption médicale de grossesse.

Grâce au Diagnostic préimplantatoire, les différents embryons créés in vitro sont analysés

génétiquement, afin que soit implanté dans l'utérus un embryon non porteur de la maladie génétique. La grossesse peut alors débuter, en évitant au couple l'épreuve d'une interruption de celle-ci.

Afin d'analyser le profil génétique de l'embryon, un ou deux cellules de ce dernier vont être prélevées, sans altérer son développement. Des techniques d'amplification ou de coloration de l'anomalie recherchée vont ensuite être utilisées, afin de déterminer si l'embryon est porteur de l'anomalie génétique des parents. Dans le cas contraire, l'embryon "sain" sera implanté dans l'utérus de la future mère. Comme dans le cas de FIV classiques, plusieurs embryons peuvent être implantés afin d'augmenter les chances de grossesse. Il existe alors un «risque» de grossesse multiple si tous les embryons arrivent à s'implanter correctement.

LES CONDITIONS POUR AVOIR RECOURS À UN DIAGNOSTIC PRÉIMPLANTATOIRE

Le recours au diagnostic préimplantatoire est réservé par la loi aux couples ayant une forte probabilité de donner naissance à un enfant atteint d'une maladie génétique d'une certaine gravité, reconnue comme ne pouvant

pas être guérie au moment du diagnostic. Pour y avoir recours, un couple doit également être en âge de procréer (moins de 36 ans pour la femme de préférence). Comme dans le cas d'une FIV pour infertilité, le couple doit être uni par le mariage ou au moins justifier d'au moins deux ans de vie commune.

La mise en place d'une FIV avec Diagnostic préimplantatoire n'est possible que si le bilan biologique et gynécologique de la femme est valide (avec une réserve ovarienne suffisante), ainsi que si le spermogramme de l'homme est valide.

Comme il ne s'agit pas d'une infertilité nécessitant des gamètes d'autrui, les spermatozoïdes et ovules doivent ainsi être viables pour une fécondation in vitro. Enfin, la faisabilité du DPI doit aussi être validée, avec une analyse génétique de l'entourage au besoin.

Avant la mise en place du DPI, la demande du couple est étudiée par l'un des 44 centres pluridisciplinaires de diagnostic prénatal, qui validera ou non l'indication et la faisabilité du DPI.

Trois centres sont aujourd'hui habilités à pratiquer le diagnostic préimplantatoire : le centre de Paris-Clamart, le centre de Montpellier et le centre de Strasbourg.

LUTTE CONTRE LE TERRORISME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Le président béninois appelle à une action concertée et intelligente des Etats

La lutte contre le terrorisme en Afrique de l'Ouest appelle une action concertée et intelligente des Etats, a déclaré jeudi le président béninois Patrice Talon.



"En cela, le Bénin a été depuis longtemps porteur et promoteur d'une stratégie offensive plutôt que défensive pour aller frapper l'ennemi jusque dans ses repères y compris en territoire étranger", s'est-il vanté dans son message sur l'Etat de la nation devant les députés.

D'après M. Talon, au cours de l'année qui s'achève, les forces de défense et de sécurité ont bénéficié de l'attention soutenue du gouvernement qui leur a mis les moyens appropriés à leur disposition et renforcé les effectifs de manière remarquable. Entre 2021-2022, 1.800 poli-

ciers et 2.000 militaires ont été recrutés, tandis que des équipements modernes et adaptés leur ont été fournis, a-t-il "En clair, il s'agit de fortifier le pays et de garantir une sécurité optimale à tous.

C'est elle qui détermine en effet la pérennité de tous les investissements.

L'absence de sécurité peut limiter, voire empêcher la jouissance des fruits de nos efforts communs", a conclu M. Talon.

MAROC

Des prisonniers d'opinion en grève de la faim

Des prisonniers d'opinion au Maroc ont annoncé, vendredi, qu'ils allaient entamer une grève de la faim coïncidant avec la Journée internationale des droits de l'homme. L'opposant et ancien ministre des droits de l'Homme, Mohamed Ziane, les journalistes Taoufik Bouachrine, Souleiman Raissouni et Omar Radi, le militant du mouvement 20 février, Noureddine Al-

Awaj, le blogueur Reda Benothman et le responsable du mouvement Al Adl Wal Ihsane, Mohamed Baïssou, tous en détention arbitraire, se préparent à entamer une grève de la faim, à partir du vendredi 9 décembre à 18h00 jusqu'au samedi 10 décembre, à la même heure, selon un appel qu'ils ont diffusé. De son côté, l'Association marocaine des droits de l'homme a appelé

toutes ses sections à investir la rue et observer des actions de protestation dans toutes les régions du royaume, pour dénoncer "la situation désastreuse des droits de l'homme au Maroc".

L'association a également appelé à la libération de tous les prisonniers politiques au Maroc et au respect de la liberté d'expression et d'association.

SOUDAN

Le Conseil de sécurité salue l'accord-cadre conclu

Les membres du Conseil de sécurité des Nations unies se sont félicités de la signature de l'accord-cadre politique au Soudan, soulignant qu'il s'agissait d'une étape essentielle vers la formation d'un gouvernement dirigé par des civils.

L'accord politique-cadre a été signé entre les forces politiques civiles et les autorités militaires au Soudan le 5 décembre 2022 pour mettre fin à l'impasse politique et instituer une autorité civile de transition de deux ans.

Dans une déclaration publiée jeudi, les membres du Conseil de sécurité ont félicité le mécanisme tripartite composé de la Mission intégrée des Nations unies d'assistance à la transition au Soudan (UNITAMS), de l'Union africaine et de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) pour avoir soutenu les efforts soudanais visant à restaurer un règlement politique durable, inclusif et démocratique au Soudan.

Dans leur déclaration, les membres du Conseil ont encouragé les parties à commencer sans tarder à travailler sur la deuxième phase du processus, notamment en traitant les questions critiques envisagées par les signataires de l'accord-cadre politique qui font progresser la paix et la sécurité au Soudan, tout en garantissant la participation des femmes en tant que stipulé dans l'accord-cadre.

Ils ont appelé toutes les parties prenantes soudanaises à continuer de travailler avec le mécanisme tripartite dans la deuxième phase des consultations, dans le but d'atteindre les objectifs de transition.

Les membres ont également souligné que des efforts concertés pour finaliser les négociations et parvenir à un accord sur la formation d'un gouvernement de transition avec un leadership civil sont nécessaires pour relever les défis humanitaires et économiques urgents au Soudan.

A la fin de la déclaration, les membres du Conseil de sécurité ont réaffirmé leur ferme attachement à l'unité, la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale de la République du Soudan.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

L'ONU "horriifiée" par le massacre de civils

Le Haut-Commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk s'est dit "vraiment horriifié" vendredi par un massacre de civils en République démocratique du Congo, où il a prévu de se rendre l'an prochain. Au moins 131 civils, dont 17 femmes et 12 enfants, ont été exécutés arbitrairement par balle ou à l'arme blanche fin novembre dans deux villages de l'est de la RDC, selon une enquête préliminaire de l'ONU, rendue publique jeudi, qui accuse la rébellion du M23.

Les autorités de Kinshasa avaient évoqué lundi un bilan d'environ 300 morts dans le village de Kishishe, dans la province du Nord-Kivu.

Il y a "un réel besoin de mettre fin à ces combats qui se déroulent dans différentes parties du pays, en particulier au Nord-Kivu. Ce sont toujours les civils qui en souffrent", a déclaré M. Türk, en conférence de presse à Genève. Plus généralement, le chef des droits de l'homme de l'ONU s'est dit "profondément préoccupé par la situation, surtout en ce qui concerne l'exercice des libertés démocratiques dans le pays".

"Nous devons nous assurer que la RDC reste à l'ordre du jour, notamment du point de vue des droits de l'homme. C'est très important", a déclaré l'Autrichien, qui a pris la tête du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme à la mi-octobre. Le M23 ("Mouvement du 23 mars") est une ancienne rébellion majoritairement tutsi qui a repris les armes en fin d'année dernière et conquis de larges portions d'un territoire du nord de Goma, la capitale provinciale du Nord-Kivu.

Les Etats-Unis réaffirment leur soutien aux efforts de médiation régionale

Les Etats-Unis ont réaffirmé, jeudi, leur soutien aux efforts de médiation régionale pour mettre fin aux tensions dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC).

La représentante des Etats-Unis auprès des Nations unies, Linda Thomas-Greenfield, a réitéré le soutien des Etats-Unis aux efforts de médiation régionale menés par l'Angola, le Kenya et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour remédier aux tensions dans l'est de la RDC.

Mme Thomas-Greenfield a réaffirmé le soutien de son pays à ces processus de médiation lors de sa rencontre, le 8 décembre, avec le ministre des Affaires étrangères congolais, Christophe Lutundula, selon un communiqué du porte-parole de la mission des Etats-Unis auprès des Nations unies. La diplomate américaine et le chef de la diplomatie congolaise ont discuté du rôle important que joue la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (MONUSCO) dans le cadre de la protection des civils et de l'assistance au gouvernement de la RDC pour renforcer les principales institutions de gouvernance et de sécurité, ajoute le communiqué.

SOMALIE

Assassinat d'un responsable des renseignements dans le sud du pays

Le directeur des services de renseignement somaliens dans la région de Gedo (sud), Abd al-Rahman Abdullah Bakal, a été tué vendredi, après l'explosion d'une mine au passage de son convoi.

Dans un communiqué relayé par des médias locaux, le directeur du Service somalien de renseignement et de sécurité, Mahd Salad, a affirmé que Abdullah Bakal est mort, alors que l'ancien directeur de l'agence Abdullah Kenini a été blessé.

Le responsable somalien a également déclaré que les services de renseignement ouvriront des enquêtes pour déterminer les circonstances de cette attaque, selon le communiqué.

NIGER

Accès à l'électricité: la BAD accorde un financement de 138 millions de dollars

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) a donné son feu vert, dernièrement à Abidjan, pour l'octroi d'un financement de 138,21 millions de dollars au Niger.

Ce financement est destiné, selon la BAD, à mettre en œuvre le Projet de développement de centrales solaires et d'amélioration de l'accès à l'électricité, au bénéfice de 750.000 personnes.

Le Fonds africain de développement, le guichet de prêt à taux préférentiels du Groupe de la BAD, apporte 48,59 millions de dollars sous forme de prêt, ainsi qu'un don de 41,14 millions de dollars, la Facilité d'appui à la transition, un prêt de 46 millions de dollars et un don de 1,1 million de dollars, et le Fonds vert pour le climat 1,38 million de dollars.

"L'intervention de la BAD va permettre au Niger de produire de l'énergie renouvelable à moindre coût et de réduire ainsi sa dépendance aux importations énergétiques", a déclaré Marie-Laure Akin-Olugbade, directrice générale pour l'Afrique de l'Ouest et vice-présidente par intérim du Groupe de la BAD.

Le projet, qui entre dans le cadre du déploiement de l'initiative Desert to Power dans les pays du Sahel, "permettra aussi d'électrifier des zones rurales fragiles en étendant le réseau et d'accroître le taux de couverture nationale", a précisé la même responsable.

Mis en œuvre sur cinq ans (2023-2027), le projet va couvrir toutes les huit régions du pays, dont 17 centres urbains, y compris la capitale Niamey, où le réseau électrique sera densifié et 186 localités rurales vont être raccordées au réseau électrique de la Société nigérienne d'électricité (NIGELEEC), ainsi que 12 villages électrifiés grâce à des mini-réseaux.

RWANDA

Démission du président du sénat

Le président du Sénat du Rwanda, Augustin Nyamurembe, a démissionné de ses fonctions, a annoncé le Parlement jeudi soir. "Plus tôt dans la journée, le président du Sénat, Augustin Nyamurembe, a présenté sa démission en tant que président du Sénat et en tant que sénateur, pour des raisons de santé", a indiqué le Parlement rwandais sur son compte Twitter.

Ce vendredi, "une séance plénière spéciale se réunira pour déclarer vacant le bureau du président du Sénat", d'après la même source. A la tête de la chambre haute du parlement, l'homme de 76 ans est le numéro deux du pays après le président.

PALESTINE

L'OCI dénonce l'agression sioniste contre la ville de Jénine

Le secrétariat général de l'Organisation de Coopération islamique (OCI) a dénoncé, jeudi, l'agression sioniste contre la ville de Jénine et l'assassinat de trois civils palestiniens, ainsi que les attaques visant la Mosquée Al-Ibrahimi, des écoles et des biens appartenant aux Palestiniens.

Dans un communiqué relayé par l'agence de presse palestinienne (Wafa), l'OCI a renouvelé sa solidarité et son soutien aux prisonniers palestiniens, appelant les institutions internationales des droits de l'Homme à "intervenir immédiatement pour libérer le détenu Nasser Abu Hmaid, dont l'état de

santé est très critique".

Par ailleurs, l'organisation a imputé à l'entité sioniste l'entière responsabilité des répercussions de la poursuite des crimes sionistes contre le peuple palestinien, appelant la communauté internationale et le Conseil de sécurité à "assumer leurs responsa-

bilités pour mettre fin à l'agression persistante contre les Palestiniens".

Une énième agression sioniste menée dans la nuit de mercredi à jeudi contre la ville de Jénine, en Cisjordanie occupée, a fait trois morts parmi les Palestiniens, tôt jeudi, selon le ministère de la Santé palestinien.



L'Egypte met en garde contre la détérioration de la situation en Palestine occupée

L'Egypte a mis en garde, vendredi, contre la détérioration de la situation dans les territoires palestiniens occupés, appelant la communauté internationale et les grandes puissances à "assumer leurs responsabilités". Dans un communiqué publié

le lendemain du meurtre de trois Palestiniens à Jénine par l'occupation sioniste, le ministère égyptien des Affaires étrangères a déclaré : "L'Egypte exprime sa profonde préoccupation face à l'augmentation des actes de violence dans les territoires occupés visant le peuple palestinien". La diplomatie égyptienne

a ajouté que cette année a été marquée par la hausse la plus importante, depuis des années, du nombre de meurtres parmi les Palestiniens (200 martyrs). Et elle a averti contre "une détérioration de la situation vers plus de violence et d'effusion de sang", appelant "la communauté

internationale et les grandes puissances à assumer leurs responsabilités". Elle a mis en garde contre "les répercussions dangereuses de la poursuite de l'escalade actuelle sur les efforts déployés pour tenter de relancer le processus de paix (arrêté depuis 2014)".

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS (HCR) Appel à secourir des rohingyas en détresse au large de la côte thaïlandaise

Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a exhorté les pays de la région de la mer d'Andaman à secourir immédiatement et à ramener sur terre un groupe de réfugiés rohingyas en détresse, dont l'embarcation dériverait au large de la côte thaïlandaise.

Les informations émanant de l'ONU indiquent que l'embarcation dérive depuis le 1er décembre, après une panne de moteur.

"Les personnes à bord, 200 environ, n'ont ni nourriture ni eau depuis plusieurs jours et souffrent d'une déshydratation extrême", affirme jeudi le porte-parole du secrétaire général de l'ONU, Stéphane Dujarric. Le HCR dit que conformément

aux obligations internationales découlant du droit de la mer et des traditions maritimes anciennes, le devoir de secourir les personnes en détresse en mer doit être respecté, quels que soient la nationalité et le statut juridique des concernés.

DÉFENSE Japon, Royaume-Uni, Italie vont développer un avion de combat de nouvelle génération

Le Japon, le Royaume-Uni et l'Italie vont collaborer pour développer un avion de combat de nouvelle génération d'ici 2035, ont annoncé les trois pays vendredi.

Tokyo, Londres et Rome vont lancer "un effort ambitieux pour développer un avion de combat de nouvelle génération" dans le cadre d'un programme baptisé GCAP (Global Combat Air Programme), ont précisé ces gouvernements.

Cette collaboration, qui doit tirer parti des recherches déjà lancées par les trois partenaires dans les technologies de pointe en matière de combat aérien comme les avions sans pilote, marque la première association du Japon avec des partenaires européens pour concevoir un avion de combat.

Les détails concernant le coût du projet n'ont pas encore été finalisés, selon un responsable du ministère japonais de la Défense qui a précisé que la production devrait commencer vers 2030 ou 2031 afin de pouvoir déployer un prototype d'ici 2035.

RUSSIE

Incendie près de Moscou: les services d'urgence soupçonnent un acte "criminel" (Agences russes)

Les services d'urgence russes soupçonnent qu'un acte "criminel" soit à l'origine du vaste incendie qui a démarré dans la nuit de jeudi à vendredi dans un centre commercial de la banlieue de Moscou, ont rapporté des agences de presse russes.

"Actes délibérés, tel un incendie criminel, est envisagé", a indiqué l'agence Interfax, citant une source non identifiée.

L'agence Sputnik a précisé qu'un acte criminel était "l'une des principales explications" envisagées pour ce feu qui

sévit au centre commercial Mega Khimki, dans la banlieue de Khimki au nord de la capitale russe.

Tôt vendredi, les pompiers russes luttent contre un énorme incendie qui a démarré dans la nuit de jeudi dans un centre commercial de la banlieue de Moscou, avaient les services d'urgence.

Les pompiers combattent un incendie d'une superficie de 7.000 m2 dans la région de Moscou", explique sur Telegram le ministre russe des Situations d'urgence.

CANADA

La province canadienne de l'Alberta veut s'émanciper d'Ottawa

La province canadienne de l'Alberta a adopté jeudi un projet de loi qui permet à son gouvernement, dirigé depuis peu par une Première ministre conservatrice, d'ignorer les lois fédérales qu'il juge préjudiciables -- comme les mesures visant à réduire les émissions de son industrie pétrolière.

Le vote de la controvertée "Loi sur la souveraineté" ouvre la voie à une nouvelle période de tensions entre cette province de l'Ouest canadien, principale productrice de pétrole du pays grâce à ses sables bitumineux, et le gouvernement de Justin Trudeau à Ottawa.

Choisie début novembre après la démission de son prédécesseur, la nouvelle Première ministre Danielle Smith veut faire de cette loi un outil pour contrer les mesures fédérales de contrôle des armes à feu à venir et la taxe nationale sur le carbone, qui vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en passant progressivement de 50 dollars canadiens (35 euros) par tonne d'émissions de CO2 actuellement à 170 dollars en 2030.

"Ce n'est pas comme si Ottawa était un gouvernement national", a déclaré la nouvelle Première ministre. "Notre pays fonc-

tionne comme une fédération de juridictions souveraines et indépendantes. Nous avons le droit d'exercer nos pouvoirs souverains dans nos propres domaines de compétence", a-t-elle déclaré.

Pour le Nouveau parti démocratique (NPD), principal parti d'opposition de la province, ce projet de loi demeure un "fouillis" inconstitutionnel qui contourne le processus démocratique et risque de freiner les investissements.

Les dirigeants autochtones ont également critiqué cette nouvelle législation, qui porte atteinte à leurs droits issus de traités.

PÉROU

La nouvelle présidente du Pérou entend "réorienter le destin" du pays

La nouvelle présidente du Pérou, Dina Boluarte, a affirmé qu'elle chercherait à "réorienter le destin" du pays après la crise politique qui a vu la destitution mercredi de son prédécesseur Pedro Castillo.

"Je crois que c'est une opportunité pour réorienter le pays", a-t-elle déclaré jeudi depuis le Palais du gouvernement à Lima, dans sa première déclaration à la presse en tant que présidente.

Mme Boluarte, qui a prêté serment pour achever le mandat de M. Castillo (2021-2026), a indiqué qu'elle était consciente du fait que certains appelleraient à des élections anticipées, mais qu'elle consulterait "toutes les organisations" plus tard pour évaluer les alternatives qui pourraient "réorienter le destin du pays".

Après avoir prêté serment, Dina Boluarte a demandé au Congrès une "trêve politique" pendant son mandat et s'est engagée à lancer une campagne contre la corruption.

L'ex-président Pedro Castillo demande l'asile au Mexique

L'ex-président du Pérou Pedro Castillo, destitué et placé en détention provisoire, a fait une demande officielle d'asile au Mexique, qui consulte le gouvernement péruvien, a annoncé jeudi le ministre mexicain des Affaires étrangères Marcelo Ebrard.

Poursuivi pour "rébellion" et "conspiration", M. Castillo a transmis sa demande à l'ambassade du Mexique à Lima dans la nuit de mercredi à jeudi, a indiqué M. Ebrard en reprenant sur Twitter la lettre de l'avocat de l'ancien président.

Me Victor Perez affirme que l'ex-président est victime d'une "persécution infondée d'organes de justice qui ont pris un caractère politique". Le Mexique a alors entamé des "consultations devant les autorités péruviennes", selon M. Ebrard. L'ambassadeur du Mexique à Lima, Pablo Monroy, a pu s'entretenir avec Pedro Castillo depuis son lieu de détention dans une base de la police à Lima, a ajouté le ministre.

"Il l'a trouvé bien physiquement et en compagnie de son avocat".

Plus tôt dans la matinée, le président mexicain Andres Manuel Lopez Obrador avait indiqué que Pedro Castillo l'avait appelé pour demander l'asile au Mexique.

ETATS UNIS Premier vote au Congrès pour 10 milliards d'aide militaire et de ventes d'armes à Taiwan

La Chambre américaine des représentants a adopté jeudi un projet de loi qui prévoit 10 milliards de dollars d'aide militaire et de ventes d'armes à Taiwan. Cette enveloppe est comprise dans le budget américain de la défense de 2023, et doit désormais être approuvée par le Sénat.

Elle "renforcera considérablement le partenariat de défense des Etats-Unis avec Taiwan", a assuré le chef de la commission des Affaires étrangères du Sénat, Bob Menendez. Ce texte, qui risque de provoquer l'ire de Pékin, est le fruit de longues tractations. Une version précédente du texte prévoyait autre que d'accorder à l'île le statut d'"allié majeur hors Otan". Il marque malgré tout un rapprochement significatif entre les Etats-Unis et Taiwan, à l'heure où les relations entre Pékin et Washington sont à leur plus bas depuis des décennies.

11E FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINÉMA D'ALGER (FICA) Projection du long métrage "Argu"

Le long métrage algérien "Argu" (rêve) de son réalisateur Omar Belkacemi a été projeté, jeudi soir à la salle Ibn Zeydoun (Alger) dans le cadre de la compétition officielle du 11e Festival international du cinéma d'Alger (Fica) dédié au film engagé.



D'une durée de 97 minutes, le film raconte la vie de "Koukou", un jeune paysan kabyle, un bohémien en marge de la société en raison de sa personnalité hors norme, que "Tadjmaat" (les notables du village), l'imam et son propre père tentent d'approivoiser pour lui mettre des limites et museler sa liberté.

Rêveur, mélomane et galant avec les femmes de son village, Koukou est rejeté par les siens à l'exception de son frère "Mahmoud", amateur de poésie et de philosophie qui abomine l'injustice et

les coutumes révolues. Coproduit en 2021 par le Centre algérien de développement du cinéma (CADC) et l'agence "Visuel", le film a obtenu plusieurs distinctions dont "le prix de l'université africaine de la critique cinématographique" à l'occasion des 32e Journées cinématographiques de Carthage (Tunis).

Né en 1970, Omar Belkacemi a étudié le cinéma en Tunisie puis participé comme assistant réalisateur dans nombre de films avant de réaliser son pre-

mier court-métrage "Dihia" (2010), puis "El Moudja" (2015) et son premier long métrage "Argu".

Le 11e FICA se poursuit jusqu'au 10 décembre, avec 25 films en compétition sur une soixantaine de films de différents pays, participant à cette édition qui focalise sur les questions de la résistance de la femme et de l'environnement, ainsi que des focus thématiques dédiés à la mémoire et à l'histoire programmés en marge de la projection des films en compétition.

Le cinéma féminin et la condition sociale de la femme en question

Le cinéma réalisé par des femmes qui traitent de la condition féminine dans les pays arabes et d'Afrique a été débattu jeudi à Alger à travers des regards croisés de cinéastes algériennes et étrangères qui ont partagé leurs expériences individuelles dans le 7e art.

Accueillie à l'Auditorium du Palais de la culture dans le cadre du 11e Festival international du cinéma d'Alger, dédié au film engagé (Fica, 2-10 décembre), la rencontre a permis d'exposer des expériences individuelles dans le cinéma dédié au combat des femmes et à la condition féminine dans les pays du continent notamment.

Prenant la parole, la ci-

néaste burkinabée Kady Tarroré, qui présentait son film "La soeur de quelqu'un", a expliqué que réaliser un film sur la condition de la femme dans son pays était une manière de "se parler à soi-même", notant que le 7e art constitue une "thérapie" pour les femmes victimes de violences.

Pour sa part, Ludmila Akkache, a souligné que le 7e art constitue un moyen pour dénoncer les violences à l'égard de femmes, présentant à ce titre son court métrage "Usure", réalisé dans le cadre d'un atelier, et qui se focalise sur l'accompagnement des femmes victimes de violences à travers un portrait de 22mn d'une militante féministe.

La réalisatrice Myriam Kellou, est revenue, quant à elle, sur son expérience dans le cinéma à travers son long métrage documentaire "A Mansourah, tu nous a séparés", qui a été projeté dans le focus "Femmes" et qui retrace une quête mémorielle à la recherche de témoignages sur des faits dévolus dans un village en Algérie pendant la colonisation française.

Pour sa part le réalisateur Bella Attia brise le silence des femmes victimes de viol dans son court métrage "Fella" pour dénoncer ce qu'elles subissent en silence, alors que la réalisatrice palestinienne Dina Amin proposait son film "Feuilles de vignes" qui revient sur le

quotidien des Palestiniens et leur résistance de tous les jours, à travers le portrait de sa grand-mère, syrienne qui s'est installée à El Ouds occupée, et qui ne peut plus revoir les siens.

Des focus thématiques dédiés aux cinémas de la résistance et de l'environnement sont programmés en marge de la projection de films en compétition au 11e Fica qui rend hommage à la fondation "Shashat" (Ecrans), une organisation palestinienne indépendante créée en 2005 pour soutenir le cinéma réalisé par les femmes.

Le Festival international du cinéma d'Alger se poursuit jusqu'au 10 décembre, avec la projection de 60 films dont 25 en compétition.

TAMANRASSET L'importance des médias de proximité dans la transmission d'une information exacte

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani a mis en avant, vendredi depuis Tamanrasset, l'importance des médias de proximité dans la transmission d'une information exacte au récepteur.

Intervenant sur les ondes de la Radio algérienne, dans le cadre du dernier jour de sa visite de travail dans la wilaya de Tamanrasset, M. Bouslimani a affirmé que "les médias de proximité revêtent une importance majeure dans la transmission d'une information exacte au récepteur, dans le cadre de la consécration de ce droit".

"Le Gouvernement accorde un intérêt particulier à ce volet, conformément aux orientations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a-t-il poursuivi.

La Radio contribue grandement à la réalisation de cette démarche, étant l'un des principaux médias de proximité de grande diffusion, a souligné le ministre, rappelant l'ouverture de bureaux de la Radio nationale dans les nouvelles wilayas, en attendant la création des stations de radio de proximité régionales pour garantir le droit du citoyen à l'information.

L'Etat a mobilisé de grands moyens au profit des médias nationaux en vue de les rapprocher du citoyen, afin de lui assurer l'accès à une information instantanée et fiable et lui permettre ainsi de suivre le développement national et local, a-t-il précisé.

Le ministre a salué à l'occasion les réalisations de la presse nationale qui a démontré ses compétences, à travers son accompagnement, avec professionnalisme, de plusieurs manifestations et événements, dont les Jeux méditerranéens et le Sommet arabe, ce qui prouve, a-t-il dit, la capacité de la presse nationale à relever le défi.

M. Bouslimani a insisté sur l'importance de transmettre une information exacte au citoyen sur les dossiers du développement, affirmant que l'objectif de ces sessions de formation est d'améliorer les capacités des journalistes pour une meilleure adhésion à la démarche de l'information institutionnelle souhaitée.

Lors de sa visite à cette institution médiatique, le ministre a écouté un exposé détaillé sur ses activités d'information, les horaires de diffusion, ses divers programmes et les efforts de l'équipe d'information de cette wilaya transfrontalière.

Pour rappel, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani avait donné, jeudi à l'université Hadj Moussa Akhamouk, le coup d'envoi de la 2ème session de formation sur la communication institutionnelle, au profit des journalistes de la presse publique dans les wilayas de Tamanrasset, Illizi, In Guezam, In Salah et Djanet ainsi qu'aux responsables des cellules de communication de ces wilayas.

USA Les salariés du "New York Times" en grève

Plus d'un millier de salariés du quotidien américain "The New York Times" ont commencé une grève jeudi à minuit pour un conflit sur les salaires, une première pour le journal depuis 40 ans, selon leur syndicat.

Des journalistes et autres employés du journal ont décidé de cesser le travail pour 24 heures après l'échec de négociations sur les salaires et la convention collective, selon le syndicat de la presse NewsGuild of New York.

D'après cette organisation, l'un des points de contentieux figure dans le refus de la direction du New York Times d'augmenter les salaires dans un contexte national et mondial de poussée de l'inflation.

"Plus de 1.100 travailleurs du New York Times ont dorénavant cessé le travail, une première de cette ampleur en quatre décennies", a annoncé sur Twitter l'organisation syndicale. Le mouvement ne devrait pas empêcher la parution du quotidien vendredi.

Un article paru sur le site du New York Times précise que "pendant le débrayage, les employés non syndiqués de la salle de rédaction seront en grande partie responsables de la production des informations".

Une manifestation devant le siège du journal, au cœur de Man hattan, était prévue vers 13h00 (18h00 GMT). Une porte-parole du journal a indiqué dans un communiqué que les négociations salariales n'avaient pas échoué et qu'il était "décevant que (les employés) en viennent à des actions extrêmes alors que nous ne sommes pas dans une impasse".

APS

ANNABA

Des pièces théâtrales et des ateliers de formation à l'ouverture des journées nationales du monodrame

Les journées nationales du monodrame, ouvertes jeudi, à Annaba, ont donné lieu à des représentations théâtrales et la tenue d'ateliers de formation dans les métiers du 4ème art, en présence des adhérents des maisons de jeunes et d'amateurs.

Cette manifestation initiée par l'association culturelle "Ajrass" sous l'égide de la maison de la culture et des arts de la wilaya d'Annaba, a été inaugurée par l'ouverture de deux ateliers de formation aux arts dramatiques, au profit de jeunes amateurs qui s'essayent à l'écriture, la mise en scène et l'interprétation, animés par des professionnels du théâtre régional Azzéline Medjoubi et la maison

de la culture Mohamed Boudiaf. La première journée a donné lieu également à la présentation de deux pièces en compétition, intitulées respectivement, "Salihia oua alf tekliha", de l'association "Basma" de Tébessa, et "Albahi aani edat" de la metteure en scène Amina Bouyounés d'Annaba. Les journées du monodrame sont organisées en coordination avec l'association "El Chihab" des arts dramatiques de la wilaya d'Annaba, la maison de la culture Mohamed Boudiaf et le théâtre régional Azzéline Medjoubi, a déclaré à l'APS le président de l'association "El Chihab" M. Samy Ghriiss, lors de l'ouverture de la manifestation, il a ajouté que le but fixé est

de "susciter la compétitivité parmi les jeunes créateurs, découvrir de nouveaux talents et les accompagner pour la meilleure progression".

Le programme des journées du monodrame prévoit des représentations qui traitent de sujets sociaux divers, il s'agit entre autres des pièces "Anna oual baaouda" mise en scène par Mustapha Louri de Saïda, "Hafila tassir 2" mise en scène par Tarek Nasri de Skikda et "Winek ya Ali" mise en scène par Mustapha Djedid de Sidi Belabbès. Cette manifestation culturelle de trois jours, se déroule sur les scènes du théâtre régional Azzéline Medjoubi et de la maison de la culture Mohamed Boudiaf.

EDUCATION

500.000 exemplaires du manuel scolaire téléchargés sur les tablettes numériques

Le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belaabed, a annoncé jeudi à Alger que 500.000 exemplaires du manuel scolaire ont été téléchargés à ce jour sur les tablettes numériques par les parents d'élèves.

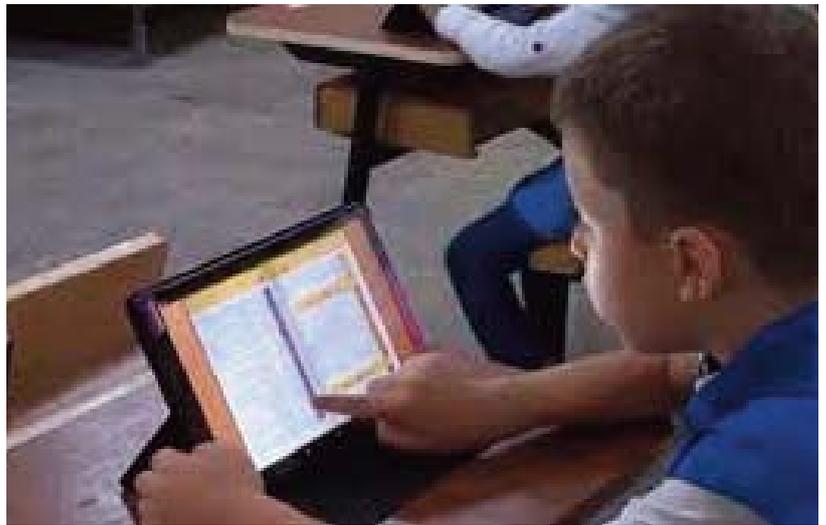
Lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN) consacrée aux questions orales, M. Belaabed a souligné que le ministère "a enregistré le téléchargement d'un demi-million d'exemplaires du manuel scolaire par les parents d'élèves, ce qui signifie qu'un demi-million d'élèves ont acquis, à ce jour, la tablette électronique".

Il a rappelé par la même occasion "l'équipement de 1629 établissements éducatifs en tablettes électroniques dans le cadre des mesures prises par le secteur au titre de la présente saison scolaire", estimant que "le téléchargement d'autant d'exemplaires du manuel scolaire sur les tablettes électro-

niques est de nature à appuyer les efforts de l'Etat en termes d'équipement des écoles en tablettes numériques".

Le ministère s'attelle actuellement, en coopération avec l'Office national de l'enseignement et de la formation à distance (ONEFD), "à préparer des leçons numériques pour leur utilisation au moment opportun".

Par ailleurs, M. Belaabed a indiqué qu'il sera procédé "à une révision intégrale des programmes d'enseignement, avec la participation d'experts et de spécialistes et toutes les parties concernées", ajoutant que le ministère "consacrera le temps qu'il faudra à cette question".



RÉGULATION DES RÉSEAUX SOCIAUX L'ONU pour des règles communes

La communauté internationale, et non des hommes d'affaires comme le nouveau propriétaire de Twitter Elon Musk, devrait déterminer la manière de gérer les réseaux sociaux, a déclaré jeudi le président du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

"Qui va tenir la barre dans la zone grise entre le bien et le mal dans les réseaux sociaux ?", s'est interrogé Fe-

derico Villegas devant les journalistes à Genève.

"Qui va décider ? Elon Musk ?", a-t-il poursuivi, plaidant pour que le Conseil des droits de l'homme puisse fournir des règles communes aux réseaux sociaux, notamment concernant les limites de la liberté d'expression.

"Cela devrait-il être à un entrepreneur privé de décider de ce qui est dan-

gereux et incite à la violence et à la haine ?", a demandé le diplomate argentin, dont le successeur doit être désigné vendredi. Le milliardaire prônait depuis son arrivée à la tête de la plateforme en octobre une vision absolue de la liberté d'expression, estimant que cette dernière ne devait connaître pratiquement aucune limite.

APS



PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
 Centre universitaire de Tindouf
 NIF: 415020000370019

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément à la disposition de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Le Directeur de centre universitaire de Tindouf informe les établissements ayant participé à l'appel d'offre ouvert avec exigence de capacités minimale N° 01/C.U.A.K.T/2022 l'installation du Réseaux Intranet et Internet au Niveau du Centre Universitaire Ali-Kafi de Tindouf. Selon les critères d'évaluation est attribué provisoirement comme suite :

PROJET	FOURNISSEUR	Numéro d'identification fiscale	Montant en TTC DA	Montant après correction en TTC DA	Délai	NOTE GLOBALE	OBS
L'installation Du Réseaux Intranet et Internet au Niveau du Centre Universitaire Ali-Kafi de Tindouf.	SARL GEOXAL	001616104302364	36.700.968,50	36.700.968,50	50 jours	93	Meilleur offre

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 règlement des marchés publics Les soumissionnaire participant à cet avis sont invités à se rapprocher de service de suivi des programme des construction et équipement du centre universitaire Ali-kafi Tindouf pour prendre connaissance des résultats d'évaluation de leurs offre techniques et financières.

DK NEWS

Anep : 2216024292 du 11/12/2022

WILAYA DE MEDEA
 DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS
 SERVICE DE L'ADMINISTRATION ET DES MOYENS
 NIF : 0991 2601 9 0002 38

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

--- AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ ---

Conformément à la disposition de l'article 65 Alinéa 2 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, la Direction des Travaux Publics de la Wilaya de Médéa, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'Avis d'appel d'offre ouvert avec exigences de capacités minimales N° 18/2022

Dans le cadre du programme Entretien des CC année 2021.

Qu'à l'issue de l'évaluation des offres, le marché est attribué provisoirement à l'entreprise suivante :

Intitulé du projet	Soumissionnaire attributaire	Nif du soumissionnaire	Note technique	Montant en TTC	Délais	Observation
Lot 12 : Entretien du CC reliant entre fraction guetatech et la limite de la commune sidi rabie sur 0.9kms	SARL EL MICHKAT TRAVAUX PUBLICS	0007260342976 94	70 Pts	10 712 618.00 DA	02 Mois	Offre moins disante

Conformément aux dispositions de l'article 82 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics, les soumissionnaires qui contestent le choix opéré, peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés compétente dans un délai de 10 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP.

Les soumissionnaires non retenus et intéressés à prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières peuvent se rapprocher de la Direction des Travaux Publics de la wilaya de Médéa au plus tard trois (03) jours à compter du premier jour de la parution du présent avis

DK NEWS

Anep : 2216024411 du 11/12/2022

GOLF / OPEN NATIONAL "9 TROUS" Victoire de Seif-Eddine Zerzour

Le golfeur algérien Seif-Eddine Zerzour a remporté l'Open National "9 trous", disputé samedi à Dély Brahim (Alger) en présence de dix athlètes, alors que les organisateurs s'attendaient initialement à la participation de 45 golfeurs, affiliés à la fédération.



Il s'agit du premier événement sportif de la saison 2022-2023, coïncidant en outre avec la commémoration des manifestations du 11 décembre 1960. Sur le podium, Zerzour a devancé respectivement Othmane Lakri (2e) et Mohamed Lourari (3e), alors que la compétition s'est déroulée dans des conditions loin d'être optimales, particulièrement à cause du vent et d'importantes chutes de pluie.

Ce sont justement "ces mauvaises conditions climatiques qui ont dissuadé les autres golfeurs de prendre part à la compétition",

a expliqué à l'APS l'entraîneur national Rabah Djamel, considérant toutefois que "malgré tout, Zerzour a montré un bon niveau, qui lui permis de dominer les débats". Non sans regrets, Rabah Djamel a reconnu que "le niveau du golf algérien a beaucoup régressé au cours des dernières années, à tel point qu'il lui sera difficile de rivaliser sur le plan international, y compris avec certaines nations arabes, comme la Tunisie, le Qatar, le Koweït et les Emirats arabes unis, qui à l'inverse ont connu une importante progression ces derniers temps"

a-t-il souligné. Interrogé à propos de l'absence de l'Algérie aux derniers championnats arabes de golf, disputés la semaine passée en Tunisie, l'entraîneur national a répondu que "c'était un désengagement volontaire. "On aurait voulu participer à ce rendez-vous, mais notre équipe n'était pas prête, et même si elle l'était, il faut reconnaître que son niveau est bien loin de celui des autres nations. Donc, dans ces conditions, il n'aurait servi à rien de s'engager" a-t-il encore regretté.

BOXE/GOLDEN BELT SERIES

Douze médailles dont 5 en or, l'Algérie sacrée à Guadalajara

La sélection algérienne de boxe, avec douze médailles (5 or, 5 argent et 2 en bronze), a été sacrée au Tournoi international de la Golden Belt Series, la première compétition inscrite au programme de la "World Boxing Tour", vendredi à Guadalajara en Mexique. Les cinq médailles d'or ont été décrochées par Jughurta Ait Beka (-63 kg) qui a dominé le Marocain Abdelhak Nadir, alors que son compatriote Kadi Mourad (+92 kg) a pris le dessus sur l'Autrichien Hagag Ahmed. Meziane Mohamed El

Amine (-51 kg) a battu le Marocain Said Mortaji. Chez les dames, Imane Khelif (-66 kg), élue meilleure boxeuse du tournoi, n'a laissé aucune chance à son adversaire du jour, la Mexicaine Cruz Sandoval Brianda, qui a du abandonner avant la fin du combat. De son côté, Boualem Roumaïssa (-50 kg) a battu la Mexicaine Gomez Galicia Ingrid Alexa. Par ailleurs, Khelif Hadjila (-60 kg), Chaïb Ichrak (-70 kg), Younes Nemouchi (-80 kg), Yaïche Youcef-Islam (-71 kg) et Hichem Maouche (-57 kg) se

contentés de la médaille d'argent.

La World Boxing Tour vise à établir un système de compétition unifié, qui offrira de nouvelles opportunités cohérentes aux boxeurs, et avec des normes toujours élevées.

Les tournois du Tour permettront aux boxeurs de s'affronter plus régulièrement contre leurs homologues de différents continents, améliorant ainsi les niveaux de compétence et l'expérience globale. Les tournois du Tour contribueront au nouveau sys-

tème de classement IBA, qui permettra aux boxeurs de collecter des points précieux à chaque tournoi. Ces points permettront de définir non seulement les boxeurs les plus titrés à la fin de l'année, mais aussi les fédérations nationales les plus titrées, ayant généré les meilleurs résultats tout au long de la saison. La World Boxing Tour est composée d'une série de tournois classés en quatre catégories : les tournois Diamond Belt, Golden Belt, Silver Belt et Bronze Belt.

BOXE/CLASSEMENT MONDIAL DE L'IBA

L'Algérie au 19^e rang (IBA)

La sélection algérienne (messieurs/dames) de boxe s'est hissée au 19^e rang mondial, avec un ratio de 19.100 points, suivant le dernier Ranking de la Fédération internationale de la discipline (IBA). Une belle ascension, qui place l'Algérie en tête des sélections africaines et arabes, devant le Maroc (2e/10.700 pts) et l'Egypte (3e/5100 pts), au moment où la

Jordanie atterrit au pied du podium (4e/2400 pts). Ce sont les Etats-Unis d'Amérique qui dominent ce classement mondial "par équipes", avec un total de 34.950 points, devant la Turquie (2e/31.650 pts) et le Brésil (3e/27.500). Sur le plan individuel, Imane Khelif (-63 kg) et Ichrak Chaïb (-66 kg) se sont hissées au deuxième rang mondial dans

leurs catégories de poids, avec respectivement 2900 et 2500 points. Chez les messieurs, le meilleur algérien est Jugurta Aït Beka (67 kg), qui pointe actuellement au 10^e rang, avec un ratio de 1200 points, alors que Yahia Abdelli (63,5 kg) et Youcef Islam (71 kg) sont 15^es dans leurs catégories de poids, avec respectivement 900 et 700 points.

LIGUE ORANAISE DE TENNIS Vers la mise en place d'un directoire

Un directoire devrait être mis en place pour gérer les affaires de la Ligue oranaise de tennis jusqu'à la fin du mandat olympique après l'échec de l'assemblée générale de cette instance à élire un nouveau président en remplacement de Houari Ramdani, destitué de son poste, a-t-on appris samedi de la commission de candidatures.

Le président de cette commission, Djemai Tedjini, a fait savoir à l'APS que "faute de candidats pour la présidence de la Ligue oranaise, une proposition de mise en place d'un directoire pour gérer les affaires de cette structure a été faite à la direction locale de la jeunesse et des sports qui devrait trancher dans les prochains jours".

Cette proposition est intervenue après avoir constaté l'absence de candidats à la présidence de la Ligue, causant une situation de blocage au sein de cette instance qui dure depuis près de deux mois, soit depuis le retrait de confiance au désormais ex-président de la Ligue Houari Ramdani, a précisé le même responsable. Le 26 octobre dernier, une assemblée générale extraordinaire (AGEx) a été organisée sur demande de la majorité de ses membres ayant débouché sur le retrait de leur confiance au président actuel de leur instance, élu en février 2021. Cette assemblée a été décidée pour dépasser "la situation de blocage" dans laquelle se trouve la Ligue en question suite à la démission de deux membres du bureau exécutif, que présidait Houari Ramdani, et l'échec de ce dernier à les faire remplacer au cours de deux précédentes assemblées générales extraordinaires, rappelle-t-on. Selon le président de la commission de candidatures, les nouvelles lois érigées par le ministère de la jeunesse et des sports ayant trait aux critères exigés pour les candidats aux postes de responsabilité des différentes instances sportives, dont la nécessité de disposer d'un niveau universitaire, a été pour beaucoup dans l'absence des candidats à la présidence de la Ligue.

Les membres de l'AGEx, qui ont tenu, jeudi dernier, une nouvelle session en vain, ont, en outre, proposé Tedjini Djemai, l'ex-président de la même Ligue, pour présider le directoire qu'ils souhaitent mettre en place, selon l'intéressé qui a tiré la sonnette d'alarme "quant à la situation chaotique" prévalant dans le tennis oranais, jadis la fierté du sport dans la région, a-t-il regretté.

La ville d'Oran dispose désormais d'un complexe de tennis aux normes internationales après la réhabilitation du club de tennis de «Haï Essalem» (ex-Saint-Hubert) à l'occasion des Jeux méditerranéens tenus l'été dernier dans la capitale de l'ouest du pays. Le complexe en question qui permet à Oran de prétendre devenir un véritable pôle de développement de la discipline. Mais pour atteindre cet objectif, il appartient à la famille du tennis à Oran, une ville qui a enfanté par le passé plusieurs champions de la discipline, «d'avoir une Ligue forte et compétente pour exploiter à bon escient les nouvelles infrastructures en place», a-t-il conseillé.

CYCLISME

L'Algérienne Nesrine Houili rejoint l'équipe allemande Canyon-SRAM (Fédération)

La Fédération algérienne de cyclisme (FAC) a annoncé vendredi que la jeune internationale Nesrine Houili (19 ans) a officiellement rejoint l'équipe féminine allemande, Canyon SRAM, mais sans dévoiler la durée de son contrat, ou les modalités de son transfert.

Issue de l'équipe T-Mobile, la Canyon-SRAM a été créée en 2002, et elle a déjà porté différents noms au cours de son histoire, notamment : High-Road, Columbia, Columbia-Highroad, Columbia-HTC, HTC-Highroad et Specialized-Lululemon. Houili avait entamé sa carrière à

l'âge de 13 ans, dans le club de sa ville natale, le Nasr Tlélat, avant de rejoindre l'AS Naftal Oran, en 2019, sous la direction du coach Mohamed Bessayeh. Elle compte déjà plusieurs titres continentaux et arabes à son actif, qui lui ont permis de se hisser en tête du classement U23 de la Confédération africaine de cyclisme, avec un ratio de 250 points. La jeune Oranaise a également bénéficié de plusieurs stages de formation à l'étranger, notamment dans la ville suisse d'Aigle, au sein d'un Centre spécialisé de la Fédération Internationale de Cyclisme (UCI).

SPORT - TOUR CYCLISTE DE GHARDAÏA (1^{RE} ÉTAPE)

Victoire d'El Khassib Sassane

Le coureur cycliste El Khassib Sassane a remporté la première étape, de la première édition, du Tour de Gharadaïa, disputée vendredi, sur une distance de 112 kilomètres, entre El Guerrara et Gharadaïa. Il a bouclé la distance en trois heures vingt-huit minutes et dix-huit secondes, devançant ainsi Ayoub Sahiri, entré en deuxième position, alors que Hamza Amari a complété le podium. Chez les juniors, c'est le jeune international Abderrahmane Kessir qui l'a emporté, en trois heures, vingt-neuf minutes et neuf secondes, devant ses équipiers en sélection nationale, respectivement Ryad Bakhti et Nasr-Allah Semiani. Les six athlètes suscités ont fait partie d'un peloton de onze cyclistes, qui s'étaient détachés des autres concurrents à environ dix kilomètres de la ligne d'arrivée.

Au total, 76 cyclistes, dont vingt juniors, ont pris part à cette première étape de la première édition du tour cycliste de Gharadaïa, qui selon la direction technique nationale (DTN), servira de préparation, en prévision des Championnats arabes, prévus du 18 au 27 décembre courant. La deuxième étape est prévue samedi, également entre Guerrara et Gharadaïa, en passant par Berriane, sur une distance de 167 kilomètres, avant de laisser place à la troisième et dernière étape, prévue dimanche, sous forme d'un contre-la-montre individuel de 14 kilomètres, aussi bien pour les juniors que pour les seniors.

HAND - CHAMPIONNATS NATIONAUX (MESSIEURS ET DAMES)

Le coup d'envoi de la saison décalé au 30 décembre (Fédération)

Le coup d'envoi des Championnats nationaux de handball, Excellence (messieurs et dames) de la saison 2022-2023, prévu initialement les 16 et 17 décembre, a été décalé aux 30 et 31 du même mois, a annoncé jeudi soir la Fédération algérienne de la discipline (FAHB). L'instance fédérale, a également convoqué une assemblée générale extraordinaire le 24 décembre pour l'approbation de la nouvelle formule de compétition des deux championnats en question. Concernant les Championnats de Nationale Une (messieurs et dames), la reprise de la compétition a été programmée pour les 6 et 7 janvier 2023. Outre ces décisions, les membres du bureau fédéral de la FAHB, présidé par Karima Taleb, ont fixé aux 16 et 17 décembre le début des éliminatoires de la Coupe d'Algérie 2021-2022 (messieurs et dames), suivis des quarts de finale de l'épreuve les 23 et 24 décembre. Avant le coup d'envoi de la saison, les techniciens de la petite balle sont convoqués le 15 décembre pour un collège technique national. Pour rappel, l'ES Ain Touta (messieurs) et le HBC El-Biar (dames) sont les champions d'Algérie de handball de la saison 2021-2022.

CHAN-2022 (PRÉPARATION) Le Sénégal et la Mauritanie au programme de la sélection A'

L'équipe nationale A', composée de joueurs locaux, disputera deux matchs amicaux : le 14 décembre face à la Mauritanie au stade Miloud Hadefi d'Oran (20h00) et le 17 décembre contre le Sénégal au nouveau stade de Baraki, à huis clos, à indiqué samedi la Fédération algérienne (FAF) dans un communiqué sur son site officiel.

L'organisation des deux rencontres intervient dans le cadre d'un stage préparatoire prévu du 11 au 18 décembre à Alger, en vue du Championnat d'Afrique des nations CHAN-2022 (reporté à 2023, NDLR) prévu en Algérie (13 janvier-4 février).

Les joueurs du sélectionneur national Madjid Bougherra ont effectué en novembre un stage de deux semaines aux Emirats arabes unis, avec au menu trois matchs amicaux contre la Syrie (1-0), la Sierra-Leone (3-0), et le Koweït (défaite 1-0).

Lors du CHAN, l'Algérie évoluera dans le groupe A, domicilié au stade de Baraki, en compagnie de la Libye, de l'Ethiopie et du Mozambique. Les Algériens entameront le tournoi le



vendredi 13 janvier face à la Libye (17h00). Pour rappel, les 18 pays participant à cette compétition

ont été scindés en trois groupes de quatre et deux groupes de trois. Les deux premiers des groupes A,

B, et C, ainsi que les premiers des groupes D et E se qualifieront pour les quarts de finale.

JUSTICE

Coup d'envoi samedi de la 10e édition de la coupe d'Algérie de football des détenus

Le coup d'envoi de la 10e édition de la coupe d'Algérie de football des détenus est prévu samedi à l'Etablissement pénitentiaire de Koléa (Tipasa), a indiqué vendredi un communiqué du ministère de la Justice.

"Le Directeur général de l'administration pénitentiaire et de la réinsertion, Saïd Zreb donnera, ce samedi, le coup d'envoi de la 10e édition de la coupe d'Algérie de football des détenus à l'Etablissement pénitentiaire de Koléa, et ce

à l'occasion de la journée internationale des droits de l'Homme et de la commémoration des manifestations du 11 décembre 1961", a précisé le communiqué.

"La coupe d'Algérie de football des détenus sera clôturée le 12 janvier prochain, à l'occasion de la célébration du nouvel an amazigh (Yennayer)", ajoute le communiqué. Ce tournoi est organisé en collaboration avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, dans le cadre de l'application de la conven-

tion signée le 15 janvier 2019, entre les ministères des Sports et de la Justice portant organisation et promotion de la pratique sportive et physique ainsi que des activités des jeunes en milieu pénitentiaire", selon la même source.

Vingt-quatre (24) équipes de différents établissements pénitentiaires participeront à ce tournoi organisé avec le concours de l'association "Ouled El Houma" actif dans le domaine de la réinsertion des détenus.

CLASSEMENT FIFA (DAMES)

L'Algérie termine l'année à la 80e place

L'équipe nationale féminine de football a terminé l'année 2022 à la 80e place, au dernier classement mondial de la Fédération internationale (Fifa), dévoilé vendredi sur son site officiel.

Sur le plan continental, l'Algérie a préservé la 9e position, derrière le Nigeria (45e mondial), l'Afrique du Sud (54e), le Cameroun (58e), le Ghana (59e), la Côte d'Ivoire (65e/-1), la Guinée équatoriale (72e), le Maroc (76e), et la Tunisie (78e). La sélection algérienne féminine n'a plus joué de match officiel depuis le mois de février dernier et la double confrontation face à l'Afrique du Sud (aller: 2-0, retour: 1-1) comptant pour le deuxième et dernier tour des qualifications de la CAN 2022, dont la phase finale s'était déroulée en juillet dernier.

"48 matches internationaux ont été disputés



côté femmes depuis le mois d'octobre 2022. Et des changements significatifs sont à noter au classement féminin de décembre.

Certes le leader reste inchangé: les Etats-Unis (1ers) conservent le trône qu'ils occupent depuis 2017.

Mais l'écart sur leur premier poursuivant, l'Allemagne (2e/+1), s'amenuise. Il faut dire

que les USA ont perdu trois de leurs quatre dernières rencontres, dont une face à leur nouveau dauphin (1-2).

La Suède (3e/-1) recule d'un cran et tombe à la troisième place du podium.

Elle devance l'Angleterre (4e) et la France (5e). De son côté, le Canada (6e/+1) se rapproche du Top 5, tandis que l'Espagne (7e/-1) s'en éloigne

un peu", a expliqué la Fifa. Le classement de décembre 2022 compte 187 associations membres, sachant que la Fifa en regroupe 211. "Jamais une année civile ne s'est achevée avec autant d'équipes dans la hiérarchie mondiale", conclut la même source. La prochaine édition du classement mondial féminin sera publiée le vendredi 24 mars 2023.

APS

LIGUE 1 MOBILIS (14^E JOURNÉE) Favorable au leader et à son dauphin, choc à Dar El-Beïda

La 14e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue dimanche, devrait être favorable au leader le CR Belouizdad et son dauphin le CS Constantine, hôtes respectivement de l'USM Khenchela et le MC El-Bayadh, alors que le MC Alger et l'ES Sétif s'affronteront dans une affiche indécise.

Le Chabab (1e, 27 pts), qui reste sur deux matchs nuls de suite dans les derbies face au MC Alger (0-0) et l'USM Alger (2-2), aura une belle occasion de renouer avec la gagne, à huis clos, et du coup conforter sa position en tête.

L'USMK (4e, 20 pts), quant à elle, traverse une zone de turbulences, après une lourde défaite à Larbaâ (5-1) et un nul à la maison face au NC Magra (1-1).

Le CSC (2e 26 pts), qui a mis fin mercredi à deux défaites de rang en l'emportant largement à domicile face à l'ASO Chlef (3-0), bénéficiera de la faveur des pronostics devant son public face au MC El-Bayadh (8e, 16 pts), vainqueur à la maison face à l'ESS (2-0).

Les gars d'El-Bayadh auront à cœur de créer la surprise à Constantine, mais leurs statistiques à l'extérieur ne plaident en leur faveur avec un triste bilan d'un point pris sur 18 possibles.

L'ES Sétif (3e, 22 pts), stoppée net dans son élan à El-Bayadh, enchaînera avec un autre déplacement, à Alger pour défier le MCA (6e, 19 pts), dans une belle affiche indécise et ouverte à tous les pronostics.

Le "Doyen", sèchement battu à Oran (3-0) par le MCO, va chercher à se racheter en l'absence de son public, suite à la sanction d'un match à huis clos infligée par la commission de discipline de la LFP.

De son côté, la JS Saoura (4e, 20 pts), qui reste sur un revers essuyé à Alger face au Paradou AC (2-1), abordera la réception du MC Oran (8e, 16 pts) avec l'intention de relever la tête, et surtout se rapprocher du podium.

Les Hamraouas, quant à eux, se déplaceront à Béchar pour confirmer leur net succès face au MCA et rejoindre la première partie du tableau.

Auteur de trois nuls de suite, l'USM Alger (6e, 19 pts), sera en appel pour défier l'ASO Chlef (11e, 14 pts), qui fait du surplace après quatre matchs sans la moindre victoire en championnat.

Les Algérois qui ont réussi à grignoter 7 points sur 12 possibles en déplacement, seront capables de frapper un bon coup à Chlef, même si les locaux vont certainement jeter toutes leurs forces dans la bataille pour mettre fin à la période de disette. Le RC Arbaâ (10e, 15 pts), sèchement battu à Tizi-Ouzou par la JS Kabylie (4-0), n'aura, à priori, pas de difficultés pour venir à bout de la lanterne rouge le HB Chelghoum-Laïd (16e, 1 pt), qui a pratiquement mis un pied en Ligue 2 amateur. Dans le bas du tableau, deux rencontres à couteaux tirés seront au programme de cette journée : NC Magra (11e, 14 pts) - JS Kabylie (14e, 12 pts) et US Biskra (11e, 14 pts) - Paradou AC (14e, 12 pts), où le moindre faux pas pour l'une ou l'autre équipe serait difficile à digérer.

Le programme

Programme des rencontres de la 14e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévues dimanche :

ASO Chlef - USM Alger 15h00
CS Constantine - MC El-Bayadh 15h00
CR Belouizdad - USM Khenchela 15h00 Huis clos
NC Magra - JS Kabylie 15h00
RC Arbaâ - HB Chelghoum-Laïd 15h00
US Biskra - Paradou AC 15h00
MC Alger - ES Sétif 15h00 Huis clos
JS Saoura - MC Oran 17h00

Classement :	Pts	J
1). CR Belouizdad	27	11
2). CS Constantine	26	13
3). ES Sétif	22	13
4). JS Saoura	20	13
-). USM Khenchela	20	13
6). USM Alger	19	10
-). MC Alger	19	12
8). MC Oran	16	12
-). MC El-Bayadh	16	13
10). RC Arbaâ	15	11
11). US Biskra	14	11
-). NC Magra	14	13
-). ASO Chlef	14	13
14). JS Kabylie	12	12
-). Paradou AC	12	13
16). HBC-Laïd	1	13

LIGUE 2 Leader incontestable, l'ES Mostaganem confrontée à des soucis financiers

Le président de l'ES Mostaganem, Belkacem Benfriha, a indiqué, jeudi, que les soucis financiers du club l'oblige à tabler d'abord sur le maintien, malgré la bonne avance qu'il s'est procurée en tête du classement du groupe Centre-Ouest du championnat de Ligue deux de football.

"Certes, nous sommes en train de réaliser un parcours de premier ordre en caracolant en tête du classement de notre championnat.

Toutefois, notre objectif principal demeure le maintien, car la crise financière dans laquelle se débat le club risque de nous freiner dans notre élan", a déclaré, à l'APS, le premier responsable de l'ESM.

"Il y a de cela deux ou trois saisons, les mêmes problèmes financiers ont causé notre relégation en troisième palier, un sort que nous voulons éviter cette fois-ci.

Nous faisons en sorte d'assurer tôt notre maintien pour éviter toute mauvaise surprise en fin d'exercice", a-t-il ajouté.

Revenue cette saison en Ligue 2, l'Espérance a réussi un parcours sans faute depuis le début de cet exercice, en signant huit victoires contre un nul, et ce, après neuf journées.

Ces résultats ont permis aux protégés de l'entraîneur Bouziane Rahmani, en poste depuis l'intersaison, de dominer leur groupe après avoir collecté 25 points de 27 possibles.

L'équipe devance de cinq unités le dauphin, l'ES Ben Aknoun.

Elle est toujours en course en Coupe d'Algérie.



rie. Mais l'aspect financier demeure le principal souci du président Benfriha qui a déploré le retard accusé dans la réception de la subvention annuelle du club de la part de la direction locale de la jeunesse et des sports.

Il a indiqué n'avoir jusque-là bénéficié de deux aides seulement de l'ordre de 10 millions DA provenant des autorités communales et de la wilaya.

Une entrée d'argent qui s'avère insuffisante pour assurer un bon fonctionnement d'un club évoluant en deuxième palier, selon le même responsable.

Il a étayé ses dires par le déboursement de pas moins de 5 millions DA pour effectuer deux stages d'intersaison à Chlef et Oran.

Dans le même registre toujours, le patron de l'ESM a révélé que la première tranche des indemnités de signature des joueurs lui a valu, à elle seule, 20 millions DA au moment où la direction du club est dans l'obligation de prendre en charge les déplacements de ses équipes des différentes catégories d'âge.

"Nous faisons face à ces grosses dépenses grâce à la contribution de notre seul sponsor qui

faite office aussi de membre de notre bureau exécutif. Je suis persuadé que si notre club bénéficie de plus d'égards, nous aurons notre mot à dire. Notre wilaya, réputée pour être un pôle sportif et touristique, mérite d'être représentée parmi l'élite", a-t-il estimé.

L'ESM, qui a accueilli à Oran ses deux précédents adversaires en Coupe d'Algérie et en championnat en raison de la fermeture de son stade Mohamed-Bensaïd pour travaux de réfection de sa pelouse, rendra visite au WA Tlemcen (10e, 9 pts), samedi pour le compte de la 10e journée.

LIGUE 2 (GR. CENTRE-EST - 10E J) L'AS Khroub chute à Skikda, l'USM Annaba rejoint l'US Souf au 2^e rang

L'AS Khroub, leader du groupe Centre-Est de la Ligue 2 de football amateur, s'est faite surprendre par la JSM Skikda (0-1), alors que l'USM Annaba a fait chuter le dauphin l'US Souf (1-0) dans l'affiche de cette 10e journée de compétition, disputée vendredi.

En dépit de cette défaite en déplacement, l'AS Khroub (21 pts) conserve son fauteuil de leader avec trois points d'avance sur l'USM Annaba qui a rejoint son adversaire du jour, l'US Souf et le NRB Teleghama, vainqueur contre le CA Batna (2-1).

De son côté, la JSM Skikda (8 pts) qui décroche son deuxième succès de la saison, reste scotchée au 15e rang.

Cette 10e journée a également été marquée par la victoire en déplacement de l'E Sour Ghozlane devant l'IRB Ouargla (1-0). A la faveur de ce succès Sour Ghozlane reste accrochée au peloton de tête avec 17 points au compteur.

Dans l'autre affiche de cette journée, le MO Constantine (6e, 15 pts) à la JS Bordj Menaïel (7e, 14 pts) se sont quittés sur une score vierge (0-0), et restent en embuscade derrière le groupe de tête. Dans le milieu de tableau, l'US Chaouia (8e, 13 pts) est revenue avec le point du match nul de son périlleux déplacement chez l'IB Khemis El Khechna (11e, 11 pts), alors que l'USM El Harrach (8e) a décroché sa première victoire (1-0) sous la conduite de son nouvel entraîneur Mounir Zeghdoud, contre l'AS Ain M'lila (14e, 8 pts). La dernière rencontre de la poule Centre-Est, a enregistré la victoire (1-0) du MC El-Eulma (8e, 13 pts) contre la lanterne rouge HAMRA Annaba (3 pts).

Dans la poule Centre-Ouest, dont les rencontres sont programmées samedi (15h00), l'ES Mostaganem (1er, 25 pts) tentera de prolonger sa série d'invincibilité (8 victoires, 1 match nul) à l'occasion de son déplacement chez le WA Tlemcen (10e, 9 pts), formation en difficulté depuis le début de saison, alors que le dauphin de l'ESM, l'ES Ben Aknoun (2e, 20 pts) sera à l'épreuve de la JSM Tيارت (3e, 18 pts) dans une opposition équilibrée qui se jouera sans public.

Troisième ex aequo avec la JSMT, le MCB Oued Sly évoluera de son côté sur du velours en accueillant le MC Saïda (13e, 7 pts), avec la ferme ambition d'enchaîner avec une nouvelle victoire après celle obtenue à Médéa.

Dans le bas de tableau, l'opposition entre le RC Kouba (10e, 9 pts) et l'O Médéa (8e, 11 pts), sera une occasion pour les coéquipiers de Yahia Cherif d'enchaîner un second succès après celui obtenu u contre le GC Mascara, pour sortir de la zone de turbulences.

Mokhtar Assas nouvel entraîneur du GC Mascara

La direction du GC Mascara a annoncé samedi la nomination du technicien Mokhtar Assas au poste d'entraîneur en chef de son équipe pensionnaire de la Ligue deux de football.

Mokhtar Assas sera assisté par Khennata Hadj, comme premier entraîneur adjoint, et Seddiki Kada comme deuxième entraîneur adjoint, alors que Bougueche Hadj sera chargé de la préparation des gardiens de but, a fait savoir le club sur sa page officielle (facebook).

Cette nomination intervient après moins de deux semaines de la désignation de Mohamed Yesaad aux commandes techniques du "Ghali" qui s'est vite rétracté avant même de diriger la moindre séance d'entraînement des Vert et Blanc, rappelle-t-on.

Selon la même source, Mokhtar Assas a assisté à la dernière session de travail de sa nouvelle formation, vendredi en fin d'après-midi, soit la veille de la réception du RC Relizane pour le compte de la 10e journée du groupe Centre-Ouest.

Il était accompagné du président du club, Nasreddine Merabiha, souligne-t-on de même source. Le club phare de la ville de l'Emir Abdelkader traverse une conjoncture difficile ayant conduit au départ de l'entraîneur Aziz Abbas et la quasi-totalité de l'effectif pour n'avoir pas perçu leurs salaires.

Cette situation a obligé la direction à aligner une équipe composée essentiellement des joueurs de la réserve lors des précédents matchs, rappelle-t-on.

Avant la réception de la lanterne rouge, le RCR, le GCM occupe la 11e place avec 9 points, devançant de deux unités seulement le 14e et premier potentiel relégable, le MC Saïda.

LIGUE 1 MOBILIS (MC ALGER)

Hadj Redjem : "Confiance renouvelée à l'entraîneur Benzarti"

Le Président du Conseil d'administration de la SSPA/MC Alger (Ligue 1 algérienne de football) Mohamed Hakim Hadj Redjem, a renouvelé sa confiance à l'entraîneur tunisien Faouzi Benzarti, deux jours après la défaite en déplacement face au MC Oran (3-0), dans le cadre de la 13e journée du championnat, a-t-il indiqué vendredi.

"Benzarti est un technicien qui a prouvé sa valeur depuis plusieurs années, là où il est passé. C'est l'entraîneur idéal pour le MCA. Nous avons entièrement confiance en lui pour permettre à l'équipe de renouer avec les bons résultats dans les plus brefs délais, grâce à son expertise et son expérience", a déclaré le patron du "Doyen" sur les ondes de la radio nationale.

Au retour de la trêve de novembre, le MCA est en train de marquer le pas en alignant trois matchs sans victoire, se voyant reléguer à la 6e place en compagnie de son voisin l'USM Alger, avec 19 points chacun. Pour "combler les



insuffisances" de l'équipe, Hadj Redjem a indiqué que le club allait profiter du prochain mercato d'hiver pour "engager des joueurs selon les besoins définis par l'entraîneur". Par ailleurs, Mohamed Hakim Hadj Redjem, en poste depuis mars dernier en remplacement d'Amar Brahmia, a révélé qu'il avait songé "sérieusement" à démissionner après la débâcle d'Oran.

"Oui, j'ai sérieusement songé à démissionner après la défaite d'Oran, mais aussi au vu du rendement affiché par l'équipe. Je

suis finalement revenu sur ma décision, car il y a un bon effectif en place, qui a juste besoin de temps pour retrouver sa cohésion et son homogénéité".

Et de conclure : "Nous avons de bons jeunes joueurs qui travaillent avec sérieux et assiduité, je m'attends à une bonne réaction de leur part lors du prochain match".

Le MCA recevra dimanche l'ES Sétif au stade de Dar El-Beïda (15h00), en match prévu à huis clos, dans le cadre de la 14e journée du championnat de Ligue 1.

ATLETICO : LA PISTE LUIS ENRIQUE

Non reconduit sur le banc de l'Espagne après l'élimination contre le Maroc (0-0, 0-3 tab) en huitièmes de finale de la Coupe du monde 2022, Luis Enrique ne devrait pas manquer de sollicitations dans les prochains mois. Le désormais ex-sélectionneur espagnol possède d'ailleurs déjà une piste dans la péninsule ibérique puisque le quotidien AS évoque un intérêt de l'Atletico Madrid en cas de départ de Diego Simeone. Sous contrat jusqu'en 2024, l'Argentin se retrouve fragilisé par les résultats décevants des Colchoneros, 5es de Liga et éliminés dès la phase de poules de la Ligue des Champions.

BAYERN SAISON TERMINÉE POUR NEUER !

Quelques jours après l'élimination de l'Allemagne à la Coupe du monde 2022, le gardien Manuel Neuer (36 ans, 16 matchs toutes compétitions cette saison) a révélé ce samedi qu'il s'est fracturé la jambe droite alors qu'il était en vacances au ski. Le portier allemand précise que sa saison est d'ores et déjà terminée !

Une bien mauvaise nouvelle pour le Bayern Munich qui affrontera le Paris Saint-Germain en 8es de finale de la Ligue des Champions. Et une fin d'année vraiment désastreuse pour Neuer...

MANCHESTER UTD TEN HAG VOULAIT GARDER RONALDO

Plus de deux semaines après la rupture du contrat de Cristiano Ronaldo, Erik ten Hag s'est confié sur le départ du Portugais. Le manager de Manchester United, critiqué par l'attaquant dans son interview avec le journaliste Piers Morgan, a confirmé qu'il n'était plus possible de continuer avec CR7. Pourtant, le Néerlandais souhaitait poursuivre leur collaboration avant cette fameuse sortie médiatique.

"J'aime travailler avec des joueurs de classe mondiale, s'est expliqué le coach manucien. Je sais qu'ils peuvent faire la différence et vous aider à atteindre vos objectifs. Du premier jour jusqu'à maintenant, j'ai toujours voulu qu'il reste. J'ai tout fait pour l'intégrer à l'équipe parce que je valorise ses qualités. On voulait qu'il fasse partie de notre projet et qu'il y contribue parce que c'est un grand joueur et parce qu'il a une grande histoire." "Une prolongation de Ronaldo ? Je n'étais pas du tout contre. La saison dernière, il a marqué 24 buts. De quoi cette équipe a besoin ? On a besoin de buts. (...) Quand il est en forme, c'est un bon joueur et il pouvait nous aider à revenir et à atteindre nos objectifs, c'est clair. Mais il ne l'était pas", s'est défendu Ten Hag.



LIVERPOOL UN BAIL DE 6 ANS POUR BELLINGHAM ?

Liverpool s'impose comme le grand favori pour recruter le milieu de terrain du Borussia Dortmund, Jude Bellingham (19 ans, 22 matchs et 9 buts toutes compétitions cette saison), l'été prochain. Ce vendredi, le journaliste de Transfermarkt Nicolo Schira, confirme que les Reds disposent actuellement d'une belle avance sur la concurrence dans ce dossier.

Considéré comme la grande priorité de l'entraîneur Jürgen Klopp pour renforcer l'entrejeu des Reds, le joyau anglais pourrait ainsi signer un contrat de six ans. Un transfert clinquant en vue qui ne devrait pas, que ce soit pour Liverpool ou un autre club, se négocier à moins de 130 millions d'euros au terme de la saison.

ARGENTINE LE COUP DE GUEULE DE MESSI !

Après la qualification de l'Argentine face aux Pays-Bas ce vendredi à l'occasion des quarts de finale de la Coupe du monde 2022 (2-2, 4-3 tab), le capitaine de l'Albiceleste, Lionel Messi (35 ans, 170 sélections et 95 buts), avait un message à faire passer. L'attaquant du Paris Saint-Germain a fustigé la FIFA et l'arbitrage de Mateu Lahoz, qui a eu du mal à gérer une fin de partie électrique.

"On ne pensait pas aller jusqu'aux tirs au but. On a trop souffert de par la façon dont tout s'est passé mais ce sont des quarts de finale de Coupe du monde. Mais on a réussi, c'est ce qui est le plus beau et le plus impressionnant", a d'abord apprécié la Pulga au micro du diffuseur avant de hausser le ton.

"J'étais très déçu lors de l'égalisation, je ne voulais pas que ça se termine comme ça. L'arbitre, on ne peut pas lui parler, être franc avec lui. Les gens ont vu ce qu'il s'est passé. Avant le match, on avait peur. La FIFA doit s'occuper de ça et ne peut mettre un arbitre comme ça pour un match d'une telle importance, l'arbitre n'était pas à la hauteur", a déploré le septuple Ballon d'Or, régulièrement arbitré par Lahoz lorsqu'il évoluait au FC Barcelone...

BRÉSIL NEYMAR TRÈS FLOU SUR SON AVENIR

En larmes pendant de longues minutes suite à l'élimination du Brésil contre la Croatie ce vendredi en quart de finale de la Coupe du monde 2022 (1-1, 2-4 tab), Neymar (30 ans, 124 sélections) a-t-il disputé son dernier match avec la Selecao ? Tout en refusant de s'exprimer de manière définitive sous le coup de l'émotion, l'attaquant du Paris Saint-Germain a jeté un sérieux doute sur son avenir en sélection.

"Je ne garantis pas à 100 % que je reviendrai. J'ai besoin d'analyser, de réfléchir un peu plus à ce qui est bon pour moi et pour l'équipe nationale. Ce n'est pas une bonne idée de parler maintenant, je suis encore à chaud, je n'ai pas les idées claires", a éludé en zone mixte l'Auriverde, devenu le co-meilleur buteur de son pays à égalité avec le Roi Pelé (77 buts).

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Edité par la SARL **DK NEWS**

Gérant **Mourad Cherbal**
Directeur de publication **Smâil Oulebsir**

Directeur de la rédaction **Smâil Oulebsir**

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.47.97»
FAX : 023.38.47.95 **EMAIL** : contact@dknews-dz.com - **SITE** : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger **TÉL.** : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / **E-MAIL** : contact@dknews-dz.com - **IMPRESSION** : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - **ANEP spa** - 1, Avenue Pasteur - Alger - **TÉL.** : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - **FAX** : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTE
CONTRE LA CORRUPTION

Le Président Tebboune appelle les Algériennes et les Algériens à poursuivre le combat contre la corruption

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a appelé, vendredi, les Algériennes et les Algériens, chacun à partir de son poste, à poursuivre le combat contre la corruption, à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption.

"Nous avons fait de grands pas ensemble dans la lutte contre la corruption et la responsabilisation des corrompus, et nous sommes toujours fidèles à cet engagement. J'appelle les Algériennes et les Al-

gériens, chacun à partir de son poste, en cette Journée internationale de lutte contre la corruption, à poursuivre le combat", a écrit le Président Tebboune sur son compte Twitter.

NEUVIÈME CONFÉRENCE DE HAUT NIVEAU SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ EN AFRIQUE M. Lamamra : "l'Algérie prendra des initiatives supplémentaires pour renforcer la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme en Afrique"

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Ramtane Lamamra a déclaré jeudi soir à Oran que l'Algérie, en sa qualité de coordinatrice de l'action africaine pour renforcer la lutte contre le terrorisme et criminaliser l'extrémisme violent sur le continent, prendra des initiatives supplémentaires pour renforcer la coopération aux niveaux international et africain afin de lutter contre ce fléau. Le ministre a souligné durant la conférence de presse qu'il a animée en marge de la clôture de la conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, que « le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a été désigné par ses homologues africains comme coordonnateur de l'action africaine pour renforcer la lutte contre le terrorisme et criminaliser l'extrémisme violent sur le continent africain ». Dans ce contexte, il

a assuré que « l'Algérie intensifiera les mesures et initiatives dans le domaine de la lutte contre le terrorisme sur le continent ».

Dans son évaluation de cette conférence, M. Lamamra a souligné qu'elle a été « une réussite sur tous les critères », d'autant qu'elle a connue une forte participation, puisque tous les membres du Conseil de paix et de sécurité de l'UA étaient présents à différents niveaux, dont le niveau ministériel, un certain nombre d'autres pays africains et certains partenaires européens tels que la Suisse et la Norvège, en plus d'un nombre de chefs d'instances internationales relevant des Nations Unies. Il a également estimé que la 10^{ème} édition de cette conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique sera un « point déterminant » dans l'action africaine commune pour promouvoir la paix et la sécurité en

PRÉSIDENTENCE

Le Président Tebboune préside la réunion de travail périodique au siège du MDN (communiqué)

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a effectué, jeudi, une visite au siège du ministère de la Défense nationale (MDN), où il a présidé la réunion de travail périodique, indique un communiqué du MDN. "Monsieur le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a effectué ce jeudi 08 décembre 2022, une visite au siège du ministère de la Défense nationale, où il a été accueilli par Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire". "Après l'écoute de l'hymne national et la présentation des honneurs par les différentes formations des Forces de l'Armée nationale populaire, Monsieur le président de la République a salué ses hôtes", note la même source. Lors de cette visite, poursuit le communiqué, "Monsieur le président de la République a présidé la réunion de travail périodique, à laquelle ont pris part Monsieur le Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, le Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, des officiers généraux du ministère de la Défense nationale et de l'Etat-Major de l'Armée nationale populaire et, par visioconférence, les commandants de Forces, de la Garde républicaine, de la Gendarmerie nationale, des Régions militaires et des grandes unités de l'Armée nationale populaire". Lors de cette réunion, "Monsieur le

président a suivi un exposé exhaustif sur la situation sécuritaire prévalant à travers l'ensemble du territoire national, présenté par Monsieur le Général d'Armée, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, portant sur le bilan des activités exécutées par les unités de l'Armée nationale populaire au titre de l'année 2022, visant à réunir les exigences de stabilité, de sécurité et de quiétude au profit des citoyens, les missions de protection et de sécurisation de nos frontières nationales, de notre espace aérien et de nos approches maritimes, en sus de l'exécution des programmes de préparation et de développement du Corps de Bataille, et l'optimisation des mécanismes de maintien de la disponibilité opérationnelle des unités de combat", ajoute le communiqué. A cette occasion, "Monsieur le Président a donné un ensemble d'orientations et d'instructions aux personnels de l'ANP, en les exhortant à poursuivre le processus de développement et de modernisation de toutes ses composantes, et ce, dans l'objectif de relever les défis auxquels nous faisons face et de promouvoir nos Forces armées à la hauteur des nobles missions assignées", relève la même source. "Après la signature du livre d'or, Monsieur le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a été salué, à son départ du siège du ministère de la Défense nationale, par Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire", conclut le communiqué.

Afrique. Les participants au processus d'Oran ont souligné, a-t-il ajouté, que « le continent africain dispose de cartes gagnantes » face à la situation internationale tendue, estimant que la situation internationale actuelle, contrairement à ce que certains pourraient penser, « donne au continent africain une plus grande marge de manœuvre ». Il a ainsi relevé que les participants au processus d'Oran ont démontré que le continent africain a le désir, la volonté et la capacité de relever ces défis et d'imposer sa présence en tant qu'acteur fort ayant la capacité d'innover, ce qui lui permet d'influer positivement sur le cours des événements sur la scène internationale. Concernant la situation en Libye, le ministre a affirmé que la position de l'Algérie est très claire et que les engagements de l'Algérie sont connus, « car elle appelle à une solution libyenne aux problèmes de

la Libye, qui inclut la réconciliation nationale entre tous les Libyens », a-t-il rappelé. Il a estimé que cette solution doit aboutir à des élections démocratiques qui permettront au peuple libyen de choisir ses dirigeants à tous les niveaux.

Il a également indiqué que les forces étrangères devraient être évacuées, les milices devraient être démantelées, les flux d'armes devraient être arrêtés et un environnement propice à la tenue d'élections devrait être assuré.

De son côté, le Ministre nigérian des Affaires étrangères et président du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour le mois de décembre, Geoffrey Onyeama, a apprécié les efforts déployés tout au long du processus d'Oran, qu'il a qualifié de « réussi ». Il a également souligné que le processus d'Oran a permis l'élaboration d'un guide qui aide les pays africains à établir une

coopération et une coordination entre les Etats membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU « A3 » et le Conseil de paix et de sécurité de l'UA. Il a aussi décrié que cette Conférence de haut niveau est une occasion importante de développer des stratégies pour concrétiser cette coordination. Le commissaire aux affaires politiques, à la paix et à la sécurité de l'UA, Bankole Adeoye, a quant à lui plaidé pour l'intensification des efforts des Etats membres du Conseil de paix et de sécurité de l'UA pour faire face au terrorisme. Il a rappelé que le Fonds pour la paix de l'UA a levé environ 320 millions USD pour lutter contre ce fléau. Pour sa part, le ministre kenyan des Affaires étrangères, Alfred Mutua, a estimé que le processus d'Oran a prouvé qu'il est possible de trouver « des solutions africaines aux problèmes africains à la manière africaine ».

M. Lamamra souligne l'engagement de l'Algérie à défendre les priorités et les intérêts de l'Afrique

Le ministre des affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger Ramtane Lamamra a réaffirmé jeudi soir à Oran l'engagement de l'Algérie dans la promotion de l'agenda de paix, de stabilité, de développement et d'intégration au niveau continental, ainsi que la défense des priorités et des intérêts de l'Afrique. Dans son allocution de clôture de la 9^{ème} Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, M. Lamamra a souligné que l'Algérie, dont la candidature au poste de membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU avait précédemment reçu « le soutien de l'Union africaine, est engagée, à travers son bilan de loyauté, à promouvoir l'agenda de la paix, de la stabilité, du développement et de l'intégration au niveau continental. Elle assumera cette responsabilité avec un profond sens de dévouement pour défendre les priorités et les intérêts de l'Afrique ». Il a salué les participants à cette conférence pour leur engagement au service de la sécurité en Afrique, du « Processus d'Oran » et de l'objectif stratégique « Une Afrique, Une Voix ».

M. Lamamra également transmis « les félicitations du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour le succès de cette neuvième édition du processus d'Oran. Il a également exprimé, au nom du Président, « sa gratitude pour la participation active et

l'engagement positif de mes collègues ministres et hauts fonctionnaires lors des importantes discussions ayant porté sur les principaux défis à la paix et à la sécurité en Afrique, ainsi que sur les perspectives prometteuses d'une meilleure coordination pour une voix africaine forte au sein du Conseil de sécurité des Nations Unies ».

« Nous avons collectivement démontré, une fois de plus, que cette vision idéaliste n'est pas seulement un slogan mais un travail continu que nous nous engageons tous à faire avancer pour le bien de nos pays et de nos peuples », a-t-il ajouté, appelant chacun « à continuer à adhérer à ce processus tangible et à travailler en commun pour renforcer le dynamisme créé jusqu'à présent par le bloc africain au sein du Conseil de sécurité de l'ONU ». Par ailleurs, le chef de la diplomatie algérienne a rappelé que « l'Algérie célébrera l'année prochaine le 10^{ème} anniversaire du lancement du processus d'Oran, qui porte sur dix ans d'efforts collectifs continus dans le but d'atténuer l'injustice historique imposée à l'Afrique dans la composition du Conseil de sécurité », appelant chacun à saisir cette occasion pour impulser un nouvel élan à cette noble entreprise. Pour sa part, le Commissaire aux Affaires politiques, Paix et Sécurité de l'UA, l'ambassadeur Bankole Adeoye, a souligné que la prochaine étape sera certaine-

ment « d'œuvrer à l'avancement et au développement du Continent, à l'élimination du terrorisme et à la recherche des meilleurs moyens de faire taire les armes », relevant qu'« il y a de grandes indications sur le continent quant à la tendance générale à faire taire les armes ».

Il a souligné que plusieurs dangers menacent le continent africain, notamment l'extrémisme violent, le terrorisme, les armes et la criminalité intercontinentale, qui sont des fléaux qui l'affectent grandement. « L'Union africaine dispose des meilleurs cadres et systèmes pour la paix, la sécurité et la gouvernance », a-t-il assuré. Bankole Adeoye a d'autre part mis en exergue l'importance de se concentrer sur la question des armes légères de petit calibre afin de mettre un terme à leur prolifération à court terme, dans le cadre des efforts de l'UA pour le biais de son Conseil de paix et de sécurité. « La réponse africaine aux menaces de terrorisme et de prolifération des armes doit être forte, rapide et appuyée par les instances internationales », a-t-il rappelé. Le président du Conseil de paix et de sécurité de l'UA pour le mois de décembre en cours et ministre nigérian des Affaires étrangères, Geoffrey Onyeama, a également exprimé sa gratitude au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et au peuple algérien pour l'hospitalité dont les délégués africains

ont fait l'objet à Oran. Il a relevé que les travaux de cette conférence ont été marqués par un débat important et utile, notant le grand soutien apporté par l'Algérie à l'Organisation Africaine. Pour sa part, l'ambassadeur Harold Agyemani, représentant non permanent du Ghana auprès des Nations Unies, a exprimé ses remerciements et sa gratitude au nom de l'équipe A3 (Gabon, Kenya et Ghana) au Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et à l'Algérie pour l'hospitalité, l'organisation et la gestion de cette conférence, qui s'est déroulée dans les meilleures conditions. Il a estimé que les résultats de la Conférence seront très importants pour la promotion de la paix et de la sécurité sur le continent. Cette 9^{ème} Conférence de deux jours a été marquée par une participation de haut niveau, notamment à l'échelle ministérielle, des Etats membres du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, des membres africains du Conseil de sécurité des Nations unies, ainsi que des experts et des représentants de haut niveau des instances africaines et des Nations Unies, rappelle-t-on. Cette édition a également examiné la question du désarmement en Afrique par le contrôle de la prolifération des armes légères et de petit calibre, ainsi que la lutte contre le terrorisme et de l'extrémisme violent, en plus des questions liées à l'imposition et à l'application de sanctions.